



Rapport annuel sur l'indépendance de RTE et la mise en œuvre du code de bonne conduite

Année 2018



© Colombel Vanessa / RTE / 2012

Avril 2019

SOMMAIRE

Synthèse	6
I. Introduction.....	7
A. Objectif et méthode du rapport	7
B. Précisions concernant la publication du rapport	8
C. Précisions concernant le périmètre de la conformité pour l'année 2018.....	9
D. Quelques faits marquants en lien avec l'indépendance de RTE et le code de bonne conduite	9
II. Indépendance de RTE	14
Les engagements de RTE pris à l'occasion de la certification en 2012 sont aujourd'hui tenus	15
A. Article L. 111-11 – Indépendance managériale de RTE vis-à-vis d'EDF	15
A.1. Événements rassemblant RTE et d'autres sociétés de l'EVI	15
A.2. Gestion de la dette	17
A.3. Ressources humaines	18
B. Articles L. 111-13 et L. 111-14 – Attributions du Conseil de surveillance et statuts de RTE	18
C. Article L. 111-15 – Indépendance des commissaires aux comptes	19
D. Article L. 111-16 – Systèmes d'information	20
D.1. Séparation des systèmes informatiques de RTE et de l'EVI	20
D.2. Prestataires informatiques communs entre RTE et l'EVI	20
E. Articles L. 111-17 et L. 111-18 – Accords commerciaux et financiers conclus avec l'EVI.....	20
E.1. Généralités – procédure d'approbation des accords par la CRE	21
E.2. Cas particuliers	22
F. Article L. 111-21 – Non-confusion d'image entre RTE et l'EVI	23
F.1. Dénomination sociale de RTE (« RTE Réseau de Transport d'Electricité »)	23
F.2. Relations avec les parties prenantes	24
F.3. Marques identifiant RTE comme gestionnaire de réseau de transport	25
F.4. Pratiques de communication.....	25
F.5. Séparation des locaux.....	27
G. Article L. 111-22 – Code de bonne conduite de RTE	27
H. Articles L. 111-24 à L. 111-28 – Mandat des membres du Conseil de surveillance de RTE	28
I. Articles L. 111-24 et L. 111-29 à L. 111-32 – Mandat des dirigeants de RTE.....	28
J. Article L. 111-33 – Rémunération et détention d'intérêts dans l'EVI	28
J.1. Rémunération des dirigeants et salariés de RTE	28
J.2. Détention d'intérêts dans l'EVI.....	29

K.	Articles L. 111-34 et L. 111-35 – Missions et pouvoirs du responsable de la conformité.....	30
K.1.	Généralités.....	30
K.2.	Complément de transposition du 3 ^{ème} paquet en droit français en 2016.....	30
K.3.	Analyse des risques, audit et contrôle interne.....	31
K.4.	Partage d'expériences du responsable de la conformité avec ses homologues.....	31
L.	Articles L. 111-36 à L. 111-38 – Nomination et indépendance du responsable de la conformité	32
III.	Equité de traitement et non-discrimination.....	33
A.	Equité de traitement dans l'accès au réseau et au marché	33
A.1.	Equité de traitement dans les outils de marché.....	33
A.2.	Equité de traitement entre les acteurs	34
A.3.	Audit de la CRE sur le processus de facturation et les pratiques commerciales.....	34
B.	La concertation en CURTE	35
B.1.	Généralités.....	35
B.2.	Commission d'accès au réseau (CAR)	36
B.3.	Commission d'accès au marché (CAM)	39
B.4.	Commission de fonctionnement de l'accès aux interconnexions (CFAI)	40
B.5.	Commission perspectives système et réseau (CPSR)	40
B.6.	Amélioration de la concertation avec les clients.....	42
C.	La relation clientèle	44
C.1.	L'enquête de satisfaction clientèle de 2018.....	44
C.2.	Réclamations clients	47
C.3.	Offres de services	49
C.4.	Engagements de services	50
IV.	Transparence et ouverture.....	52
A.	Transparence et information sur le système électrique	52
A.1.	éCO2mix	52
B.	Plateformes de publication de données.....	53
B.1.	Bascule de la plateforme « Open Data »	53
B.2.	Plateforme ODRÉ (Open Data Réseaux Energie)	53
B.3.	Electricity Market Fundamental Information Platform (plateforme EMFIP)	54
C.	Publications	54
C.1.	Bilans électriques.....	54
C.2.	Panorama de l'énergie renouvelable	55
D.	Mise en œuvre du règlement REMIT.....	55

V.	Confidentialité	56
A.	Dispositions générales	56
B.	Types de données dont RTE doit préserver la confidentialité	56
C.	Sensibilisation à la confidentialité	57
D.	Suivi des incidents « confidentialité »	58
E.	Mouvement des salariés	59
VI.	Le schéma décennal de développement du réseau de transport (SDDR)	62
A.	Programme d'investissement 2018 de RTE	62
B.	Prochain SDDR	62
B.1.	Articulation avec la PPE	62
B.2.	Concertation amont sur le SDDR 2018	63
C.	Analyse des SDDR	64
C.1.	Analyse de l'horizon à 3 ans des SDDR	64
C.2.	Analyse globale des SDDR	65
D.	Suivi de l'exécution du SDDR	68
VII.	Les relations entre RTE et les filiales qu'il contrôle	69
VIII.	Maintien des engagements de RTE dans la durée	71
A.	Organisation interne de RTE pour le suivi des engagements de RTE et des demandes de la CRE	71
A.1.	Organisation de RTE au niveau central	71
A.2.	Organisation de RTE en région	71
B.	Contrôles de conformité menés en 2018	72
B.1.	Contrôles de conformité en régions Nord et Ouest	72
B.2.	Autres contrôles	73
C.	Formation et information	73
C.1.	Communication autour de la décision de la CRE de maintien de la certification de RTE	73
C.2.	Déploiement d'un outil de formation en ligne (e-learning)	73
C.3.	Constats à fin 2018 concernant le niveau d'information des salariés	75
IX.	Appréciation générale pour l'année 2018, recommandations et actions 2019	76
A.	Appréciation générale	76
B.	Recommandations du responsable de la conformité	77
C.1.	Reconduction de recommandations antérieures	77
C.2.	Nouvelles recommandations	77
C.	Actions 2019 du responsable de la conformité	78

X.	Annexes	79
A.	Recommandations générales issues du contrôle de conformité en régions Nord et Ouest.....	79
B.	RCBCI 2015-2016 : principales évolutions attendues par la CRE et évolutions constatées en 2018 ..	80
C.	RCBCI 2017-2018 : principales évolutions attendues par la CRE et évolutions constatées en 2018 ..	82
D.	Recommandations du rapport annuel 2017 et évolutions constatées en 2018	84
E.	Glossaire des sigles	87
F.	Liens internet utiles	90
F.1.	Textes législatifs et réglementaires	90
F.2.	Régulation.....	91
F.3.	RTE	92
F.4.	ENTSO-E et GRT européens	93
F.5.	Autres liens	94

Remarques générales : Les paragraphes repérés par une bordure gauche, repris à l'identique ou proches des rapports précédents, ont pour objectif de rappeler des éléments de contexte déjà exposés ou les obligations de RTE au regard du code de l'énergie en matière de conformité. Ils peuvent être omis par les lecteurs au fait de l'activité de RTE, des rapports précédents et des obligations des gestionnaires de réseaux de transport en la matière.

Comme l'an dernier, le plan du rapport se rapproche de la structure du code de bonne conduite de RTE et du code de l'énergie (sous-section « *Règles communes aux entreprises de transport d'électricité et aux entreprises de transport de gaz* »).

Ce rapport contient de nombreux sigles, qui sont détaillés dans l'annexe X.E. En outre, l'annexe X.F. contient des liens internet utiles (les liens internet plus ponctuels sont indiqués dans des notes en bas de page).

Synthèse

RTE Réseau de transport d'électricité a été certifié comme ITO par délibération du 26 janvier 2012 de la CRE. Le code de l'énergie contient des dispositions¹ ayant pour objectif d'établir et de maintenir dans la durée l'indépendance du GRT vis-à-vis de l'EVI. Un code de bonne conduite de RTE approuvé par la CRE contient, d'une part, les mesures d'organisation prises pour assurer cette indépendance et, d'autre part les engagements souscrits en tant que GRT vis-à-vis des utilisateurs du réseau en matière de non-discrimination, de transparence et de préservation de la confidentialité des informations sensibles.

Un travail important a été accompli depuis 2012 par le personnel et le management de RTE tant pour la réalisation des engagements pris lors de la certification, qui avaient pour objectif de concrétiser l'indépendance de RTE vis-à-vis du groupe EDF, que pour la mise en œuvre du code de bonne conduite dans la vie quotidienne de l'entreprise.

Les actions de RTE ont montré que le choix par la France du modèle « ITO » n'a pas constitué pour RTE un frein à l'application du cadre légal ou réglementaire européen, ni à la préparation des évolutions du marché ou du système électrique. L'organisation du secteur de l'électricité, tout particulièrement pour ce qui concerne l'indépendance et la neutralité de RTE, est désormais dans une phase de maturité et RTE doit veiller à maintenir ses engagements dans la durée.

Après la cession par EDF de 49,9% du capital de RTE à la Caisse des dépôts et à CNP Assurances en mars 2017, la CRE a maintenu la certification de RTE par délibération n° 2018-005 du 11 janvier 2018, qui a notamment étendu le périmètre de l'EVI et approuvé une nouvelle version du code de bonne conduite de RTE.

L'année 2018 s'est donc déroulée en presque totalité dans le cadre de ce nouveau contexte, qui a fait l'objet de la part de RTE d'actions de communication interne et de formation de ses salariés. Ces actions ont contribué à une meilleure appropriation de l'indépendance de RTE et du code de bonne conduite par les salariés et le management.

RTE a continué en 2018 de maintenir ses engagements ainsi que de répondre aux demandes exprimées par la CRE dans ses décisions de certification et dans ses rapports RCBCI successifs. A cette fin, l'entreprise a maintenu la vigilance de l'ensemble de son personnel dans son activité opérationnelle et l'attention de son management.

Le responsable de la conformité de RTE considère que RTE et l'ensemble de ses salariés ont respecté tout au long de l'année les engagements du code de bonne conduite comme les obligations de l'entreprise en tant que GRT figurant dans le code de l'énergie. Il a formulé des recommandations, de portée générale ou plus ponctuelles, d'une part, pour rendre plus efficaces les dispositions existantes et, d'autre part, pour tirer les enseignements d'écarts mineurs observés dans l'application concrète des mesures d'indépendance vis-à-vis de l'EVI, de non-discrimination ou de protection de la confidentialité.

Une attention particulière devra être apportée pour donner aux salariés de RTE une vision claire des différentes des obligations en matière de conformité qui s'imposent à l'entreprise ou à eux-mêmes, compte tenu notamment des évolutions législatives récentes (loi « Sapin 2 », RGPD...).

¹ Articles L. 111-9 à L. 111-38 (sous-section « Règles applicables aux sociétés gestionnaires de réseaux de transport appartenant au 3 septembre 2009 à une entreprise verticalement intégrée »).

I. Introduction

A. Objectif et méthode du rapport

RTE Réseau de transport d'électricité est désigné à l'article L. 111-40 du code de l'énergie comme la société gestionnaire du réseau public de transport d'électricité en France². A ce titre, RTE doit se conformer à l'ensemble des règles et obligations applicables aux sociétés gestionnaires de réseaux de transport définies par le code de l'énergie.

En particulier, les articles concernant les sociétés GRT appartenant à une EVI s'appliquent à RTE, compte tenu de la composition de son actionnariat. **Ces dispositions ont pour objectif d'établir et de maintenir dans la durée l'indépendance du GRT** vis-à-vis de l'EVI. La CRE a certifié RTE dans sa délibération du 26 janvier 2012 et maintenu la certification dans sa délibération n° 2018-005 du 11 janvier 2018 : RTE doit dès lors, pour s'assurer du maintien de cette certification, respecter les engagements pris dans le cadre de ce processus de certification et maintenir les conditions d'indépendance qui ont été approuvées par la CRE.

Parmi les obligations qui s'imposent à RTE en tant qu'ITO, figure la nécessité de réunir « *dans un **code de bonne conduite** approuvé par la CRE les mesures d'organisation prises afin de prévenir les risques de pratique discriminatoire en matière d'accès au réseau* »³. RTE doit également se doter « *d'un responsable chargé de veiller [...] à la conformité de ses pratiques avec les obligations d'indépendance auxquelles elle est soumise vis-à-vis des autres sociétés appartenant à l'EVI* », « *de vérifier l'application [...] des engagements figurant dans le code de bonne conduite* » et d'établir « *un rapport annuel [...] qu'il transmet à la CRE* »⁴.

Le présent document constitue le rapport sur l'indépendance de RTE et la mise en œuvre du code de bonne conduite pour l'année 2018 du responsable de la conformité de RTE.

Il rassemble et synthétise les constats ainsi que les recommandations du responsable de la conformité de RTE. Ses constats proviennent de diverses sources :

- les contrôles ou audits réalisés par le responsable de la conformité de RTE ou à sa demande, ainsi que ceux réalisés par la CRE ;
- le suivi de la réalisation des plans d'actions décidés par RTE à l'occasion de la certification ou suite à ces contrôles et audits ;
- l'observation par le responsable de la conformité tout au long de l'année des activités de l'entreprise et de ses relations avec ses clients ;
- les réunions et échanges du responsable de la conformité avec des responsables et salariés de RTE, les services de la CRE, les clients ainsi qu'avec différents interlocuteurs dans d'autres sociétés de l'EVI.

² Il est précisé que, en vertu de l'article L. 321-4 du code de l'énergie, le réseau public de transport est implanté sur le territoire métropolitain continental.

³ Article L. 111-22 du code de l'énergie.

⁴ Article L. 111-34 du code de l'énergie.

B. Précisions concernant la publication du rapport

Le code de bonne conduite (« *programme d'engagements* » selon les termes de la version française de la directive européenne) et son rapport annuel ont été introduits par le deuxième paquet énergie européen qui prévoyait la publication du rapport⁵. C'est sous ce régime, repris en droit français (« *L'application de ce code fait l'objet d'un rapport annuel établi et rendu public par chaque gestionnaire qui l'adresse à la Commission de régulation de l'énergie.* »⁶) que RTE a établi et mis en ligne les rapports annuels 2005 à 2010.

Le troisième paquet européen conserve les notions de code de bonne conduite (« *programme d'engagements* ») et de rapports annuels pour les GRT au statut ISO ou ITO mais il limite l'obligation de publication aux seuls ISO. Cette obligation est abandonnée pour les ITO, qui doivent se doter d'un responsable de la conformité chargé d'élaborer le rapport annuel et de le soumettre à l'autorité de régulation. L'obligation de publication a également été supprimée lors de la transposition en droit français⁷.

Néanmoins, par souci de transparence, les responsables de la conformité successifs de RTE ont toujours rendu public leur rapport annuel, en le mettant en ligne sur le site internet de RTE, y compris dans une version en langue anglaise. Il semble que RTE soit le seul ITO européen d'électricité à mettre en ligne le rapport annuel de son responsable de la conformité. Il est à noter que GRTgaz met en ligne la synthèse du rapport annuel de son responsable de la conformité.

Il apparaît néanmoins que la suppression de l'obligation de publication voulue par les Législateurs européen et français a pour objet de permettre au responsable de la conformité, qui bénéficie d'une indépendance par rapport au management du GRT, de s'exprimer librement dans les constats qu'il adresse à l'autorité de régulation.

Il apparaît donc au responsable de la conformité de RTE que rédiger un rapport dans l'optique que la totalité soit publiée pourrait brider son indépendance et l'empêcher d'adresser certains éléments à la CRE, soit parce qu'ils pourraient contenir des ICS au titre du code de l'énergie, soit parce que leur publication enfreindrait une loi (informatique et libertés, secret des affaires...), soit parce qu'ils seraient susceptibles de gêner certains acteurs, français ou étrangers.

En conséquence, depuis l'édition 2017, le rapport annuel du responsable de la conformité de RTE comporte des éléments en annexe qui ne sont pas rendus publics.

⁵ Alinéa 2 d de l'article 10 de la directive 2003/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité.

⁶ Article 6 III de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières.

⁷ Article L. 111-34 du code de l'énergie.

C. Précisions concernant le périmètre de la conformité pour l'année 2018

L'année 2018 s'est déroulée presque entièrement sous l'égide de la délibération de la CRE n° 2018-005 du 11 janvier 2018 portant décision sur le maintien de la certification de RTE, publiée au Journal officiel du 2 février 2018. En conséquence :

- Le périmètre de l'EVI est celui étendu par la décision du 11 janvier 2018 à :
 - o « la CDC, qui contrôle simultanément RTE et, directement ou indirectement, des sociétés exerçant une activité de production ou de fourniture d'électricité » ;
 - o « l'ensemble des sociétés exerçant une activité de production ou de fourniture d'électricité placées sous le contrôle direct ou indirect de la CDC ».
- Les obligations instituées par le code de l'énergie sont examinées à l'aune de cette décision, qui observe qu'un certain nombre de situations « ne sont pas de nature à soulever un risque de conflit d'intérêts entre les intérêts de RTE, d'une part, et ceux de la CDC dans la production ou la fourniture d'électricité, d'autre part. »
- La version du code de bonne conduite de RTE à prendre en compte est celle approuvée par la décision de la CRE et mise en ligne par RTE après la publication de cette décision.

Comme le précédent, le présent rapport est structuré selon les chapitres du code de bonne conduite. Le chapitre consacré à l'indépendance de RTE est nettement plus long que les autres car il est consubstantiel du troisième paquet énergie européen, qui a créé le statut d'ITO et la fonction de responsable de la conformité. Les autres thèmes, qui remontent au premier paquet (non-discrimination, confidentialité et transparence) font l'objet, d'une part, d'animations internes organisées par les métiers de RTE qui en ont la charge et, d'autre part, d'échanges fréquents et approfondis avec la CRE.

D. Quelques faits marquants en lien avec l'indépendance de RTE et le code de bonne conduite

Le respect par RTE de ses obligations en matière de bonne conduite et de conformité ne peut pas s'apprécier indépendamment des évolutions de son environnement, des attentes de ses clients, des pouvoirs publics et de l'ensemble des parties prenantes concernant ses activités. De même, les choix de l'entreprise, stratégiques ou opérationnels, sont de nature à influencer sur la manière dont elle prend en compte ses obligations.

Comme les années précédentes, certains des faits marquants de l'année 2018 de RTE en lien avec ces obligations méritent d'être soulignés, soit en ce qu'ils illustrent les actions et les résultats de RTE s'agissant de ses obligations de transparence, de confidentialité et de neutralité, soit en ce qu'ils éclairent certains aspects notables de la mise en œuvre par l'entreprise de ses obligations d'indépendance, de son code de bonne conduite ou de la qualité de sa concertation et de sa relation avec ses clients.

Les faits marquants présentés ont très généralement fait l'objet d'une communication interne au sein de l'entreprise, ce qui permet également de constater l'attachement de RTE à maintenir présent dans l'esprit de ses collaborateurs les missions, obligations et engagements de l'entreprise.

Janvier 2018

Indépendance et neutralité de RTE : A l'issue du processus de demande de certification engagé par RTE en mars 2017, la CRE adopte le 11 janvier 2018 sa délibération n° 2018-005 portant décision sur le maintien de la certification de RTE. Cette décision approuve également la nouvelle version du code de bonne conduite de RTE transmise à la CRE en mai 2017 par le Président du Directoire de RTE.

Non-discrimination et construction du marché européen de l'électricité : Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la transition écologique et solidaire rend public les conclusions du groupe de travail « éolien », qui formalisent 10 propositions. RTE et plusieurs acteurs du système électrique (fédérations de producteurs et distributeurs) ont transmis conjointement au secrétaire d'Etat des propositions concrètes pour favoriser l'accueil des EnR sur le réseau.

Février 2018

Non-discrimination et construction du marché européen de l'électricité : La Commission européenne approuve pour une durée de 5 ans l'appel d'offres destiné à développer la filière des effacements de consommation en France. Cet appel d'offres, prévu par la loi TECV, avait fait l'objet de discussions techniques soutenues entre la Commission européenne, les services de l'Etat et RTE, notamment pour permettre sa bonne articulation avec le mécanisme de capacité.

Transparence et non-discrimination : RTE publie le nouveau modèle de convention de raccordement pour les installations de production à terre et en mer. Ces dispositions permettent en particulier aux lauréats des appels d'offres gouvernementaux de 2011 et 2013 d'assurer le financement de leurs projets de parcs éoliens en mer et de prendre en compte les spécificités des travaux en mer. Elles intègrent les dispositions relatives à l'indemnisation du producteur en cas de retard du raccordement, introduites par le décret n° 2017-628 du 26 avril 2017 et son arrêté d'application du 10 novembre 2017.

Transparence : RTE met en ligne sous un format numérique le bilan électrique 2017, qui est l'occasion d'analyser les évolutions du système et du marché électrique au cours de l'année écoulée. Différents niveaux de lecture sont proposés pour permettre d'approfondir les sujets, de les connecter entre eux, ou encore de renvoyer vers d'autres analyses produites par RTE. Les données des graphes interactifs sont pour la plupart téléchargeables via la plateforme ODRÉ. Les bilans électriques régionaux sont également publiés sous une forme numérique en 2018.

Mars 2018

Qualité de la relation clientèle : RTE organise des rencontres clients au #Cloud Business Center à Paris. Cette journée réunit 250 clients et 150 salariés de RTE de tous les métiers pour faire le point sur les promesses faites en 2016 lors des rencontres précédentes, sur les avancées des projets, pour comprendre les besoins, expliquer les solutions. A cette occasion, RTE annonce la création à Lyon d'un plateau projet permanent pour permettre aux clients de venir à sa rencontre pour travailler sur les offres de services.

Avril 2018

Non-discrimination, transition énergétique et SDDR : RTE lance la concertation sur le bilan prévisionnel 2018 et sur le SDDR et débat avec ses parties prenantes d'un programme de travail pour l'année 2018 sur les études portant sur le système électrique.

Transparence et transition énergétique : En association avec les GRD, RTE publie la deuxième édition des « états techniques et financiers » relatifs aux S3REnR, qui détaillent l'état de la mise en œuvre des dispositions initiales du schéma approuvé dans chaque région administrative.

Non-discrimination et construction du marché européen de l'électricité : RTE publie un rapport sur l'évolution des modalités de prise en compte de l'interconnexion au système européen dans le mécanisme de capacité français. Ce rapport présente les conclusions tirées de trois années de concertation avec les acteurs du marché sur l'ouverture européenne du mécanisme de capacité, et a été remis aux autorités françaises en vue d'une mise à jour du décret encadrant ce mécanisme.

Mai 2018

Transparence et non-discrimination : La concertation pour la déclinaison en France du code de réseau européen relatif au raccordement des installations de production (code « RfG ») s'achève. Le bilan de la concertation et des consultations publiques organisées est transmis à la DGEC pour transposition dans le cadre réglementaire.

Transparence et non-discrimination : RTE publie les nouvelles trames du contrat d'accès au réseau de transport (CART) en adéquation avec le tarif TURPE 5, ceci pour tous les segments d'utilisateurs (consommateurs, producteurs et distributeurs).

Juin 2018

Indépendance de RTE en termes de gestion financière : Après un premier tirage en juillet 2017, le second tirage de 250 M€ est mis en place avec la Banque Européenne d'Investissement sur une durée de 14 ans dans le cadre du contrat de financement signé en juin 2015 pour un montant total de 500 M€.

Non-discrimination et construction du marché européen de l'électricité : Après le couplage des marchés à l'échéance journalière qui a débuté en 2006, une nouvelle étape est franchie avec le lancement de la plateforme XBID, qui permet désormais de coupler les marchés infra-journaliers avec l'Allemagne, la Belgique et l'Espagne. A terme, cette solution de couplage devrait être déployée à l'ensemble des pays européens. Elle a pour objectif de répondre aux besoins de flexibilité à court terme, accrus du fait de la croissance des EnR.

Juillet 2018

Non-discrimination, transition énergétique et SDDR : RTE présente, devant un large panel de parties prenantes, les résultats de l'appel à contributions lancé en avril sur le bilan prévisionnel et le SDDR. RTE présente notamment les principales hypothèses et variantes pour le prochain bilan prévisionnel 2018-2022, rendu public à l'automne 2018.

Transparence et non-discrimination : RTE publie son rapport annuel 2017 sur la qualité de l'électricité. L'année 2017 est la meilleure année enregistrée par RTE en termes d'indicateurs de qualité de l'électricité. Les actions engagées ces dernières années par RTE, aidées par des conditions météorologiques favorables, conduisent à ces très bons résultats au bénéfice de la majorité des clients de RTE. En particulier, la suite du renouvellement accéléré des transformateurs de mesure et les dispositions d'exploitation en cas d'alerte de température ont permis, encore plus qu'en 2016, de limiter très fortement l'impact de ces avaries

Transparence et non-discrimination : Les services de la CRE mènent un audit relatif au processus de facturation et aux pratiques commerciales de RTE pour mieux connaître l'organisation des services de RTE en charge de ces activités et identifier les enjeux associés vis-à-vis des clients de RTE.

Transparence et non-discrimination : RTE remet à la CRE un rapport sur les services de réglage de la tension et le publie. Résultat d'études réalisées par RTE et Enedis, de l'analyse de la littérature académique, d'expérimentations, d'échanges bilatéraux avec différents acteurs (producteurs d'EnR, fournisseurs de matériels, distributeurs), ces travaux opèrent une analyse technico-économique du gisement et du coût du réglage de la tension sur le réseau de transport d'électricité par différents leviers.

Non-discrimination : Suite à l'incendie dans le poste d'Harcourt, sans précédent et dont la cause reste indéterminée, la mobilisation des équipes de RTE a permis la construction et la mise en service d'une liaison alternative en trois jours. Pour parfaire la sécurisation de l'alimentation électrique de la zone en attendant la reconstruction du poste, RTE a construit six lignes secondaires supplémentaires.

Septembre 2018

Indépendance de RTE en termes de gestion financière : RTE réalise une émission obligataire de 1 Md€ au total, avec une tranche de 500 M€ sur une durée de 12 ans au taux de 1,50% et une tranche de 500 M€ sur une durée de 20 ans au taux de 2,125%.

Transparence et non-discrimination : Les concertations pour la déclinaison des codes de réseau européens relatifs au raccordement des consommateurs et distributeurs (code « DCC ») et aux systèmes à courant continu (code « HVDC ») s'achèvent. Les bilans de concertation et des consultations publiques sont transmis à la DGEC pour transposition dans le cadre réglementaire.

Transparence : RTE bascule tous ses jeux de données en « Open Data » vers la plateforme ODRÉ puis ferme sa propre plateforme « Open Data » pour contribuer à offrir à ses parties prenantes un accès simplifié et unique aux données de l'électricité et du gaz en France.

Novembre 2018

Transparence et non-discrimination : RTE publie son analyse pour le passage de l'hiver 2018-2019. L'approvisionnement en électricité devrait être assuré durant l'hiver avec cependant, une période placée une fois de plus sous vigilance, de mi-janvier à fin février 2019.

Non-discrimination et transition énergétique : RTE rend public l'édition 2018 du bilan prévisionnel, qui vise à actualiser le diagnostic sur l'évolution de l'équilibre offre-demande d'électricité à un horizon de 5 ans. Le système électrique français sera équilibré mais sans marge, jusqu'en 2020, en raison de la fermeture d'une partie des moyens de production thermique au cours des dernières années. Des marges de sécurité devraient réapparaître après l'hiver 2020.

Non-discrimination et construction du marché européen de l'électricité : RTE met en consultation publique un projet de nouvelles règles de marché pour le mécanisme de capacité. Une version prenant en compte les retours des acteurs a été soumise à l'avis de la CRE et à l'approbation du ministre chargé de l'énergie dans un délai permettant la tenue des engagements des autorités françaises vis-à-vis de la Commission européenne, à savoir l'entrée en vigueur de ces nouvelles règles avant la fin de l'année 2018.

Décembre 2018

Transparence et non-discrimination : RTE publie les nouvelles trames contractuelles pour le raccordement des parcs éoliens en mer issus des deux premiers appels d'offres. Les nouvelles conditions particulières de la convention de raccordement, ainsi que le nouvel avenant à la proposition technique et financière, intègrent les dispositions de la loi ESSOC du 10 août 2018.

Qualité de la relation clientèle : RTE poursuit sa démarche d'ouverture de nouveaux services via sa plateforme clients (portail services / portail data). Avec 150 millions de requêtes an, le portail data étoffe son offre d'API pour les acteurs des mécanismes de marché (en particulier pour les responsables d'équilibre), et de nouvelles données, ouvertes à tous, sont exposées sur le portail services. L'audience à fin 2018 est forte, avec près de 5000 comptes utilisateurs répartis sur 600 sociétés abonnées.

Qualité de la relation clientèle : L'enquête de satisfaction clientèle de 2018 montre que le taux de satisfaction des clients s'est élevé à 88%, en hausse de deux points comparé à 2017, après une stagnation observée depuis 2016. Cette évolution positive encourage les équipes de RTE à poursuivre leurs efforts au bénéfice de leurs clients, qui attendent de plus en plus d'accompagnements personnalisés et de conseils pour mieux servir leur performance.

Ces quelques faits marquants, qui ne reflètent qu'une faible partie de l'activité de RTE dans l'année, sont néanmoins révélateurs de l'ancrage fort des thèmes liés au code de bonne conduite et à la conformité dans l'activité quotidienne de RTE : ils seront remis en perspective dans la suite du document.

II. Indépendance de RTE

Le code de l'énergie définit⁸ et encadre⁹ l'indépendance de RTE en tant que GRT en France. Il organise en particulier les relations entre le GRT et l'EVI. A ce titre [RTE] :

- [doit] « *agir en toute indépendance vis-à-vis des intérêts des autres parties de l'EVI exerçant une activité de production ou de fourniture [...] d'électricité* » ;
- « *ne [peut] détenir de participation directe ou indirecte dans une filiale de l'EVI exerçant une activité de production ou de fourniture [...] d'électricité* » ;
- « *ne [peut] avoir une part de [son] capital détenu directement ou indirectement par une autre filiale de l'EVI exerçant une activité de production ou de fourniture [d'électricité]* » ;
- « *exploite, entretient et développe le réseau de transport dont elles sont gestionnaires de manière indépendante au regard des intérêts des activités de production ou de fourniture de l'EVI* ».

Les conditions d'exercice de cette indépendance dans divers domaines sont explicitées dans plusieurs articles du code de l'énergie. On peut citer :

- les attributions et le fonctionnement de son Conseil de surveillance et la certification de ses comptes¹⁰ ;
- les obligations organisant l'indépendance des dirigeants¹¹ ;
- les obligations faite à RTE de posséder des systèmes d'informations indépendants¹², de disposer de manière exclusive de toutes les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires à sa mission¹³ et de proscrire tout risque de confusion en matière de communication¹⁴ ;
- l'encadrement strict des accords commerciaux et financiers conclus par RTE avec l'EVI ou avec les sociétés contrôlées par l'EVI, des prestations de services fournies par l'EVI au profit de RTE et des prestations de services fournies par RTE à l'EVI¹⁵ ;
- les attributions et les obligations du responsable de la conformité¹⁶.

Le respect des textes relatifs à l'indépendance du GRT peut être observé au travers, d'une part, du processus de certification et, d'autre part, des principes, règles et fonctionnement du management général de RTE.

Après avoir rappelé que les engagements de la certification de RTE sont aujourd'hui tenus, le présent chapitre fait le point de la mise en œuvre en 2018 des articles du code de l'énergie encadrant l'indépendance de RTE (à l'exception, des dispositions pérennes constatées par la délibération de certification, des dispositions qui n'ont pas à être mises en œuvre par RTE¹⁷ et des dispositions qui ne visent que la CRE¹⁸).

⁸ Article L. 111-11 du code de l'énergie.

⁹ Articles L. 111-13 à L. 111-38 du code de l'énergie (sous-section « *Règles applicables aux sociétés gestionnaires de réseaux de transport appartenant au 3 septembre 2009 à une entreprise verticalement intégrée* »).

¹⁰ Articles L. 111-13 à L. 111-15 et L. 111-24 à L. 111-28 du code de l'énergie.

¹¹ Articles L. 111-29 à L. 111-33 du code de l'énergie.

¹² Article L. 111-16 du code de l'énergie.

¹³ Articles L. 111-19 et L. 111-20 du code de l'énergie.

¹⁴ Article L. 111-21 du code de l'énergie.

¹⁵ Articles L. 111-17 et L. 111-18 du code de l'énergie.

¹⁶ Articles L. 111-34 à L. 111-38 du code de l'énergie.

¹⁷ Par exemple l'article L. 111-19-1 du code de l'énergie (mise à disposition par l'EVI à la demande du GRT de ressources financières nécessaires à la réalisation de nouveaux investissements).

¹⁸ Par exemple l'article L. 111-23 du code de l'énergie (contrôle du code de bonne conduite et de l'indépendance).

Les engagements de RTE pris à l'occasion de la certification en 2012 sont aujourd'hui tenus

Par sa délibération du 26 janvier 2012, la CRE a décidé la certification de RTE en liant cette décision :

- au respect par RTE des engagements accompagnant sa demande de certification ;
- à la mise en œuvre des mesures complémentaires demandées par la CRE.

Certains de ces engagements ou de ces mesures complémentaires étaient assortis d'une échéance liée aux contraintes de réalisation : beaucoup devaient être tenus dès fin 2012, d'autres en 2013, les plus complexes ayant à être réalisés au-delà de la fin de l'année 2013. Enfin, pour tenir certains de ces engagements, RTE avait demandé un délai supplémentaire jusqu'en fin 2015.

De façon générale ces engagements ont un caractère permanent. Si certains ont, par nature, un caractère définitif, d'autres demandent un suivi constant pour être maintenus dans la durée.

Dans sa décision du 11 janvier 2018 sur le maintien de la certification de RTE, la CRE formule également des demandes à RTE, qui ont un caractère permanent et demandent un suivi constant pour être maintenus dans la durée.

Par ailleurs, les dispositions du code de l'énergie encadrent de façon très précise ce que recouvre le principe d'indépendance de gestion du GRT en termes de management et de gouvernance. Présent dans les réunions de l'ensemble des instances de direction et de gouvernance de l'entreprise, le responsable de la conformité a eu les moyens, tout au long de l'année 2018, de constater la mise en œuvre de ces règles garantissant l'indépendance de RTE aussi bien dans les actes de management quotidiens que dans la construction des décisions majeures de l'entreprise.

Néanmoins, la CRE note dans son rapport RCBCI 2017-2018 que RTE n'a pas respecté les délais qu'elle lui avait fixés dans le rapport RCBCI 2015-2016 s'agissant de la finalisation de la concertation sur les trames types, d'une part, du contrat de gestion prévisionnelle de la production et du réseau et, d'autre part, du contrat de traitement des accords en amont du J-1.

A. Article L. 111-11 – Indépendance managériale de RTE vis-à-vis d'EDF

L'indépendance managériale a été mise en place à la création de RTE dans le cadre du premier paquet énergie européen et elle est pleinement opérationnelle.

Le responsable de la conformité et les délégués RTE en région n'ont eu connaissance d'aucune action inappropriée en 2018 de la part d'un manager ou d'un salarié de RTE au regard de l'indépendance de RTE.

A.1. Événements rassemblant RTE et d'autres sociétés de l'EVI

Un sujet pointé par la CRE dans son rapport RCBCI 2015-2016 (respect des codes de bonne conduite et indépendance des gestionnaires de réseaux d'électricité et de gaz naturel en 2015 et 2016) concerne les événements rassemblant RTE et EDF (point 1.2.2 de la partie 2 à la page 67 du rapport). La CRE indique avoir accueilli « *très favorablement* » les instructions données à son arrivée par le Président du Directoire de RTE : RTE ne participe plus aux manifestations internes organisées par le groupe EDF, il s'est retiré en décembre 2015 du Conseil académique des métiers d'EDF et les directions juridique et des ressources humaines de RTE n'ont plus de relation institutionnelle avec celles d'EDF.

Depuis 2018, ce sujet a vocation à être élargi à l'ensemble des autres sociétés constituant l'EVI, c'est-à-dire la CDC et l'ensemble des sociétés exerçant une activité de production ou de fourniture d'électricité placées sous son contrôle direct ou indirect.

i) Lignes directrices concernant les événements internes organisés par les autres sociétés de l'EVI

Dans son rapport, la CRE a demandé à RTE « *de formaliser des lignes directrices permettant à ses agents de savoir s'ils peuvent ou non participer aux différents événements internes organisés par le groupe et aux réunions organisées par le groupe au sein d'une filière ou d'un métier* ».

Le document définissant les lignes directrices a été diffusé en mai 2018 aux directeurs métiers et délégués de RTE par le secrétariat général de RTE. Il a également été transmis à la CRE au début juin 2018.

Les lignes directrices de RTE reposent sur les principes suivants :

- N'est pas autorisée la participation :
 - des cadres dirigeants de RTE à des réunions internes du groupe EDF ou du groupe CDC ;
 - des salariés de RTE aux réunions d'animation organisées par une société du Groupe EDF ou par le groupe CDC, au plan national comme au plan régional ;
- Pour autant, le bon fonctionnement du système électrique et de la gouvernance de RTE permettent la participation de salariés de RTE à :
 - des réunions bilatérales organisées dans le cadre de relations contractuelles entre RTE et une autre société de l'EVI (accès au réseau, maintenance des installations de RTE, mécanismes de marché, ventes de terrains, etc.) ;
 - des réunions organisées au niveau de la Branche des industries électriques et gazières (IEG), qui ne sont, par définition, pas limitées aux sociétés de l'EVI ;
 - des réunions entre RTE et les représentants de l'EVI dans le cadre du rôle de supervision économique donné à l'actionnaire par le code de commerce et dans les limites fixées par le code de l'énergie ;
 - des interventions de RTE devant des sociétés de l'EVI pour la communication d'informations publiques, RTE étant alors considéré comme un intervenant externe (exemples : présentation du SDDR, du bilan prévisionnel, des mécanismes de marché, partage d'expérience, etc.) ; ces interventions doivent obéir aux règles suivantes :
 - lorsque RTE intervient au cours d'une réunion interne d'une société de l'EVI, il n'est présent que pour le seul créneau prévu pour son intervention ;
 - dans une logique non-discrimination, RTE proposera aux autres acteurs d'intervenir devant eux sur le même sujet et avec le même contenu.

Conformément à une demande de la CRE, RTE réalisera et transmettra à la CRE un bilan annuel des réunions ou événements relevant du dernier cas de figure.

Le responsable de la conformité a été interrogé à quelques reprises par des managers de RTE sur l'opportunité de participer à une réunion avec l'EVI. Il leur a apporté un éclairage reposant sur les lignes directrices.

ii) Événements rassemblant RTE et EDF

A noter que, dans certaines régions, RTE peut encore être invité à participer à des réunions internes au groupe EDF (rencontres managériales, ressources humaines...) et il est conduit à décliner, parfois avec une réponse écrite rappelant les principes.

Suite à la recommandation du responsable de la conformité dans son rapport annuel 2017, RTE a cessé ses dernières participations à des comités régionaux « *fluidité groupe EDF* » en région.

Comme par le passé, RTE ne participe plus aux côtés d'EDF à des événements externes (rencontre avec des médias locaux, participation à un salon).

Une exception est intervenue en 2018, qui concernait un Forum métiers du Groupe EDF visant à permettre aux salariés de la centrale nucléaire de Fessenheim de découvrir des métiers susceptibles de leur offrir des opportunités de reconversion professionnelle en Alsace et dans le Grand Est.

RTE a décliné l'offre de participation dans un premier temps. Mais il a été conduit à revoir sa position après échanges avec le délégué interministériel à l'avenir du territoire de Fessenheim, qui a lui précisé que cette opération s'inscrivait dans le dispositif global d'accompagnement décidé par l'Etat.

Un représentant de RTE a donc été présent à ce Forum, mais la direction de RTE lui a demandé de :

- ne pas fournir d'information de RTE qui procurerait un avantage concurrentiel aux sociétés de l'EVI ;
- rappeler les obligations d'indépendance de RTE vis-à-vis de l'EVI et de non-confusion d'image ;
- affirmer si besoin le pouvoir de décision de RTE pour gérer ses emplois.

RTE en a informé la CRE.

Le responsable de la conformité estime que, au vu du cas d'espèce, une extension du Forum à l'ensemble des IEG dans la région Grand Est aurait été opportune. Dans un tel cas, la participation de RTE n'aurait soulevé aucune interrogation.

iii) Caisse des Dépôts

Le secrétaire général de RTE et le responsable de la conformité ont rencontré en septembre 2018 la secrétaire générale de la Caisse des Dépôts, membre du Conseil de surveillance de RTE, pour échanger sur la mise en œuvre du troisième paquet.

Au niveau régional, il semble que la Caisse des Dépôts n'affiche pas de synergie groupe.

A.2. Gestion de la dette

La dette long terme de RTE s'élève à 9,7 Md€ au 31 décembre 2018, dont 8,15 Md€ correspondant à une dette émise en propre sur le marché obligataire par RTE (84 %) et 1,55 Md€ à des financements auprès de la Banque Européenne d'Investissement soit 16 %.

RTE n'a plus de ligne de dette vis-à-vis d'EDF depuis le remboursement de la dernière tombée obligataire de 664 M€ en octobre 2016.

A.3. Ressources humaines

RTE est désormais un acteur de la Branche des IEG indépendant d'EDF en termes de ressources humaines :

- Dans le domaine des relations sociales, l'indépendance de RTE est effective depuis 2011 :
 - RTE est associé aux négociations de Branche des IEG et les décline de façon autonome.
 - RTE ne s'est associé à aucune action ou négociation dite « de groupe ». Désormais, lorsque le contexte légal ou réglementaire l'impose, RTE mène -ou propose d'engager- une négociation d'entreprise en parallèle et indépendamment de l'EVI.
- Dans le domaine de la formation, l'indépendance de RTE est effective depuis 2015 :
 - RTE a inauguré en juin 2013 un nouveau centre de formation à Jonage, dans la région lyonnaise, et y a rassemblé toutes ses formations techniques.
 - Depuis la fin 2015, RTE ne participe plus aux dispositifs de suivi mis en place par le groupe EDF (dispositions succédant à l'accord « DEFI Formation » arrivé à échéance fin 2015, Académie des métiers du groupe EDF...). Il ne participe plus ni aux séminaires de formation des jeunes embauchés du groupe EDF ni aux animations métiers.

Il n'y a plus de contacts institutionnels entre les directions des ressources humaines de RTE et d'EDF, y compris au niveau régional avec la fin de la participation de RTE aux comités régionaux « *fluidité groupe EDF* ».

B. Articles L. 111-13 et L. 111-14 – Attributions du Conseil de surveillance et statuts de RTE

Le responsable de la conformité a participé en 2018 à l'ensemble des réunions du Conseil de surveillance de RTE et de ses comités (comité de supervision économique et d'audit, comité des rémunérations)¹⁹.

L'arrivée de nouveaux administrateurs en 2017 puis en 2018 n'a pas fait obstacle à la bonne application de l'article L. 111-13 du code de l'énergie, de l'article 14 des statuts de RTE (« *délibérations – pouvoirs – règlement intérieur* ») et de l'article 5 du règlement intérieur du Conseil de surveillance (« *pouvoirs du conseil* »).

Au cours des réunions du Conseil de surveillance et de ses comités, les administrateurs ont pu recevoir de la part des membres du Directoire toutes explications utiles à leur bonne connaissance de l'entreprise et de la gestion d'un réseau de transport sans que les débats aient débordé sur des décisions ou des injonctions dans des domaines relevant de la compétence exclusive du Directoire.

La seule modification apportée en 2018 aux statuts de RTE concerne la nouvelle adresse du siège social, à l'immeuble Window à La Défense. Le règlement intérieur du Conseil de surveillance n'a pas été modifié en 2018.

¹⁹ Article L. 111-35 du code de l'énergie.

C. Article L. 111-15 – Indépendance des commissaires aux comptes

En vue de s'assurer du respect de cet article, l'article 20 des statuts de RTE précise que « *les commissaires aux comptes adressent avant leur désignation par l'assemblée générale, puis chaque année avant l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes annuels, un document précisant s'ils certifient ou non les comptes d'une autre partie de l'entreprise verticalement intégrée* ».

En outre, dans son rapport RCBCI 2013-2014 publié en décembre 2014, la CRE a demandé à RTE « *de transmettre chaque année, en temps utile, l'attestation correspondante émanant de l'un de ses commissaires aux comptes* » en précisant que « *Cette attestation devra être accompagnée, le cas échéant, d'une part de la liste des mandats concernant d'autres sociétés de l'EVI EDF et détenus par le même réseau de commissaire aux comptes et, d'autre part, de la nature des mesures mises en œuvre au sein de ce réseau pour prévenir tout conflit d'intérêt.* »

Pour l'exercice 2017, cette attestation portait sur le périmètre de l'EVI au titre de la certification de 2012. Dans ce cadre, le cabinet Mazars SA a adressé à RTE en janvier 2018 une attestation concernant le respect des dispositions de l'article L. 111-15 du code de l'énergie au titre de l'exercice 2017.

L'élaboration du présent rapport a toutefois montré que RTE avait omis en 2018 de transmettre cette attestation à la CRE. La situation a été régularisée au début de 2019.

A partir de l'exercice 2018, ce sujet s'inscrit dans l'application de la décision de la CRE du 11 janvier 2018 sur le maintien de la certification de RTE, qui indique : « *Dans la mesure où RTE est certifiée par deux commissaires aux comptes, le risque de conflit d'intérêts que l'article L. 111-15 du code de l'énergie vise à prévenir ne peut se matérialiser en pratique que si les deux commissaires aux comptes de RTE certifient également les comptes d'une autre société de l'EVI RTE. Il ressort des éléments communiqués dans le dossier transmis par RTE qu'aucune société de l'EVI RTE contrôlée par EDF ou la CDC n'est certifiée à la fois par KPMG et par Mazars, à l'exception du groupe Electricité de Strasbourg.* »

En effet :

- Depuis le 30 mai 2017, les commissaires aux comptes titulaires de RTE sont KPMG et Mazars.
- Les commissaires aux comptes titulaires d'EDF sont KPMG et Deloitte.
- Les commissaires aux comptes titulaires de la CDC sont Mazars et PwC.
- Selon le dossier de demande de certification transmis par RTE à la CRE, aucune société de l'EVI contrôlée par EDF ou la CDC n'est certifiée à la fois par KPMG et par Mazars, à l'exception du groupe Electricité de Strasbourg (dont les comptes sont certifiés par Mazars Strasbourg alors que ceux de RTE le sont par Mazars Paris).

En conséquence, l'article 20 des statuts de RTE conduit aux attestations suivantes concernant le respect des dispositions de l'article L. 111-15 du code de l'énergie au titre de l'exercice 2018 :

- l'attestation du cabinet Mazars SA, reçue par RTE le 22 janvier 2019
- l'attestation du cabinet KPMG Audit, reçue par RTE le 21 février 2019.

Ces attestations ont été transmises à la CRE par RTE.

D. Article L. 111-16 – Systèmes d’information

Cet article contient deux obligations.

D.1. Séparation des systèmes informatiques de RTE et de l’EVI

Le système d’information (SI) de RTE est maintenant totalement indépendant de celui de l’EVI à l’exception de deux logiciels du domaine social que la CRE a approuvés en considérant qu’ils entrent bien dans le champ de l’exception prévue par l’article L. 111-33 du code de l’énergie :

- contrat de droits d’usage de la « bourse de l’emploi », conclu le 19 novembre 2014 entre RTE et EDF (délibération de la CRE du 3 septembre 2015²⁰),
- contrat « MediSIS » de gestion des dossiers médicaux (délibération de la CRE du 26 octobre 2016²¹).

D.2. Prestataires informatiques communs entre RTE et l’EVI

Dans son rapport RCBCI 2015-2016, la CRE a demandé à RTE de lui notifier, avant le 31 janvier de chaque année, tous les contrats passés au cours de l’année écoulée en vue d’intervenir sur les systèmes de traitement automatisé de ses informations et conclu avec des entreprises qui effectuent également des prestations de même nature pour le compte de sociétés faisant partie de l’EVI. Cette demande est reprise en annexe au présent rapport²².

La procédure interne « *Achats de RTE soumis à approbation ou information de la CRE* » a été refondue en 2017 et comporte désormais un alinéa relatif à cette notification. RTE a notifié à la CRE les bilans 2017 et 2018 des contrats éligibles à l’article L. 111-16 par courriers des 31 janvier 2018 et 18 février 2019 respectivement. Il faut noter qu’un des prestataires a refusé en 2018, pour des questions de confidentialité, d’indiquer à RTE s’il effectue également des prestations de même nature pour le compte de sociétés faisant partie de l’EVI.

E. Articles L. 111-17 et L. 111-18 – Accords commerciaux et financiers conclus avec l’EVI

La CRE a approuvé en 2018 l’ensemble des accords entre RTE et l’EVI qui lui ont été soumis. Le dialogue et les échanges nécessaires avec la CRE sur ces sujets ont continué à être menés de manière satisfaisante en 2018 : les informations complémentaires demandées par la CRE ont été transmises le plus souvent rapidement et en toute transparence pour aider les services de la CRE à instruire les dossiers.

En particulier, en 2018, aucune procédure d’approbation d’accords n’a fait l’objet d’une suspension en raison d’une demande de la CRE de compléments de dossiers. En 2017, cinq saisines de RTE avaient fait l’objet d’une suspension. Ceci prouve l’efficacité du travail mené en amont par RTE avec les services de la CRE.

²⁰ <https://www.cre.fr/Documents/Deliberations/Approbation/bourse-de-l-emploi>

²¹ <https://www.cre.fr/Documents/Deliberations/Approbation/medisis>

²² Voir point X.B. « *RCBCI 2015-2016 : principales évolutions attendues de RTE et évolutions constatées en 2018* ».

Sur les 14 dossiers approuvés par la CRE en 2018 :

- 8 dossiers ont été approuvés explicitement, par délibération de la CRE, et 6 tacitement²³.
NB : Parmi ces dossiers, la convention de sortie d'intégration fiscale conclue entre EDF et (i) RTE, (ii) ses trois filiales Arteria, RTE International et Cirtéus et (iii) CTE (Co-entreprise de Transport d'Electricité) n'a pas fait l'objet d'une délibération ad-hoc mais a été approuvée par la décision de la CRE du 11 janvier 2018 sur le maintien de la certification de RTE.
- 9 dossiers concernaient l'EVI (EDF SA et/ou ses filiales de production ou fourniture d'électricité), 2 Enedis, 2 CTE, 1 Arteria (convention-cadre avec RTE) et 2 d'autres sociétés contrôlées par EDF [le total dépasse 14 car 2 dossiers sont communs à 2 catégories].
- 4 dossiers concernaient des prestations de l'EVI au profit de RTE relevant des exceptions prévues au premier alinéa de l'article L. 111-18, qui doivent faire l'objet d'une approbation explicite de la CRE²⁴.

Par ailleurs, 2 dossiers concernant Enedis étaient en instruction à la CRE au 31 décembre 2018. De même, 3 dossiers approuvés au début de 2018 avaient fait l'objet d'une saisine de la CRE par RTE à la fin de 2017.

A noter également que, à travers la décision de la CRE du 11 janvier 2018 sur le maintien de la certification de RTE, la CRE a considéré que les prestations fournies par RTE au titre des sept contrats conclus avec les sociétés de l'EVI contrôlées par la CDC²⁵ sont conformes aux dispositions de l'article L. 111-18 du code de l'énergie.

E.1. Généralités – procédure d'approbation des accords par la CRE

Dans son rapport annuel 2017, le responsable de la conformité avait recommandé à RTE de mettre à jour la procédure sur le circuit de traitement des dossiers CRE engageant des relations commerciales et financières entre RTE et le groupe EDF pour intégrer :

- le nouveau périmètre de l'EVI ;
- dans le processus d'élaboration des contrats :
 - o la relance régulière des interlocuteurs externes de RTE et le tracé de ces relances ;
 - o la rédaction des dossiers de saisine en anticipant de façon circonstanciée les questions que pourrait poser la CRE ;
 - o l'organisation d'échanges ou réunions en amont avec les services de la CRE ;
 - o une meilleure prise en compte des aspects régionaux, notamment dans le chapitre sur le rôle et les responsabilités de la direction juridique.
- des dispositions relatives aux cas de sous-traitance.

La procédure « *Achats de RTE soumis à approbation ou information de la CRE* », qui précise les moyens de contrôle dans le processus achat pour s'assurer du respect des règles issues du code de l'énergie, a été mise à jour, pour ce qui la concerne, en août 2018.

²³ Article L. 231-1 du code des relations entre le public et l'administration.

²⁴ 3^{ème} alinéa de l'article R. 111-7 du code de l'énergie.

²⁵ Cinq contrats CART établis à partir d'une trame-type publiée dans la documentation technique de référence de RTE et approuvée par la CRE, ainsi que deux contrats de prestations annexes réalisées conformément aux conditions publiées dans le catalogue de prestations de RTE.

En revanche, la « *Procédure de suivi de la certification 2012 de RTE en tant que GRT indépendant et circuit de traitement des dossiers CRE engageant des relations commerciales et financières entre RTE et EDF SA* », qui présente l'organisation mise en place par RTE pour répondre à ses obligations légales, n'a pas été mise à jour.

Le responsable de la conformité recommande à RTE de mettre à jour en 2019 la note « procédure de suivi de la certification 2012 » en intégrant le maintien de la certification de RTE et les évolutions ressortant des recommandations antérieures.

E.2. Cas particuliers

i) Examen des différents flux financiers entre RTE et les sociétés de l'EVI

Comme en 2017, le responsable de la conformité s'est fait remettre par le département comptabilité et fiscalité un fichier de tableur résultant d'une extraction des mouvements financiers entre RTE et les sociétés du groupe EDF.

Face à la complexité d'un tel fichier comptable, le responsable de la conformité s'est dans un premier temps attaché à noter les transactions qui apparaissent en conformité avec les articles L. 111-17 et L. 111-18 du code de l'énergie :

- transactions qui ressortent a priori d'accords ayant été approuvés par la CRE ;
- transactions qui ressortent a priori de dispositions ne nécessitant par l'approbation la CRE (par exemple, le paiement du dividende).

Le responsable de la conformité a identifié une soixantaine de mouvements comptables pour lesquels il était nécessaire d'en savoir plus : une partie visait des demandes d'approfondissement (téléphonie mobile et informatique, ressources humaines...) et une autre était constituée de mouvements comptables dont le libellé n'était pas suffisamment explicite.

Après échange avec les services concernés de RTE pour la première partie et fourniture des factures par le département comptabilité et fiscalité pour la seconde, l'examen n'a pas permis d'identifier de non-conformité au regard de l'article L. 111-17 du code de l'énergie.

Par ailleurs, un très petit nombre de mouvements concernent des versements d'indemnisations de RTE à Enedis. Il peut s'agir d'indemnisations octroyées sur le fondement du CART, qui s'inscrivent dans un cadre contractuel approuvé par la CRE, ou d'indemnisations venant en réparation de dommages et dues par RTE en vertu du droit commun.

Dans ce dernier cas, il s'agit de dossiers de très faibles montants, inférieurs au seuil de franchise de la police de responsabilité civile souscrite par RTE (au-dessus de ce seuil, les mécanismes assurantiels sont applicables et le montant de l'indemnisation est fixé par un expert tiers). Le montant de l'indemnisation fait l'objet d'un accord entre RTE et Enedis, accord pas toujours très formalisé. Même si ces dossiers sont rares, voire exceptionnels, et concernent de très faibles montants, il y a lieu de s'interroger sur leur situation au regard de l'article L. 111-17.

Le responsable de la conformité recommande à RTE d'examiner ce point, en prenant notamment en compte les dispositions réglementaires régissant l'indemnisation par RTE des GRD.

Par ailleurs, le responsable de la conformité poursuivra ce type d'examen en 2019, sur la base de l'extraction comptable de 2018.

ii) Banque des territoires

A l'occasion de ses contrôles de conformité dans les régions Nord et Ouest²⁶, l'attention du responsable de la conformité a été appelée sur la nouvelle Banque des Territoires créée par la Caisse des Dépôts. Il s'agit d'une marque qui recouvre l'activité des directions de l'établissement public et celle de deux filiales, CDC Habitat et la SCET. En conséquence, les relations entre RTE et la Banque des territoires pourraient, selon les cas, relever des relations entre RTE et l'EVI.

Le responsable de la conformité recommande aux délégués RTE en région de se rapprocher du secrétariat général de RTE avant d'envisager tout partenariat avec la Banque des Territoires.

F. Article L. 111-21 – Non-confusion d'image entre RTE et l'EVI

F.1. Dénomination sociale de RTE (« RTE Réseau de Transport d'Electricité »)

Le diable se nichant dans les détails, le responsable de la conformité a poursuivi le travail lancé depuis 2016 pour mettre fin aux situations non conformes (i.e. comportant la mention « EDF » dans la dénomination de RTE, mention qui a été officiellement supprimée au début de 2012). Ces situations reposant pour l'essentiel sur l'inattention ou la négligence, le responsable de la conformité s'est attaché à mener des vérifications assez larges

i) Annuaire associatifs et autres

Le responsable de la conformité avait constaté en 2017 que, dans les annuaires auxquels il a accès (corps techniques de l'Etat, anciens élèves), quelques salariés de RTE étaient encore enregistrés sous une dénomination comportant « EDF ». Il avait appelé l'attention de ces salariés pour que cette situation soit corrigée. A noter que sont également dans ce cas quelques salariés qui ont quitté RTE et qui n'ont pas mis à jour les données relatives à leur situation professionnelle.

Une vérification a été opérée par un des directeurs métiers de RTE sur l'annuaire de son association d'anciens élèves (il s'agit d'une des Grandes Ecoles qui compte le plus de diplômés au sein de RTE) : sur plus d'une centaine de membres ayant indiqué des coordonnées, il n'y avait aucune non-conformité. Le responsable de la conformité n'a pas été en mesure d'étendre cette vérification à d'autres Grandes Ecoles, en raison de la difficulté à trouver des personnes ayant accès à la recherche par entreprise dans les annuaires en ligne (i.e. à jour de cotisation à leur association d'anciens élèves).

Notant qu'une des causes de la désaffection envers les associations d'anciens élèves est le développement des réseaux sociaux, le responsable de la conformité a mené une recherche dans les principaux réseaux sociaux :

- Facebook : Une page « RTE-EDF Transport Energie » a été créée le 5 septembre 2012, plus d'un an après l'entrée en vigueur du 3^{ème} paquet énergie. De toute évidence, cette page, suivie par 190 personnes et faisant l'objet de très peu de publications, ne dépend pas de RTE. Le responsable de la conformité a utilisé la fonctionnalité « Suggérer des modifications » pour proposer de changer le titre en « RTE Réseau de Transport d'Electricité ».
- LinkedIn et Viadeo : Une recherche a permis de trouver au total une trentaine de personnes actuellement en poste à RTE et disposant d'un vrai profil sur ces réseaux (profil renseigné, plusieurs contacts sur le réseau), dont l'intitulé de la fonction n'était pas conforme à l'article L. 111-21. Il n'a pas été possible d'aller au-delà faute d'abonnements Premium. Le responsable de la conformité a écrit à ces salariés (en copie cachée) pour les inviter à mettre à jour leur profil.

²⁶ Voir point VIII.B.1. « Contrôles de conformité en régions Nord et Ouest ».

Au total, au vu du nombre de cas de non-conformité au regard des centaines voire milliers de salariés inscrits dans l'ensemble de ces annuaires, et s'agissant de responsabilités individuelles des salariés sur lesquelles l'employeur ne peut guère agir, le responsable de la conformité estime que la situation est globalement satisfaisante.

ii) Signalétique des postes RTE

Par le passé, la signalétique des postes électriques de RTE a été mise en conformité avec la dénomination sociale de RTE (absence de référence à EDF).

Néanmoins, un écart, qui avait apparemment échappé à toutes les vérifications, a été porté à la connaissance du responsable de la conformité en juillet 2018 : un poste 63 kV comportait une plaque signalétique sur laquelle figuraient les deux logos de RTE et d'EDF. L'écart a été corrigé et un rappel a été effectué en direction des équipes de la région concernée.



A noter qu'il reste encore ici ou là des panneaux de signalétique routière pouvant comporter la dénomination « EDF Transport ». Mais la mise en conformité n'est pas à la main de RTE, qui ne peut que signaler les cas concernés aux collectivités locales responsables.

F.2. Relations avec les parties prenantes

i) Généralités

Les équipes régionales de RTE continuent de constater que certaines parties prenantes confondent encore RTE et EDF, même si le nombre de confusions baisse au fil des ans. A chaque fois, RTE rappelle son rôle, ses missions et son indépendance. Par ailleurs, RTE est bien attentif, dans toutes ses présentations à l'externe (élus, territoires, enseignement supérieur, presse...) comme dans toutes ses participations à des manifestations ou à des salons, à bien positionner RTE comme un acteur du secteur de l'électricité indépendant et non-discriminatoire.

En général, l'administration, les clients de RTE et la plupart des élus des collectivités font désormais bien la distinction entre RTE et EDF. Quelques élus locaux sont toutefois encore réticents à faire cette distinction, pour des raisons historiques ou personnelles.

ii) Communication autour de l'incident du poste électrique d'Harcourt

Le responsable de la conformité note que le communiqué de presse du groupe SNCF émis quelques heures après le déclenchement de l'incendie du poste électrique d'Harcourt a contribué à la confusion d'image entre RTE et EDF :

- titre du communiqué : « *l'incident d'un poste électrique RTE (EDF)* »,
- chapeau : « *le poste électrique RTE (EDF) d'Harcourt* » et « *EDF ne parvient plus à alimenter les 5 sous stations SNCF* » ;
- texte : « *l'incendie survenu dans les installations EDF* ».

Le groupe SNCF fait pourtant lui-même l'objet d'une séparation entre le gestionnaire d'infrastructure et l'opérateur commercial, sous l'égide d'une autorité de régulation.

Toutefois, par la suite, l'ensemble de la communication menée par SNCF Réseau a clairement évité toute confusion entre RTE et EDF.

F.3. Marques identifiant RTE comme gestionnaire de réseau de transport

RTE a régularisé en 2016 toutes les marques de l'Union européenne qui étaient encore enregistrées au nom de l'ancienne dénomination « *RTE EDF Transport* ».

RTE a effectué en 2016 et 2017 auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI) les formalités pour la régularisation de toutes les marques françaises, à l'exception de trois marques. A fin 2018, la situation de ces marques est la suivante :

- il a été décidé de ne pas renouveler la marque déposée au profit de RTE par un agent RTE car elle venait en doublon de marques similaires ;
- en ce qui concerne la marque déposée au nom de RTE par un prestataire, après échanges avec ce dernier la régularisation devrait intervenir d'ici mi-2019 ;
- en ce qui concerne la marque détenue en copropriété par RTE et EDF, des contacts ont été pris avec le mandataire initial et la régularisation devrait intervenir en 2019.

Le responsable de la conformité note qu'une recherche en ligne dans la base de données « Marques » de l'INPI²⁷ fournit de nombreuses références à « *RTE EDF Transport* ». En effet, la base conserve la référence des déposants, qui est affichée lors d'une recherche, et il faut cliquer sur un nom de marque pour afficher sa fiche qui contient l'année d'enregistrement et, le cas échéant, l'inscription d'un changement de dénomination du titulaire.

F.4. Pratiques de communication

i) Événements et contacts avec les médias

RTE a signifié quelques refus à EDF de participer à ses côtés à des événements externes en région (rencontre avec des médias locaux, participation à un salon).

ii) Articles de presse

Les journalistes étant sensibilisés fortement à la distinction entre RTE et EDF, il y a désormais peu d'articles prêtant à EDF des propos qui relèvent des activités de RTE.

Il est à noter que tous les communiqués de presse de RTE contiennent un encadré précisant le rôle et les missions de RTE.

Comme en 2017, le responsable de la conformité s'est livré à une analyse des médias²⁸ au regard des risques de confusion entre RTE et EDF à l'occasion d'un événement ayant engendré beaucoup d'articles, en l'espèce la conférence du 15 novembre 2018 du Président du Directoire sur le passage de l'hiver et le bilan prévisionnel.

²⁷ https://bases-marques.inpi.fr/Typo3_INPI_Marques/

²⁸ Sur la base de la revue de presse de RTE : médias papier, média en ligne, transcription des médias audiovisuels.

Les résultats de cette analyse, portant sur les revues de presse de RTE des vendredi 16 et lundi 19 novembre 2018 (soit un total de 151 articles : 40 papiers et 111 reprises de dépêches), sont les suivants :

- Les nouveaux actionnaires de RTE (Caisse des Dépôts et CNP Assurances) n'ont jamais été évoqués.
- Il n'y a pas eu de confusion d'image entre RTE et EDF.
- L'expression « *filiale d'EDF* » a été employée par Reuters et reprise par 6 médias.
- L'expression « *filiale autonome d'EDF* » a été employée par l'AFP (2 dépêches) et reprise par 7 médias et par 22 articles de la presse quotidienne régionale.
- L'expression « *filiale indépendante d'EDF* » a été utilisée par l'Usine Nouvelle.
- Par soustraction, les trois quarts des articles n'évoquent pas le lien entre RTE et EDF.

iii) Confusion d'image pouvant émaner d'EDF

Après des écarts constatés jusqu'au milieu des années 2010 (documents diffusés et prises de paroles publiques par des entités nationales ou régionales d'EDF, pouvant laisser croire qu'existeraient encore des synergies voire des dépendances entre les activités de RTE et celles d'autres parties de l'EVI), la situation est maintenant satisfaisante.

Les rares écarts qui peuvent être observés sont relativement mineurs et résultent apparemment de maladresses.

Ceci est sans doute le résultat de la poursuite de :

- la veille portée sur ce sujet par le management de RTE et en particulier par le Directoire ainsi que par les délégués en région dans leur mission de garants de l'indépendance de RTE en région ;
- la sensibilisation par EDF depuis 2015 de ses managers et de ses délégués régionaux à l'indépendance des gestionnaires de réseaux.

Concernant ce dernier point, le responsable de la conformité de RTE est en contact avec les dirigeants concernés à EDF et il est intervenu devant les délégués régionaux d'EDF en juin 2018. Ceci devrait se poursuivre en 2019.

iv) Association Normandie Energies

Avec plusieurs dizaines d'autres entreprises, RTE est membre de l'association Normandie Energies²⁹, créée en 2009 à l'initiative d'entreprises³⁰, de l'Etat et du Conseil Régional pour répondre aux défis énergétiques régionaux. L'association regroupe plusieurs dizaines d'entreprise et une vingtaine d'organismes associés dans le secteur de l'enseignement et de la recherche.

RTE étant membre de cette association, le président de cette dernière peut être conduit à s'exprimer sur des sujets relevant de la compétence de RTE (bilan prévisionnel notamment). Or, le président est actuellement le délégué régional du groupe EDF pour la Normandie, ce qui peut être source de confusion d'image entre RTE et l'EVI.

Pour mettre un terme à cette situation, RTE ne renouvellera pas son adhésion à cette association en 2019.

²⁹ <https://www.normandie-energies.com/>

³⁰ Les membres fondateurs sont EDF, Engie, ExxonMobil et Total.

v) Caisse des Dépôts

Aucun risque de confusion d'image n'est apparu depuis l'entrée de la CDC dans le capital de RTE, que ce soit au niveau national ou au niveau régional.

F.5. Séparation des locaux

Le dernier sujet à finaliser concerne la séparation de six postes d'évacuation de la production d'électricité, situés à l'intérieur de l'enceinte d'une installation nucléaire de base (INB) et protégés par un système d'accès géré par EDF.

Des travaux de séparation avaient pu être entrepris pour trois postes et achevés en 2014. Pour les trois autres postes, qui restent enclavés au sein des sites nucléaires, RTE et EDF ont préparé des évolutions des conventions d'exploitation clarifiant les modalités d'accès à ces sites par le personnel de RTE et définissant les modes opératoires. Il s'agit de répondre aux enjeux d'exploitation de RTE et de se conformer aux exigences de la délibération de la CRE du 26 janvier 2012 et du rapport RCBCI 2015-2016 de la CRE, tout en respectant les contraintes relatives à la sécurité des sites nucléaires.

RTE a adressé à la CRE pour approbation en novembre 2018 les avenants aux conventions d'exploitation permettant d'assurer la mise en conformité des conditions d'accès à ces trois postes. Il a également soumis à la CRE les conventions relatives à l'exploitation et à la maintenance des systèmes de protection et de surveillance concernant quatre postes (les trois sites ayant fait l'objet de travaux en 2014 et l'un des trois autres sites, les conventions des deux derniers étant en cours de finalisation et de signature). La CRE a approuvé l'ensemble du dossier par délibération n° 2018-250 du 5 décembre 2018³¹.

G. Article L. 111-22 – Code de bonne conduite de RTE

La nouvelle version du code de bonne conduite, prenant en compte l'évolution du capital de RTE et le retour d'expérience acquis depuis 2012, a été approuvée par la CRE dans sa décision du 11 janvier 2018 sur le maintien de la certification de RTE.

Par ailleurs, RTE a transmis à la CRE en décembre 2018 une saisine relative à la demande d'ajout dans le code de bonne conduite d'éléments relatifs :

- aux obligations de RTE au titre du règlement REMIT (Règlement européen relatif à l'Intégrité et à la Transparence des Marchés de gros de l'Energie),
- au rôle de RTE en tant que personne organisant des transactions à titre professionnel.

Cette proposition d'ajout est détaillée au point IV.D. « *Mise en œuvre du règlement REMIT* ».

³¹ <https://www.cre.fr/Documents/Deliberations/Approbation/Approbation-de-contrats-entre-RTE-et-EDF-en-lien-avec-les-postes-de-RTE-enclaves-dans-des-sites-EDF>

H. Articles L. 111-24 à L. 111-28 – Mandat des membres du Conseil de surveillance de RTE

Quatre membres ont été renouvelés suite à diverses démissions intervenues en 2018 : les trois représentants de l'actionnaire au titre d'EDF, dont le Président du Conseil et le Président du Comité de Supervision Economique et d'Audit (CSEA), et un représentant des salariés.

Il n'y a pas eu d'évolution de la « minorité » du Conseil de surveillance³², la décision de la CRE du 11 janvier 2018 sur le maintien de la certification de RTE ayant confirmé la conformité du cas des représentantes de la CDC désignées en 2017, moyennant des engagements des actionnaires, notamment :

- La CDC s'est engagé à notifier à la CRE toute nomination d'un membre du conseil d'administration de CTE (Co-entreprise de Transport d'Electricité) nommé sur proposition de la CDC : aucun changement n'est intervenu en 2018.
- EDF, la CDC et CNP se sont engagées à autoriser la présence du responsable de conformité de RTE aux réunions du Conseil d'administration de CTE : le responsable de la conformité a assisté à toutes les réunions du Conseil en 2018.

I. Articles L. 111-24 et L. 111-29 à L. 111-32 – Mandat des dirigeants de RTE

Les dirigeants sont les membres du Directoire et les directeurs exploitation, maintenance et développement-ingénierie³³. Comme le Directoire actuel comporte 5 membres, la « majorité » des dirigeants notifiée par RTE à la CRE est constituée par les membres du Directoire.

Aucun changement n'est intervenu en 2018.

J. Article L. 111-33 – Rémunération et détention d'intérêts dans l'EVI

Cet article contient deux obligations.

J.1. Rémunération des dirigeants et salariés de RTE

Cette disposition relève de la responsabilité de la direction de RTE : « *La rémunération des dirigeants et des salariés de la société gestionnaire du réseau de transport ne peut être déterminée que par des indicateurs, notamment de résultats, propres à cette dernière.* »

Elle est mise en œuvre de manière pérenne, notamment depuis la décision de certification du 26 janvier 2012, qui avait demandé à RTE de modifier le règlement intérieur de son Conseil de surveillance pour apporter des précisions explicites concernant la rémunération des membres du Directoire pour se mettre en conformité avec l'article L. 111-33. Il faut par ailleurs noter que le responsable de la conformité assiste aux réunions du comité des rémunérations du Conseil de surveillance de RTE.

³² Définie à l'article L. 111-25 du code de l'énergie.

³³ Paragraphe II de l'article L. 111-30 du code de l'énergie.

J.2. Détention d'intérêts dans l'EVI

Cette disposition relève de la responsabilité personnelle des dirigeants et des salariés de RTE : « *Les dirigeants et les autres salariés [...] ne peuvent posséder aucun intérêt dans les autres sociétés composant l'entreprise verticalement intégrée [...], ni recevoir directement ou indirectement aucun avantage financier de la part de ces sociétés.* »

Une exception concerne les actions EDF acquises avant le 1^{er} juin 2011 dans le cadre du dispositif collectif que constitue le PEG, qui peuvent être conservées par les salariés autres que les dirigeants³⁴. S'il ne peut contrôler le respect de cette obligation, l'employeur a néanmoins un devoir d'information de ses salariés sur les obligations qui pèsent sur eux, notamment, concrètement, concernant la détention d'actions.

Dans ses rapports 2015 à 2017, le responsable de la conformité avait recommandé à RTE d'adresser une information circonstanciée à tous ses salariés pour leur rappeler leurs obligations concernant l'article L. 111-33 du code de l'énergie.

En 2018, cette recommandation s'inscrit désormais dans le cadre du nouveau périmètre de l'EVI qui résulte de la décision de la CRE du 11 janvier 2018 sur le maintien de la certification de RTE.

L'information a été faite en mai 2018, sous la forme d'une brève « *Votre Info RH* » adressée par courriel à l'ensemble des salariés, avec un lien vers des explications en ligne sur l'intranet de RTE. Cette page intranet a fait l'objet d'une dizaine de commentaires postés par des salariés, auxquels il a été répondu. La brève « *Votre Info RH* » a été transmise pour information à la CRE début juin 2018.

L'un des commentaires faisait observer que, parmi les fonds proposés en ligne pour le PEG, il semblait possible d'acheter des actions EDF. L'examen diligenté alors par le responsable de la conformité a conduit aux constats suivants :

- La page « *demande d'arbitrage* » du site semblait permettre, pour deux des fonds du PEG, de procéder à un arbitrage vers des actions EDF.
- La page « *synthèse des fonds proposés* » du site faisait figurer les actions EDF dans les fonds du plan d'épargne. Ceci n'était pas anormal dans la mesure où des salariés possèdent encore des actions EDF acquises avant juin 2011 et peuvent souhaiter accéder aux informations générales (performances passées...). En revanche, il était anormal que les actions EDF figurent encore dans la liste en cochant le bouton « *afficher uniquement les fonds ouverts au versement* ».
- En revanche, les actions EDF n'étaient pas proposées dans la page « *demande de versement libre* » du site.

Suite à l'intervention de RTE auprès du gestionnaire du PEG, ces anomalies ont été corrigées.

Par ailleurs, le déploiement en 2018 de l'outil de formation en ligne (e-learning) sur le code de bonne conduite³⁵ permet également d'améliorer la connaissance des salariés de RTE quant aux obligations de l'article L. 111-33.

³⁴ Paragraphe I de l'article 13 de l'ordonnance n° 2011-504 du 9 mai 2011 portant codification de la partie législative du code de l'énergie.

³⁵ Voir point VIII.C.2. « *Déploiement d'un outil de formation en ligne (e-learning)* ».

K. Articles L. 111-34 et L. 111-35 – Missions et pouvoirs du responsable de la conformité

K.1. Généralités

L'exercice 2018 aura été le septième exercice complet durant lequel le contrôle de conformité mis en place en juillet 2011 s'est exercé. L'accès à toutes les informations requises est fluide, la participation à toutes les instances de gouvernance (Conseil de surveillance et ses comités, Directoire, comité exécutif, instances spécialisées de gouvernance et de travail...) est acquise et ce avec une documentation et des dossiers identiques à ceux dont bénéficient les membres de ces instances.

Comme précédemment et s'agissant de la perception que les collaborateurs de RTE peuvent avoir de la fonction, ils continuent de l'identifier positivement et les membres du management informent généralement spontanément le responsable de la conformité d'événements en rapport avec sa mission. Le responsable de la conformité n'a pas constaté de lassitude des salariés vis-à-vis de ses interventions et sollicitations. Ils ne rechignent pas à répondre aux questions posées et à documenter les réponses apportées même lorsque celles-ci sont suivies d'investigations complémentaires en termes de contrôle de conformité.

En 2018, le responsable de la conformité n'a pas manqué de continuer de rappeler au sein de RTE que, au-delà de sa mission de contrôle de la conformité, il peut être sollicité en amont à titre de conseil sur toute question relevant de l'indépendance de RTE et de la mise en œuvre du code de bonne conduite.

Les missions du responsable de la conformité en matière de suivi des investissements réseau et des relations entre RTE et les filiales qu'il contrôle sont précisées aux chapitres VI et VII respectivement.

Les contrôles effectués en 2018 par le responsable de la conformité sont détaillés au point VIII.B.

En 2018, le responsable de la conformité n'a pas eu la nécessité d'engager des ressources externes au-delà de son fonctionnement courant.

K.2. Complément de transposition du 3^{ème} paquet en droit français en 2016

A l'occasion d'un complément de transposition en droit français du 3^{ème} paquet énergie européen intervenu en 2016³⁶, deux points ont été ajoutés aux missions du responsable de la conformité :

- Article L. 111-34 : « *Il avise, sans délai, la Commission de régulation de l'énergie de tout manquement substantiel dans la mise en œuvre des engagements mentionnés à l'alinéa précédent* ».

Comme en 2016, le responsable de la conformité n'a observé aucun manquement substantiel par RTE de ses engagements figurant dans le code de bonne conduite.

- Article L. 111-34 : « *Il rend compte de son activité au conseil d'administration ou de surveillance et peut formuler à son attention des recommandations portant sur le code de bonne conduite et sa mise en œuvre.* »

Cette disposition a été mise en œuvre pour la première fois en 2017. En 2018, le responsable de la conformité a présenté son activité lors de la réunion du Conseil de surveillance de RTE du 25 mai 2018. Après l'approbation de la nouvelle version du code de bonne conduite par la CRE dans sa décision du 11 janvier 2018 sur le maintien de la certification de RTE, aucune recommandation d'évolution n'a été formulée au Conseil en 2018.

³⁶ Ordonnance n° 2016-130 du 10 février 2016 portant adaptation des livres Ier et III du code de l'énergie au droit de l'Union européenne et relatif aux marchés intérieurs de l'électricité et du gaz.

K.3. Analyse des risques, audit et contrôle interne

Cette analyse annuelle s'inscrit dans la recommandation formulée en 2014 par le responsable de la conformité suite à l'audit réalisé en 2014 à sa demande sur le respect des engagements liés à la certification de RTE par le régulateur.

L'analyse des risques majeurs de l'entreprise réalisée en 2018 a examiné le risque « *discrimination / non-conformité* ». S'il est toujours considéré comme faisant partie des risques majeurs de RTE, ce risque a été intégré avec le risque « *corruption et fraude* » au sein d'un nouveau risque « *manquement éthique ou réglementaire* », qui intègre également les exigences de respect du droit de la concurrence et du RGPD.

L'analyse a conclu que ce risque apparaît comme moyennement maîtrisé en 2018. Le responsable de la conformité estime que l'aspect « *non-discrimination* » est plutôt maîtrisé, comme par les années passées, et que le niveau global reflète le niveau de maîtrise d'autres aspects, dont certains étaient en cours de mise en place à RTE en 2018.

Cette analyse alimente le dossier récurrent mis à disposition des organes de gouvernance de l'entreprise (Directoire et Conseil de surveillance).

Par ailleurs, le responsable de la conformité a eu accès en 2018 aux instances et dossiers préparatoires traitant de ce sujet au sein de RTE. A ce titre, il peut témoigner de l'attention portée par l'entreprise au respect des règles de d'indépendance, de non-discrimination et de confidentialité dans la gestion et le contrôle quotidien de celles-ci. Toutefois, les audits réalisés en 2018 ont été axés sur des processus internes ou sur des sujets techniques, ce qui n'a pas nécessité de faire apparaître ces thèmes.

K.4. Partage d'expériences du responsable de la conformité avec ses homologues

Le responsable de la conformité a poursuivi en 2018 ses échanges avec ses homologues, d'une part de GRTgaz, Enedis et GRDF et, d'autre part, des ITO d'électricité européens.

Il y a aujourd'hui en Europe 6 ITO d'électricité autres que RTE :

- 2 des 4 GRT allemands : TransnetBW GmbH (filiale à 100% d'ENBW) et Amprion GmbH (RWE AG reste en situation de contrôle à 25,1%),
- le plus important GRT autrichien, Austrian Power Grid AG (filiale à 100% de Verbund AG),
- les GRT croate (HOPS), hongrois (MAVIR) et bulgare (Electroenergien Sistemen Operator EAD – ESO EAD).

Une réunion a eu lieu à Zagreb en mars 2018, rassemblant les responsables de la conformité de HOPS, TransnetBW, Amprion, APG et RTE. Deux responsables de l'autorité de régulation croate ont participé au dîner la veille au soir. Au début de la réunion, le président du Directoire de HOPS est venu accueillir les participants et présenter la société HOPS et le système électrique croate.

La réunion a commencé par une présentation de la décision de la CRE du 11 janvier 2018 sur le maintien de la certification de RTE et de l'avis de la Commission européenne, ainsi que de l'outil de formation en ligne développé par RTE. Ensuite, les échanges entre responsables de la conformité ont porté notamment sur les règles d'indépendance, les relations EVI / ITO / responsable de la conformité / régulateur, les pratiques en matière de dividendes ainsi que des points divers concernant l'exercice de la fonction de responsable de la conformité.

L. Articles L. 111-36 à L. 111-38 – Nomination et indépendance du responsable de la conformité

Sur proposition du Président du Directoire et après délibération de la CRE en date du 29 juin 2016, le Conseil de surveillance de RTE avait approuvé la nomination d'un nouveau responsable de la conformité de RTE pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} octobre 2016. A l'occasion de sa délibération, la CRE avait vérifié que l'intéressé satisfaisait aux exigences d'indépendance posées par l'article L. 111-38 et elle avait approuvé le contrat de travail dérogatoire dont il bénéficie à ce titre.

La CRE a apprécié à nouveau les exigences d'indépendance dans le cadre du processus de réexamen de la certification de RTE. Dans sa décision du 11 janvier 2018 sur le maintien de la certification de RTE, elle a notamment constaté la conformité avec les dispositions de l'article L. 111-38 du code de l'énergie au regard du nouveau périmètre de l'EVI. Par ailleurs, cette délibération a approuvé un avenant au contrat de travail du responsable de la conformité corrigeant une erreur matérielle figurant dans le contrat initial.

III. Équité de traitement et non-discrimination

Ce chapitre évoque dans un premier temps quelques éléments d'analyse quant à l'assurance de l'équité de traitement dans l'accès au réseau de transport et au marché de l'électricité.

Puis, s'agissant la relation de RTE avec ses clients, de l'écoute de leurs besoins et de la prise en compte de leurs demandes, c'est dans deux types de situations que se mesure en grande partie la qualité de la mise en œuvre des engagements du code de bonne conduite de RTE :

- la concertation, dialogue avec l'ensemble des parties prenantes qui précède, d'une part, la mise en place des dispositions qui lient RTE à ses différentes catégories de clients (règles, contrats...) et, d'autre part, la publication des documents prospectifs de RTE prévus par la loi (bilan prévisionnel, SDDR) ;
- la relation clientèle, dialogue permanent avec chacun de ces clients.

A. Équité de traitement dans l'accès au réseau et au marché

Un contrôle effectué en 2013 avait ciblé la vérification du respect des obligations de non-discrimination dans la mise en œuvre du mécanisme d'ajustement.

La question de l'application des règles de préséance économique par RTE dans l'activation des offres retenues est un point central aux implications économiques significatives pour les participants au mécanisme d'ajustement. Ce processus de choix associe, outre la proposition de prix, un certain nombre de critères techniques relativement complexes de mise en œuvre de l'offre (délai de début de mise en œuvre, durée, localisation...).

Depuis sa mise en place, le mécanisme d'ajustement a souvent donné lieu à des demandes d'explication à RTE des acteurs pour des offres non retenues pour justifier l'absence de toute discrimination dans les choix effectués.

Le responsable de la conformité avait considéré que les moyens engagés et les résultats obtenus étaient de nature à assurer le respect de la transparence et la non-discrimination de l'activité de mise en œuvre opérationnelle du MA avec un bon niveau de confiance. Dans ce contexte, le responsable de la conformité suggérait toutefois d'envisager sous une forme et à une fréquence à déterminer l'utilisation des informations tracées dans le cadre du processus de choix pour un retour vers chaque acteur concerné pour d'anticiper les éventuelles demandes d'explications.

A cet effet, RTE procède aujourd'hui à une analyse a posteriori des demandes d'explications des clients comme des suites qui leur sont données.

A.1. Équité de traitement dans les outils de marché

En 2018, sur 48 100 activations d'offres (soit près de 4 000 par mois) au titre du mécanisme d'ajustement, 6 ont fait l'objet de questions de clients (soit 0,01%). Ces questions, posées par 6 acteurs d'ajustement différents, ont été traitées et ont fait l'objet d'un retour transparent vers les acteurs.

Sur les 6 situations concernées :

- Pour 4 d'entre elles, l'analyse a montré que RTE pouvait justifier des raisons pour lesquelles l'offre n'avait pas été activée et que le comportement de RTE avait été conforme à l'attendu eu égard au contexte d'exploitation (EDA indisponibles, hors ajustement, ou engagées en réserves rapides ; manque d'adéquation entre les caractéristiques techniques du besoin et celles de l'offre ; capacité d'interconnexion saturée ; interprétation erronée des prix affichés en temps réel).

- Pour 1 d'entre elles, la demande était partiellement recevable (soit sur une partie de la plage horaire concernée, soit sur un sous-ensemble d'EDA).
- 1 cas relève d'une erreur et a fait l'objet de rappels auprès des opérateurs dans le cadre de l'amélioration continue du processus.

A.2. Équité de traitement entre les acteurs

Un autre élément d'analyse sur l'équité de traitement des acteurs de marché est la répartition des attributaires des contrats de service suite à appel d'offres.

- **Appel d'offres « réserves rapide et complémentaire »** : La contractualisation des réserves rapide et complémentaire pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019, s'est achevée le 25 juillet 2018. L'indice de Herfindahl-Hirschman baisse à 2 502 (contre 2 844 pour l'année 2018). La part de marché des trois nouveaux entrants les plus importants est de 68%. Les consommateurs industriels disposent de parts de marché stables d'environ 35%.
- **Appel d'offres « effacement »** : Cet appel d'offres de soutien au développement de la filière des effacements de consommation entre désormais dans le cadre validé par la Commission européenne. L'appel d'offres portant sur l'année 2019 a été lancé dans un calendrier permettant une bonne articulation avec les autres mécanismes de marché, et les résultats en ont été rendus publics en octobre 2018. Ces résultats permettent de vérifier l'atteinte de l'objectif de recentrage du soutien public aux effacements ne reposant pas sur des générateurs diesels.

A.3. Audit de la CRE sur le processus de facturation et les pratiques commerciales

En 2018 les services de la CRE ont mené un audit auprès de RTE afin, d'une part, de mieux connaître l'organisation des services de RTE en charge de ces activités et, d'autre part, d'identifier les enjeux associés au processus de facturation et aux pratiques commerciales vis-à-vis des différents clients de RTE (consommateurs, producteurs, GRD et nouvelles interconnexions exemptées).

RTE a présenté aux auditeurs de la CRE l'organisation en place pour les activités de facturation (politique et organisation générale, effectifs, outils et logiciels de facturation, bonnes pratiques, référentiels, etc.) et a détaillé les processus de facturation (raccordement, accès au réseau de transport et prestations annexes) ainsi que le processus de recouvrement des créances.

Les auditeurs ont examiné ces processus et se sont livrés à l'analyse d'un échantillon de factures émises en 2017 et au 1^{er} trimestre 2018 pour s'assurer du respect par RTE de la bonne application des dispositions du code de l'énergie, en particulier du respect du principe de non-discrimination. Cette analyse les a conduits à formuler quatre recommandations à RTE concernant, d'une part, l'évolution des modèles de contrats et, d'autre part, l'amélioration de l'information fournie aux utilisateurs du réseau.

Les conclusions des auditeurs attestent de la bonne organisation et de la cohérence des processus de facturation et de recouvrement, ainsi que de leur caractère transparent et non-discriminatoire. Ils soulignent également la bonne qualité de l'accompagnement des clients dans la compréhension de leur facture.

Les auditeurs ont également examiné l'organisation du traitement des réclamations relatives à la facturation ainsi que les gestes commerciaux et abandons de créance, ce qui les a conduits à formuler une cinquième recommandation, visant à la formalisation de lignes directrices pour le traitement des réclamations pour éviter tout risque de non-discrimination.

Ces cinq recommandations sont reprises dans le RCBCI 2017-2018 (partie 1 « Les dossiers thématiques », point 2 « facturation et pratiques commerciales »)³⁷.

³⁷ Voir point X.C. « RCBCI 2017-2018 : principales évolutions attendues par la CRE et évolutions constatées en 2018 ».

B. La concertation en CURTE

Le CURTE est l'instance essentielle de la concertation de la construction du marché de l'électricité et de l'évolution du réseau de transport en France. Elle est ouverte aux différents utilisateurs du réseau de transport (producteurs, distributeurs, clients industriels, traders, consommateurs, agrégateurs), ainsi qu'aux organisations non gouvernementales (et particulièrement celles dédiées à la défense de l'environnement) et aux organismes publics (qu'il s'agisse d'acteurs institutionnels tels que l'ADEME, l'ASN ou des services de l'Etat notamment la DGEC. Les services de la CRE en suivent à leur gré les réunions.

Le dispositif CURTE comprend quatre commissions de travail³⁸ : « accès au réseau », « accès au marché », « fonctionnement de l'accès aux interconnexions » et « perspectives système et réseau » (« perspectives réseau » jusque 2016). Des sujets spécifiques sont traités dans des groupes de travail qui peuvent être indifféremment animés par RTE ou par les autres participants, selon les engagements et les ressources que les uns ou les autres peuvent y consacrer.

Le CURTE contribue donc très significativement à la non-discrimination et à la transparence des actions de RTE dans la mise en place et l'évolution de l'architecture du marché.

Les présentations faites lors des réunions sont disponibles sur l'espace dédié par RTE à la concertation.

B.1. Généralités

Le responsable de la conformité a constaté tout au long de l'année 2018, une activité soutenue des différentes commissions. En 2018 encore, les activités du CURTE ont permis de manière générale :

- une information régulière des participants sur les dossiers en cours ainsi que sur les évolutions du contexte des domaines traités par les commissions ;
- des procédures de concertation transparentes et attentives en particulier aux délais de réponses des participants ainsi que ceux-ci le souhaitent.

Il a continué d'observer, comme en 2017, une certaine hétérogénéité dans le fonctionnement des réunions des commissions, a priori consubstantielle aux thèmes abordés.

La suite de ce chapitre rappelle en outre la richesse et la diversité des sujets traités en concertation en 2018.

Comme par le passé, la fin de ce chapitre expose les actions menées en 2018 pour améliorer l'accès et de la diffusion de l'information relative aux travaux du CURTE et aux résultats obtenus. Cela fait suite au rapport annuel 2015 du responsable de la conformité qui indiquait que, suite à l'enquête de satisfaction menée fin 2015, l'organisation du CURTE était encore perfectible sur ce point.

³⁸ Le Comité Plénier, dont la mission était de planifier à un niveau plus stratégique les évolutions des commissions, n'est plus actif depuis 2011.

En outre, le responsable de la conformité a examiné en 2018 le fonctionnement matériel des réunions plénières des commissions au regard de l'information et de la participation des acteurs. On peut grosso modo esquisser deux catégories :

- CAR et CFAI :
 - Les réunions sont fixées longtemps à l'avance : en moyenne deux mois et demi en 2018 pour la CFAI et encore plus pour la CAR qui opère une planification à l'année.
 - Des comptes rendus sont réalisés : comptes rendus détaillés pour la CAR, avec les prises de paroles des intervenants, et comptes rendus plus synthétiques pour la CFAI.
- CAM et CPSR :
 - Les réunions sont fixées avec un préavis limité (environ 20 jours en moyenne en 2018 pour la CAM et 30 pour la CPSR).
 - Pas de compte rendu en 2017 et 2018.

Le préavis limité et l'absence de compte rendu pourraient obérer la bonne information des acteurs, notamment ceux présentant des effectifs réduits. La mise en ligne des présentations apporte certes beaucoup d'informations mais il est intéressant de connaître les sujets qui ont fait l'objet des échanges ainsi que les arguments échangés.

Le responsable de la conformité recommande à RTE de s'assurer que tous les acteurs intéressés par les travaux du CURTE puissent avoir accès aux informations utiles.

Par ailleurs, le responsable de la conformité rappelle sa recommandation à RTE visant à limiter les incohérences observées entre les listes de membres figurant sur l'espace dédié par RTE à la concertation et les invitations aux réunions des commissions.

B.2. Commission d'accès au réseau (CAR)

La CAR traite les sujets liés au Raccordement et à l'accès au Réseau des différentes catégories de clients. Elle sert en particulier à élaborer la Documentation Technique de Référence de RTE (DTR).

La CAR est également un lieu de partage d'information sur des travaux initiés en dehors de la CAR et d'intérêt direct pour ses membres.

Dans la lignée de l'année 2017, les sujets suivants ont fait l'objet de présentations spécifiques en CAR en 2018 :

- **Le suivi de l'actualité législative et réglementaire française** : L'actualité fut riche en 2018 avec :
 - la publication de la loi n°2017-1839 le 30 décembre 2017 (loi dite « hydrocarbures »)³⁹ instituant pour les futurs projets éoliens en mer de nouvelles dispositions en cas de retard ou d'avarie du raccordement ;
 - la délibération n° 2018-015 de la CRE du 1^{er} février 2018 portant approbation des modèles de convention de raccordement au réseau public de transport des nouvelles installations de production à terre et en mer⁴⁰ ;
 - la délibération n° 2019-093 de la CRE du 26 avril 2018 portant approbation des modèles de CART pour les producteurs et les consommateurs⁴¹ ;
 - l'annulation le 22 décembre 2017 par le Conseil d'Etat du décret n°2016-434 du 11 avril 2016 relatif aux S3REnR⁴² et la publication du décret n°2018-544 du 28 juin 2018 relatif aux S3REnR et aux raccordements multi-producteurs⁴³ ;
 - la publication de la loi n°2018-727 du 10 août 2018 (dite loi « ESSOC ») ;
 - la délibération n° 2018-227 de la CRE du 8 novembre 2018 portant approbation du modèle de conditions particulières relatives à la réalisation et au financement des ouvrages de raccordement⁴⁴.

L'ensemble de ces textes et leurs impacts sur le raccordement et l'accès au réseau des acteurs ont fait l'objet de présentations en CAR.

- **Le suivi de l'actualité réglementaire européenne et de la déclinaison des codes réseau de l'ENTSO-E** : Les trois réunions de 2018 ont permis un suivi de l'avancement de chacun des textes du paquet européen « *Clean Energy for all Europeans* » dans leur cheminement au sein du Conseil et du Parlement européens et enfin des trilogues.
- **L'optimisation du réglage de la tension** : Les travaux réalisés par RTE pour identifier l'ensemble des leviers activables (installations de production conventionnelles et EnR, moyens de compensation installés sur les réseaux de transport, de distribution ou réseaux privés des clients) et de premières estimations économiques ont été présentés aux acteurs en CAR ; ces travaux se poursuivront dans un groupe de travail ad hoc.

Les tableaux suivants donnent, par grand domaine, le détail du planning de travail de l'année 2018 (bilan en fin d'année). Ces plannings illustrent, pour l'ensemble de l'année, l'enchaînement des trois phases que sont la concertation proprement dite, la phase de consultation sur le document en projet issu de la concertation et la phase de saisine ou d'information de la CRE selon que celle-ci ait à délibérer ou non sur le projet.

³⁹ <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036339396>

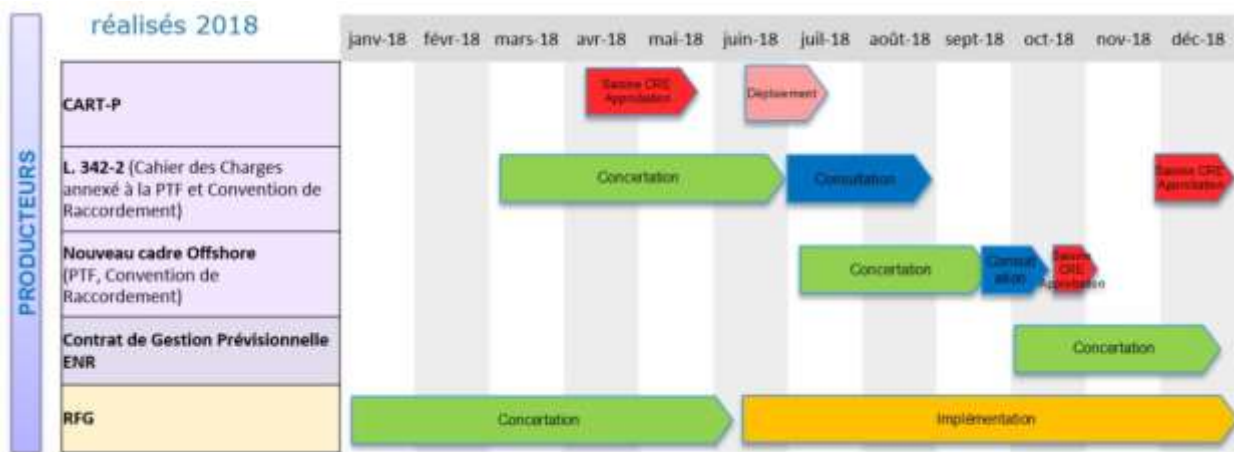
⁴⁰ <https://www.cre.fr/Documents/Deliberations/Approbation/convention-de-raccordement2>

⁴¹ <https://www.cre.fr/Documents/Deliberations/Approbation/modeles-de-contrat-d-acces-au-reseau-public-de-transport-d-electricite>

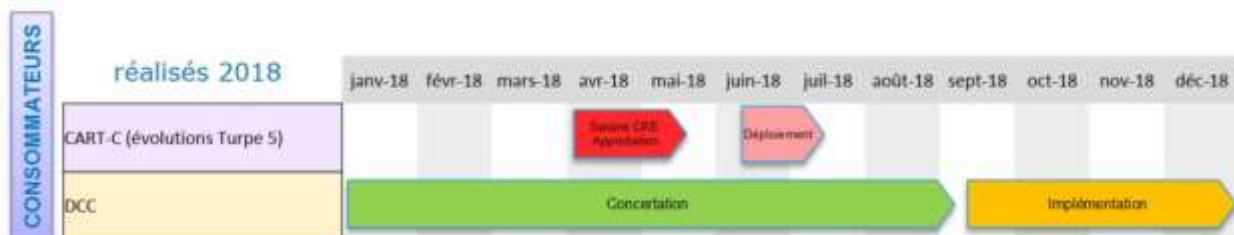
⁴² <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000036253386>

⁴³ <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037130677>

⁴⁴ <https://www.cre.fr/Documents/Deliberations/Approbation/Conditions-particulieres-relatives-a-la-Realisation-et-financement-des-ouvrages-de-raccordement-de-la-convention-de-raccordement-au-reseau-publ>



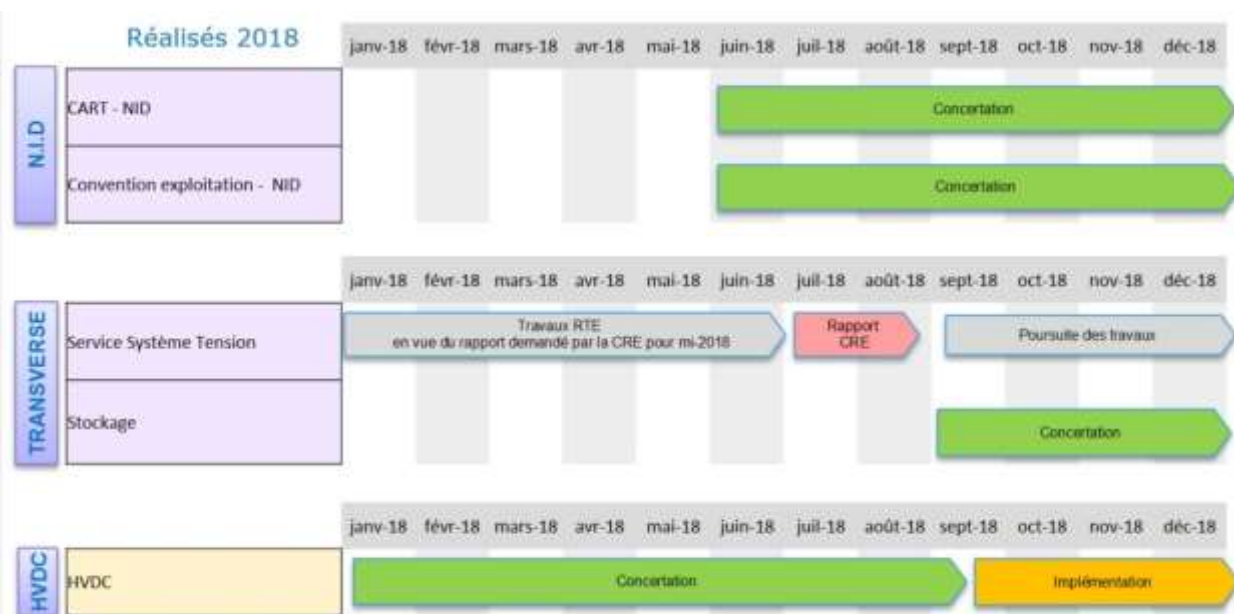
Les groupes de travail sur le raccordement et l'accès au réseau des producteurs



Les groupes de travail sur le raccordement et l'accès au réseau des consommateurs



Les groupes de travail sur le raccordement et l'accès au réseau des distributeurs



Les autres groupes de travail

B.3. Commission d'accès au marché (CAM)

La CAM est chargée de suivre les dossiers relatifs aux thèmes suivants :

- accès au marché via le dispositif de responsable d'équilibre (RE) et les notifications d'échanges de blocs (NEB) ;
- détermination et réconciliation des flux ;
- accès et participation au mécanisme d'ajustement (MA) ;
- programmation de la production et effacements ;
- organisation du marché, nouveaux dispositifs et interaction entre les dispositifs existants.

La CAM débat des orientations sur les différentes activités, détermine la feuille de route de groupes de travail et pilote, lorsqu'il y a lieu, la mise en œuvre des résultats de concertations sous forme d'établissement de projets de règles qu'elle propose à la CRE ou au ministre de l'énergie.

L'activité de la CAM en 2018 a été, comme depuis 2013, organisée largement autour de la transformation en cours des mécanismes de marchés.

Les travaux en CAM les plus significatifs en 2018 ont concerné les sujets suivants :

- **Mécanisme de capacité** : 2018 a été cadencée par une concertation portant sur la troisième version du mécanisme de capacité. Cette version devait faire écho à la décision d'approbation de la Commission européenne, comportant 3 volets : un volet concurrentiel (déjà décliné dans la seconde version depuis 2016), un volet participations transfrontalières et un volet relatif à l'investissement dans de nouvelles capacités. Cela s'est traduit par une nouvelle version du mécanisme de capacité en vigueur depuis le 29 décembre 2018, qui permet de pérenniser l'existence du mécanisme en assurant sa conformité complète avec les engagements pris par les autorités françaises. Cette troisième version des règles, sur la base des retours durant toute la concertation de 2018, a également permis de procéder à une simplification du mécanisme.
- **Effacements** : la fiabilité des effacements et le contrôle associé ont été l'un des sujets récurrents en 2018, faisant l'objet d'échanges soutenus avec les acteurs. De nombreux éléments ont évolué sur le plan du cadre de la filière effacement depuis deux ans. En 2018, trois axes de travail ont été définis : la simplification des règles et du cadre contractuel pour la filière (visibilité, simplification d'accès, harmonisation des mécanismes de marché, préconisations partagées), une approche transverse et l'amélioration des performances de la filière effacement.

Outre les travaux de la commission plénière, la CAM fait preuve d'une activité très soutenue en 2018 : une vingtaine de groupes de travail ont été actifs, dont 4 ateliers techniques et 5 appels à contribution sur l'évolution des règles RE-MA, évolutions liées notamment à l'arrivée de la plateforme commune d'échange d'énergie d'équilibrage TERRE, ainsi que sur les nouvelles règles du mécanisme de capacité.

B.4. Commission de fonctionnement de l'accès aux interconnexions (CFAI)

La CFAI suit le fonctionnement des règles d'accès au réseau public de transport français pour les importations et exportations, les mécanismes spécifiques à chaque interconnexion ainsi que les projets d'harmonisation en Europe de ces mécanismes ; elle permet aux acteurs, en présence de la CRE, de s'exprimer sur les règles et de participer à la définition des évolutions.

La CFAI s'est réunie quatre fois en 2018. Les discussions ont porté principalement sur les différents projets européens en cours : plannings, contraintes rencontrées, retour sur les consultations des acteurs. Les principaux thèmes abordés ont été les suivants :

- les méthodologies de calcul de capacité soumises dans le cadre du règlement CACM⁴⁵ ;
- les avancées liées au calcul de capacité infra-journalier dans la zone CWE ;
- la préparation du lancement du projet XBID⁴⁶ et ses répercussions sur les règles d'accès aux interconnexions ;
- le contenu des livrables requis par les règlements européens : horaire d'ouverture des marchés infra-journaliers, évolutions liées au paquet législatif européen « *énergie propre* » ;
- les exigences en termes de transparence du mécanisme « flow-based » dans la zone CWE.

En parallèle du suivi des projets, la CFAI est aussi un lieu d'échange et d'information. Ainsi la publication de données sur le site de RTE, le suivi d'incidents d'exploitation ou l'analyse de situations spécifiques ont été abordés au cours de l'année 2018.

B.5. Commission perspectives système et réseau (CPSR)

Lancée en 2011 à l'initiative de RTE, la CPSR (CPR jusque 2016) a pour ambition d'être l'instance privilégiée de concertation avec tous les acteurs de l'énergie et de la société civile sur les enjeux à moyen et long termes du système électrique. C'est pourquoi la CPSR accueille, en plus des utilisateurs du réseau de transport d'électricité, des associations environnementales (FNE, Greenpeace, FNH, Négawatt), des acteurs institutionnels (DGEC, CGDD, ADEME, France Stratégies...), des syndicats professionnels (SER, UFE, FEE...), des agrégateurs d'effacement (EnergyPool) et des gestionnaires d'infrastructure linéaire (GRTgaz et GRDF).

Des sujets techniques, économiques et de prospective sont abordés au sein de la CPSR. Ils ont vocation à permettre aussi bien la consultation et l'information des parties prenantes sur les missions confiées par le législateur à RTE (telles que le bilan prévisionnel et le SDDR) que le partage sur des questions d'actualité plus globales liées à l'évolution du système électrique (telles que les « smart grids » ou les EnR).

L'année 2018 a été essentiellement consacrée aux travaux relatifs :

- aux compléments sur le bilan prévisionnel 2017 (l'exercice 2017 intégrait un volet long terme, le précédent volet long terme remontant à l'exercice 2014) ;
- à l'élaboration du bilan prévisionnel 2018 (comme chaque année et conformément à la loi, le bilan prévisionnel comprend une analyse de risques à l'horizon moyen terme) ;
- à l'élaboration du SDDR 2018 (le nouvel exercice a pour objet de fournir une vision stratégique de l'évolution du réseau à long terme)⁴⁷.

⁴⁵ Règlement (UE) 2015/1222 de la Commission du 24 juillet 2015 établissant une ligne directrice relative à l'allocation de la capacité et à la gestion de la congestion.

⁴⁶ https://www.epexspot.com/fr/couplage/xbid_cross_border_intraday_market_project

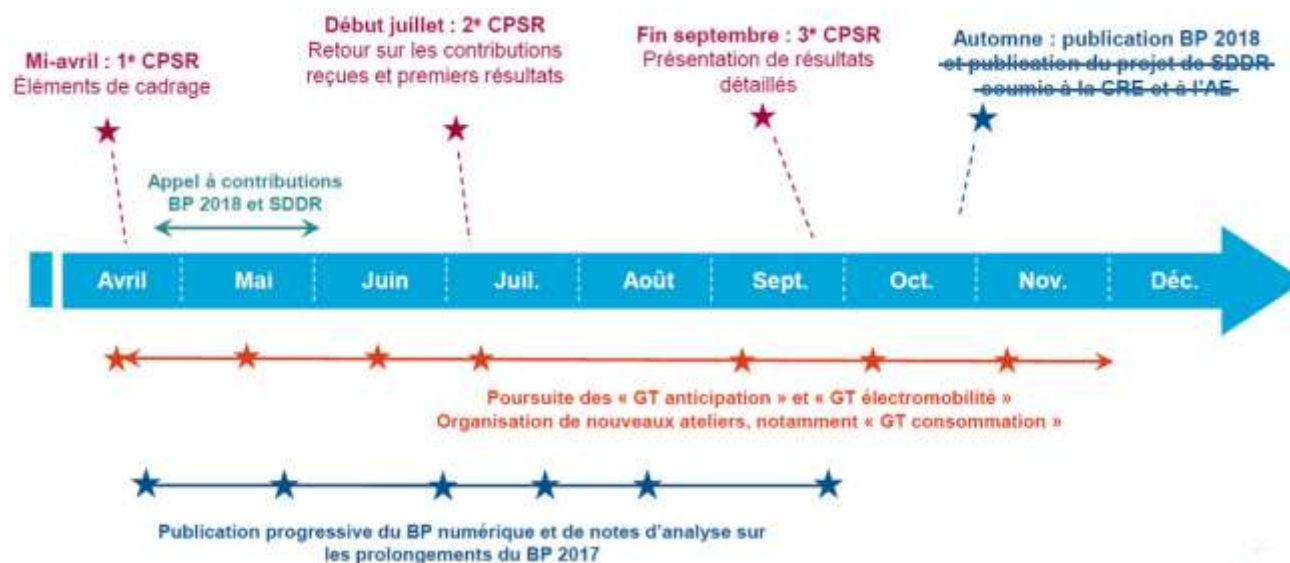
⁴⁷ Voir point VI.B. « *Prochain SDDR* ».

Comme en 2017, les hypothèses relatives à l'élaboration des scénarios de long terme ont fait l'objet d'une concertation avec l'ensemble des acteurs du système électrique. Un double appel à contributions portant sur le bilan prévisionnel 2018 et sur le SDDR 2018 a été lancé en mai 2018. Un grand nombre de réponses ont permis d'apporter des corrections aux hypothèses initiales et ont été intégrées aux données utilisées pour élaborer les travaux de RTE.

La CPSR s'est réunie à trois reprises lors de l'année 2018 :

- **Première réunion en avril** : présentation des axes de travail sur les prolongements et variantes du bilan prévisionnel 2017 et lancement de la concertation sur le bilan prévisionnel 2018 et sur le SDDR 2018.
- **Seconde réunion en juillet** : présentation d'un état des lieux des travaux sur les compléments du bilan prévisionnel 2017, cadrage de l'analyse moyen terme du bilan prévisionnel 2018, ainsi que cadrage et aux premiers résultats du SDDR 2018. RTE a en particulier présenté une synthèse des retours des appels à contributions.
- **Troisième réunion en septembre** : présentation de l'état d'avancement des travaux sur les compléments du bilan prévisionnel 2017, de l'état d'avancement de l'analyse moyen terme du bilan prévisionnel 2018, ainsi que des résultats à date sur le SDDR 2018 et la suite des travaux.

Les résultats des travaux menés au dernier trimestre 2018 sur le SDDR ont été présentés lors d'une réunion de la CPSR en janvier 2019. Cette réunion a également été l'occasion d'une présentation de la synthèse des résultats du bilan prévisionnel 2018 et d'une discussion sur les futurs scénarios du bilan prévisionnel 2019, ainsi que la présentation de l'avancée des travaux de l'étude « *mobilité électrique* » menée par RTE.



Planning de travail de la CPSR en 2018

NB : après avoir échangé avec la CRE et le ministère de la transition écologique et solidaire, RTE n'avait pas rendu public le SDDR 2017, qui était basé sur un jeu d'hypothèses non actualisées dans un contexte d'évolution structurelle des grands fondamentaux. Et, comme la PPE n'a pas été finalisée en 2018, RTE n'a pas été en mesure de publier en 2018 le projet de SDDR 2018⁴⁸.

Création d'un groupe de travail « *Electromobilité* »

RTE et l'Avere-France ont lancé au printemps 2019 un groupe de travail dédié à l'analyse de l'intégration de l'électromobilité au système électrique, ouvert aux parties prenantes du secteur. L'objectif est de suivre, de partager et d'orienter les travaux d'approfondissement sur l'électromobilité faisant suite à la publication du bilan prévisionnel 2017.

⁴⁸ Voir point VI.B.1. « Prochain SDDR – Articulation avec la PPE ».

Création d'un groupe de travail « *Anticipation de l'accueil des EnR* »

Ce groupe de travail, issu des réflexions menées au sein de la CAR en 2018, a été créé au sein de la CPSR, du fait de ses liens avec les travaux sur le SDDR.

Avec la perspective d'un accroissement de la dynamique de développement des EnR dans les prochaines années, liée en particulier aux nouveaux objectifs fixés par la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) et la volonté affichée des pouvoirs publics de travailler sur le cadre réglementaire pour réduire les délais d'instruction administrative, tant pour les projets de production EnR que pour les ouvrages de réseau, les différents acteurs ont montré un intérêt partagé de travailler conjointement sur des propositions qui permettront de faciliter l'accueil des EnR. Des premiers échanges ont eu lieu lors des groupes de travail ministériels organisés autour du raccordement des EnR et du Plan Raccordement proposé par la DGEC début 2018.

Dans ce contexte, et dans le cadre des travaux et de la concertation sur le SDDR, RTE a mis en place ce groupe de travail pour aboutir à des solutions concrètes de réduction des délais de raccordement, partagées par l'ensemble des acteurs (gestionnaires de réseaux, producteurs, DGEC, CRE). Ses propositions pourraient permettre de gagner de 2 à 5 ans sur la mise en service de certains ouvrages structurants, en particulier des postes source, et ainsi de réduire les délais de raccordement au réseau de près de 2,5 GW d'EnR à chaque cycle d'étude (5 ans en moyenne), tout en maîtrisant le risque de coûts échoués.

B.6. Amélioration de la concertation avec les clients

Dans son rapport annuel 2017, le responsable de la conformité avait recommandé à RTE d'être particulièrement vigilant aux attentes des acteurs moins représentés ou moins présents au sein du CURTE, qui pourront s'informer sur le futur portail clients.

Dans son rapport RCBCI 2015-2016, la CRE a souhaité que RTE porte encore davantage d'attention au dispositif de concertation et indique que RTE doit « *élaborer et mettre en œuvre un plan d'actions visant à améliorer, dans des délais à préciser, l'information des utilisateurs quant à l'existence du CURTE ainsi que la qualité et l'accessibilité de l'information délivrée et, de manière générale, à mieux répondre aux attentes des utilisateurs.* »⁴⁹

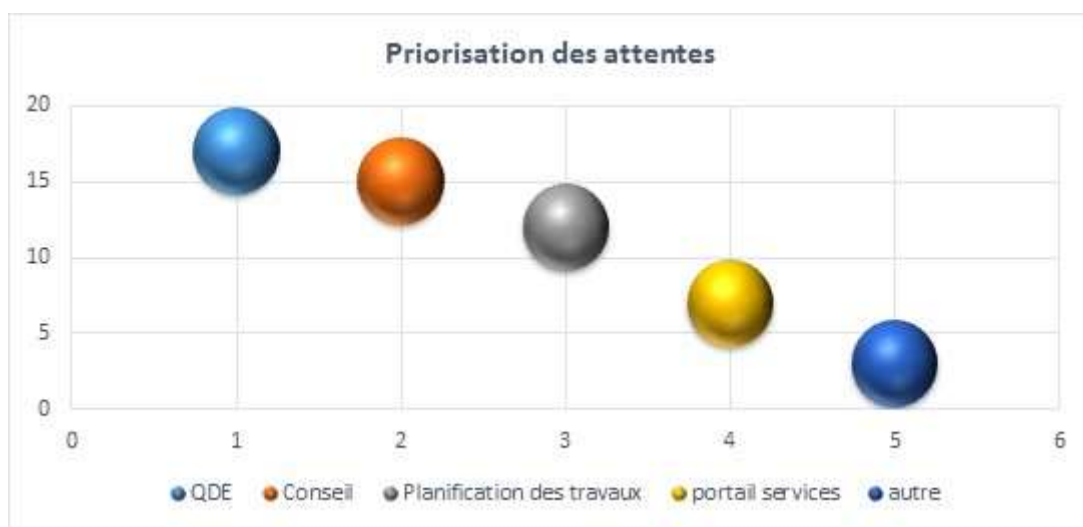
Comme indiqué plus haut, le dispositif de concertation s'articule aujourd'hui autour de 4 commissions distinctes, qui sont en général réunies trimestriellement. Le site dédié à la concertation fournit un agenda de la concertation, propose de réagir aux consultations (projets de texte ou appels à contributions sur des questions) et permet de visualiser les documents publiés. L'agenda permet de mettre en ligne les pièces jointes des réunions et que la partie consultation permet de réagir en mode forum.

En 2018, RTE a initié un certain nombre de sujets en lien direct avec le souci de co-construction de services associant les différents acteurs.

Un premier atelier organisé à Lyon a permis d'identifier et de classer par ordre d'importance les attentes des clients de RTE. Les représentants des clients ont été invités à voter pour les sujets qu'ils souhaiteraient voir traiter en priorité par RTE dans le cadre de nouveaux ateliers de co-construction.

Un des premiers enseignements est de constater que les attentes exprimées confirment une nouvelle fois trois grands thèmes porteurs de valeurs pour les clients de RTE : la QdE, le conseil autour de l'énergie et des matériels électriques, et la planification des travaux.

⁴⁹ Voir point X.B. « *RCBCI 2015-2016 : principales évolutions attendues de RTE et évolutions constatées en 2018* ».



Les votes des clients de RTE réaffirment leurs besoins sur la transparence et la rapidité de la communication en situation d'incident (du creux de tension jusqu'à la coupure longue), confirment l'attente d'améliorations dans le cadre de la planification des indisponibilités du réseau, et démontrent le besoin de disposer de davantage de conseils, que ce soit sur des problématiques techniques ou sur des problématiques en lien avec le TURPE.

Certaines de ces thématiques ont été proposées dès le mois de mars lors des « *rencontres clients RTE 2018* ». Lors de ces rencontres, les clients ont approuvé⁵⁰ la démarche de RTE consistant à co-construire la nouvelle offre de services de demain répondant à leurs besoins. Certains interlocuteurs se sont portés candidats pour participer à de nouveaux ateliers de co-construction.

Les ateliers avec des clients se sont déroulés sur plusieurs sites :

Mois	Lieu	Segments de clients	Participants	Thèmes	Ateliers
06.2018	Nantes	Consommateurs / Distributeurs	17	Planification des travaux	4
06.2018	Lyon	Consommateurs	21	Portail services / Club utilisateurs	2
09.2018	Lyon	Distributeurs	15	Planification des travaux	1
10.2018	Saint-Denis	Consommateurs / Producteurs / Traders	21	Raccordement stockage	2
10.2018	Marseille	Consommateurs / Distributeurs / Producteurs	31	Portail services	2

Ils ont permis de mettre en exergue les thématiques sur lesquelles clients et RTE doivent travailler ensemble :

- comment faire évoluer l'offre commerciale de RTE sur le raccordement,
- comment proposer aux clients un contenu adapté et une mise à disposition de l'information efficiente sur la planification des travaux en réponse à leur besoin,
- comment proposer un service 2.0 pour la QdE, de quelles informations et avec quelle communication associée les clients ont-ils besoin concernant la QdE.

La thématique sur la planification des travaux a également fait l'objet de plusieurs ateliers.

⁵⁰ Participation aux ateliers de co construction proposés et résultats de l'enquête réalisée sur le stand.

C. La relation clientèle

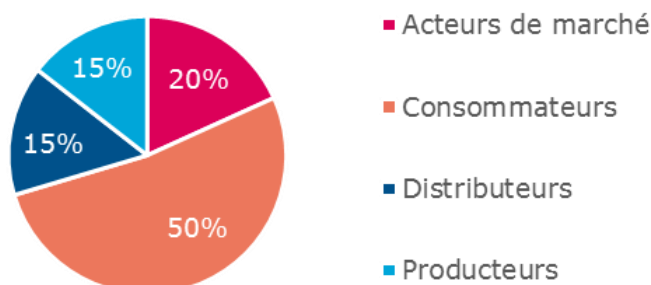
RTE est une entreprise de service du secteur de l'électricité. A ce titre, elle a la responsabilité de la permanence et de la qualité du lien qu'elle entretient avec les acteurs du secteur, clients de ce service. Pour remplir ce rôle, l'attention portée à la relation avec ses clients est au cœur des engagements de RTE.

C.1. L'enquête de satisfaction clientèle de 2018

Dans le cadre des enquêtes de satisfaction qu'il réalise tous les ans, RTE a mené auprès de ses clients une nouvelle enquête en 2018.

917 interlocuteurs clients y ont répondu, soit une participation stable par rapport à 2017 (+12).

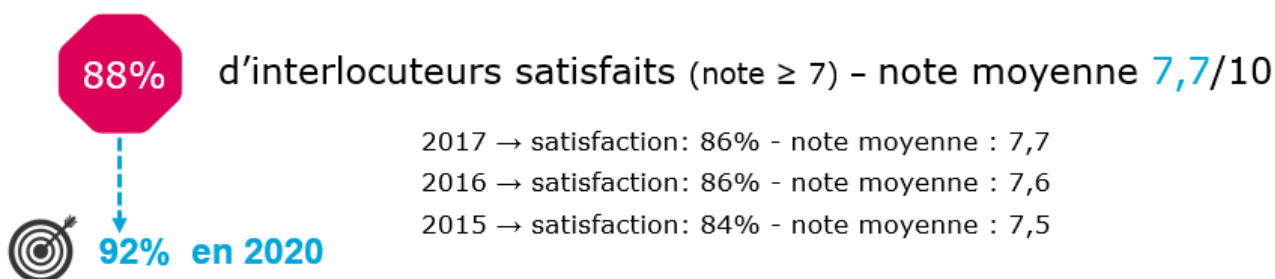
Ils représentent 329 clients de RTE, soit environ 60% du portefeuille.



Le contenu de l'enquête est resté quasiment identique aux années passées : deux questionnaires ont été élaborés dans l'objectif d'être plus pertinents et mieux ciblés par rapport aux activités des clients (réseau et marché). Les questionnaires comportent une quinzaine de questions pour mesurer la satisfaction sur l'ensemble de l'offre de services de RTE et sur l'expérience client. Cette enquête doit ainsi permettre de piloter l'amélioration de l'offre de RTE.

L'ambition du projet d'entreprise de RTE, *Impulsion et Vision*, d'être au service de la performance de ses clients se concrétise par l'objectif d'atteindre 92% de satisfaction à l'horizon 2020.

L'enquête montre un niveau global de satisfaction à la hausse par rapport aux années passées.

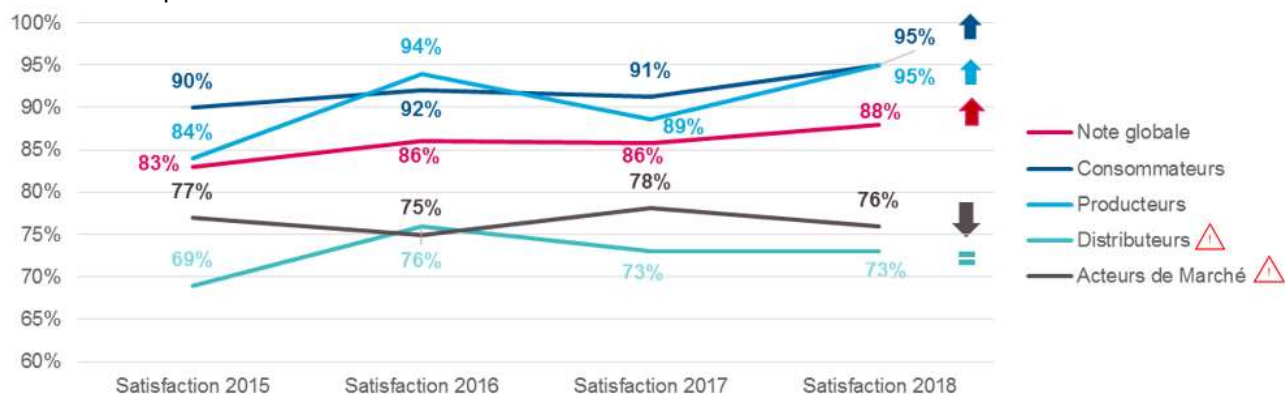


Satisfaction par segment de clientèle

Depuis l'enquête 2015, les notes et les verbatim des clients sont étudiés par segments d'activité (consommateurs, producteurs, distributeurs et acteurs de marché). Ils avaient révélé des niveaux de satisfaction et des attentes hétérogènes selon l'activité du client, sur des moments clés tels que le raccordement, la qualité de l'électricité, l'accès à l'information (transparence, suite à incident, accès au SI...), les prestations (maintenance...), le conseil ou encore la relation client. Des actions ciblées ont été mises depuis 2016 pour répondre aux principales attentes des clients.

En matière d'atouts, RTE bénéficiait toujours d'une très bonne image auprès des clients interrogés. Les clients exprimaient également une satisfaction générale sur la qualité de leur relation avec leur interlocuteur privilégié.

Le graphique ci-dessous résume l'évolution du taux de satisfaction de l'ensemble des clients sur les trois dernières enquêtes de satisfaction.



On observe une évolution hétérogène, qui révèle deux réalités différentes :

- Le taux de satisfaction des acteurs de marché et des distributeurs reste bas dans l'absolu, stable ou en légère baisse.
- Le taux de satisfaction des consommateurs et producteurs est en forte hausse, tirant la hausse de la note globale, et atteint 95%.

Comme à l'issue des enquêtes précédentes, une analyse est en cours pour identifier et mettre en place des actions ciblées par segment de clientèle.

Satisfaction par ligne de produit

Le questionnaire comporte une quinzaine de questions pour mesurer la satisfaction sur l'ensemble de l'offre de services et de l'expérience client.

Le taux d'opinions positives sur l'offre de services est globalement à la hausse, mettant en visibilité l'impact des trois plans d'actions déployés par RTE (accès au SI / comptage & données, raccordement, planification des travaux).

L'accès au SI de RTE reste bas en valeur absolue. Un plan de long terme est prévu sur les outils de l'EOD et du PKI.



Pour une analyse plus fine, l'enquête a permis de recueillir les attentes prioritaires des clients, en croisant chaque segment de clientèle et chaque ligne de produit.

Cela concerne notamment l'accompagnement personnalisé (distributeurs), le conseil sur la tarification (consommateurs), la co-construction de nouveaux services (distributeurs) et le traitement des réclamations (producteurs).

Globalement, l'enquête montre que la relation client représente l'un des plus forts atouts de RTE. Il ressort notamment des verbatims :

- *L'organisation de RTE est perçue comme complexe* : Le dimensionnement de RTE et ses différentes expertises (techniques, financières, réglementaires, etc.) sont entrevus comme des facteurs complexifiant l'organisation.
- *Les clients les plus satisfaits* mettent en avant, d'une part, la disponibilité et l'efficacité de leurs interlocuteurs à RTE et, d'autre part, leur bonne maîtrise des sujets et le bon accompagnement des clients.
- *Les clients les plus mécontents* évoquent les perturbations sur le réseau mais aussi estiment insatisfaisant le caractère de la relation client (par exemple réactivité trop lente, manque d'écoute ou réponses inappropriées).

Le plan d'action « *clients et territoires* » de RTE adopte une stratégie « *customer centric* » (centrée client) comme facteur clé de la performance commerciale de l'entreprise, qui repose sur :

- la clarification des engagements et des offres de services par lignes de produits,
- le développement des marqueurs positifs de l'expérience de « contact » avec RTE,
- le développement de nouveaux services,
- l'adaptation des modes de fonctionnement pour les activités en proximité.

L'ambition de RTE est résumée dans le schéma ci-dessous :



C.2. Réclamations clients

De l'enquête de satisfaction clientèle effectuée en 2013, on pouvait tirer la vision globale que les clients de RTE avaient du traitement de leurs réclamations par l'entreprise :

- *Une note de satisfaction basse, comme dans les enquêtes précédentes, avait été obtenue sur ce sujet :*
 - *rapidité du traitement : 6,2 ;*
 - *qualité du traitement : 6,4, en progression (5,5 en 2010).*
- *L'expression des clients de RTE révélait que la procédure de traitement des réclamations pourrait être améliorée :*
 - *en accusant réception systématiquement ;*
 - *et en ayant des contacts réguliers entre l'émission de la réclamation et la réponse de RTE.*

On rappelle que les règles établies par le code de bonne conduite concernant le traitement des réclamations sont les suivantes :

- *Le dispositif mis en place par RTE pour répondre aux réclamations est ouvert à tous les utilisateurs sans aucune discrimination.*
- *Le client qui veut faire une réclamation s'adresse à son chargé de relations clientèle. Ce dernier accuse réception de la réclamation dans un délai maximum de 10 jours. Une réponse définitive est envoyée par le chargé de relations clientèle au maximum 30 jours à compter de la réception de la réclamation par RTE. Lorsque la réclamation pose un problème de fond nécessitant un examen supérieur à 30 jours, un courrier est adressé au client pour lui préciser le dépassement de ce délai.*

RTE met à disposition des acteurs du marché, le dispositif de traitement des réclamations sur son site institutionnel.

L'état des réclamations est issu directement de l'application déployée depuis 2014 pour tracer ces réclamations et leur traitement, conformément aux recommandations de la CRE à la suite de son audit sur les réclamations du 22 février 2013. Un indicateur de suivi du respect des délais de traitement des réclamations a été mis en place par RTE et est suivi tous les mois.

Par ailleurs, les filiales de RTE, notamment Cirtéus, qui exercent leur activité dans le secteur concurrentiel, gèrent elles-mêmes les réclamations émanant de leurs clients, qu'il s'agisse ou non de clients de RTE.

Enfin, en 2018, le responsable de la conformité a pris bonne note de la demande formulée par la CRE, dans son rapport d'audit de RTE sur le processus de facturation et les pratiques commerciales puis dans son rapport RCBCI 2017-2018, de procéder à l'élaboration de lignes directrices formalisées pour le traitement des réclamations afin d'éviter tout risque de discrimination⁵¹.

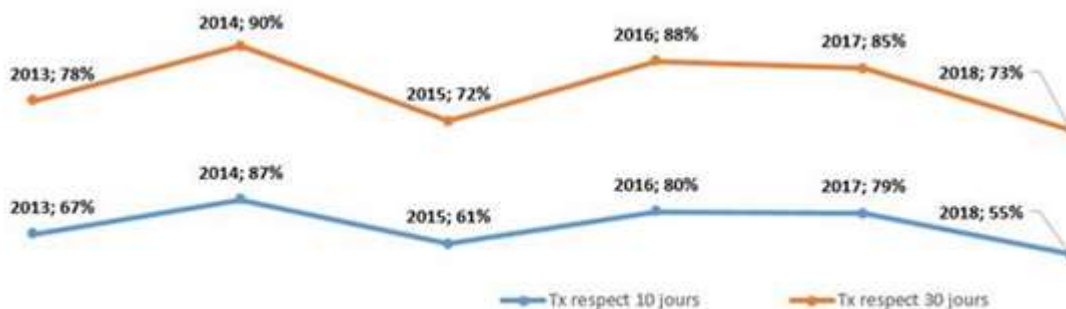
⁵¹ Voir point III.A.3. « Audit de la CRE sur le processus de facturation et les pratiques commerciales ».

i) Etat des réclamations à fin 2018

A fin 2018, le nombre de réclamations est en baisse et atteint 67 contre 85 pour l'année 2017 soit le total le plus faible depuis 2013.

2013	2014	2015	2016	2017	2018
82	122	98	89	85	67

En revanche, les taux de respect des délais de réponse (10 jours) et de traitement (30 jours) reculent sensiblement (25 réclamations ont été traitées dans un délai de 20 jours, soit 37 % contre 48 % en 2017).



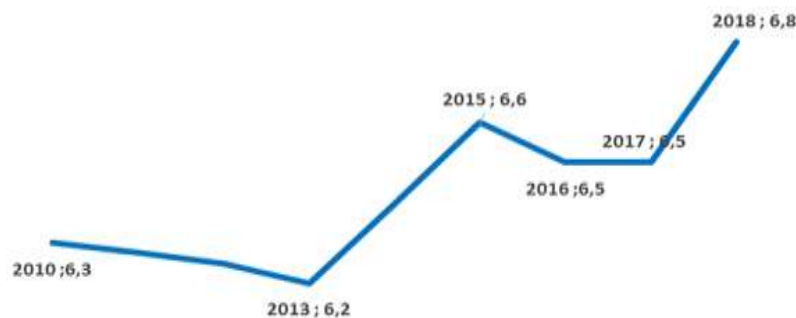
La direction commerciale de RTE va mettre en place des actions correctives début 2019 pour inverser cette tendance (rappel des bonnes pratiques, actualisation des modes opératoires existants, saisie dans les outils).

Le segment des consommateurs continue comme chaque année d'être celui qui engendre le plus de réclamations (liées à la qualité de fourniture de l'électricité).

Le nombre de réclamations en matière de QdE restant stable (à 33 contre 34 en 2017), la baisse du nombre de réclamations porte sur l'accès au réseau (à 10 contre 23 en 2017) et sur les aspects liés à la facturation par les pôles ACDC (à 1 contre 11 en 2017). Les réclamations concernant le raccordement et les marchés sont en hausse et celles concernant les autres aspects varient peu.



En parallèle, la mesure de la qualité de service perçue par les clients de RTE sur le traitement des réclamations progresse significativement entre 2017 et 2018, saluant l'amélioration de la qualité de traitement (peut-être au détriment des délais).



ii) Examen du traitement des réclamations en régions Nord et Ouest.

A l'occasion de ses contrôles de conformité dans les régions Nord et Ouest⁵², le responsable de la conformité s'est livré à un examen de la situation du traitement des réclamations des clients, d'où il ressort les principaux constats suivants.

- Le processus de traitement est mature. Les réclamations sont bien entrées dans l'outil, avec des pièces jointes qui attestent des documents reçus ou envoyés (y compris les scans des accusés de réception postaux). Sur la base des définitions fournies par la direction commerciale de RTE, les services commerciaux en région font bien la part des choses entre ce qui constitue une réclamation et ce qui ne l'est pas (par exemple une demande d'explication sur une facture).
- Si les services commerciaux de RTE en région font leurs meilleurs efforts pour répondre au mieux aux clients, ils ne recherchent pas toujours la preuve que les clients ont bien reçu la réponse de RTE. Et, même si un client indique qu'il a bien reçu la réponse de RTE, cette indication n'est pas toujours tracée dans l'outil.
- Le système de lettre recommandée électronique n'est pas toujours bien connu des services commerciaux en région alors qu'il peut s'avérer utile et moins « chronophage » qu'une lettre recommandée classique.

Le responsable de la conformité recommande à RTE :

- **de demander systématiquement aux clients d'accuser réception des réponses apportées par RTE à leurs réclamations,**
- **de recourir en tant que besoin à la lettre recommandée électronique.**

C.3. Offres de services

Pour assurer à ses clients un accès le plus transparent possible à une offre présentant les meilleures assurances en termes d'équité de traitement et de transparence, RTE s'était engagé à l'occasion de sa certification à mieux structurer et à rendre plus lisible son offre de service.

Dans ce cadre, RTE a souhaité, d'une part, répondre aux obligations légales⁵³ qui lui demandent d'exercer ses activités concurrentielles par l'intermédiaire de filiales et, d'autre part, suivre au plus près la recommandation du Conseil de la Concurrence de filialiser les activités concurrentielles des entreprises détenant un monopôle.

La filiale Cirtéus assure ainsi le portage commercial des prestations du domaine concurrentiel qui figuraient précédemment dans le catalogue de RTE. Pour sa part, RTE continue à proposer directement, dans ce catalogue, établi en conformité avec les obligations du troisième paquet européen, les prestations et services directement liés à son activité de GRT (accéder au réseau, accéder aux marchés de l'électricité, accéder aux interconnexions).

⁵² Voir point VIII.B.1. « Contrôles de conformité en régions Nord et Ouest ».

⁵³ Article L. 111-46 du code de l'énergie.

Après plusieurs évolutions notables en 2017, rappelées dans le rapport annuel 2017 du responsable de la conformité, ce sujet n'a pas fait l'objet d'évolution particulière en 2018.

A l'occasion des rencontres clients organisées à Paris le 29 mars 2018, RTE a annoncé, la création à Lyon d'un plateau projet permanent pour permettre aux clients de venir à sa rencontre pour travailler sur les offres de services.


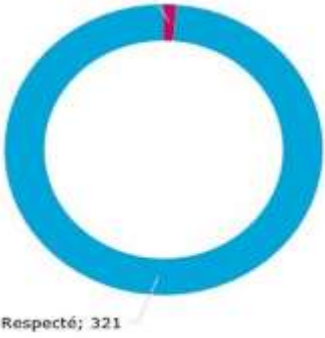
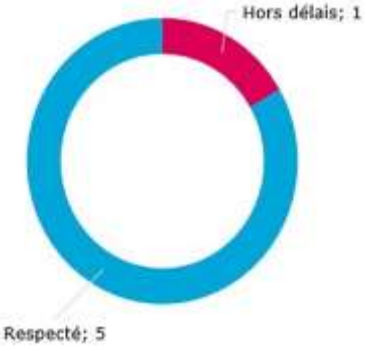
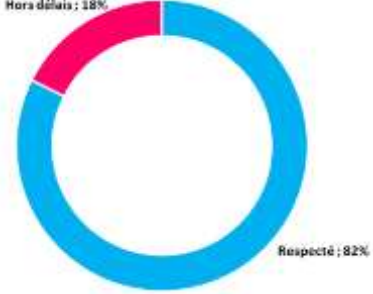
C.4. Engagements de services

Dans le cadre de son projet d'entreprise, *Impulsion et Vision*, RTE entend rejoindre, à l'horizon de cinq ans, le peloton de tête des entreprises de services industriels en matière de satisfaction client.

Comme indiqué dans le rapport annuel 2017 du responsable de la conformité, RTE a publié une « *charte d'engagements de service* », à travers laquelle il s'engage auprès de ses clients au-delà de ses obligations contractuelles dans 3 domaines.

Souhaitant écouter ses clients et mesurer sa performance clés pour développer une offre de service adaptée aux besoins des clients et leur offrir une expérience optimale, RTE s'engage à partager chaque année ses résultats avec ses clients. Le bilan des engagements de services en 2018 est présenté ci-après.

Transparence – plus de proactivité et de transparence en matière d'information sur les projets ou en situation d'incident	
<p><i>Fournir un reporting régulier aux étapes clés des projets de raccordement :</i></p> <p>Sur 135 affaires de raccordement, 35 n'ont pas fait l'objet d'un reporting régulier (soit parce que les clients ne l'ont pas souhaité, pour 7 d'entre eux, soit parce que l'affaire ne le nécessitait pas, par exemple, dans le cas où il n'y a pas de travaux). Les 100 affaires restantes ont toutes fait l'objet d'un reporting régulier.</p>	<p>28 7 100</p> <p>■ Reporting effectué ■ Pas de reporting : choix RTE ■ Pas de reporting : choix du client</p>
<p><i>Répondre sous deux semaines à toute demande d'information complémentaire sur l'analyse de l'incident, en complément de l'information factuelle délivrée suite à une coupure longue :</i></p> <p>L'engagement est respecté dans 92 % des cas (l'objectif initial de RTE étant fixé à 90 %).</p>	<p>Hors délais; 4 Respecté; 44</p>
<p><i>Informers sous deux semaines du dépassement d'un seuil d'engagement sur les coupures ou les creux de tension, en complément de l'information factuelle délivrée suite à un incident :</i></p> <p>L'engagement est respecté dans 86 % des cas (l'objectif initial de RTE étant fixé à 90 %).</p>	<p>Hors délais; 19 Respecté; 118</p>

Conseils – plus de conseils pour que les clients bénéficient de solutions adaptées à leur activité et ainsi maîtrisent mieux leurs coûts	
<p><i>Contacter les clients sous deux semaines pour préciser leurs besoins et leurs priorités dans l'élaboration de leur offre de raccordement, en termes de coût, délai, qualité de l'électricité :</i></p> <p>Pour l'année 2018, cet engagement, suivi de près faisant l'objet d'un pilotage trimestriel, est respecté à 95 %.</p>	 <p>472</p> <p>23</p> <p>95 %</p> <p>■ Hors délai ■ Respecté</p>
<p><i>Fournir sous sept jours ouvrés une optimisation de changement de puissance souscrite ou de version tarifaire :</i></p> <p>Un effort important est fait sur cet engagement avec un taux de 99 %.</p>	 <p>Respecté; 321</p>
<p><i>Accompagner les clients et les acteurs des territoires sur la compréhension des sujets marchés :</i></p> <p>RTE a pour objectif d'apporter de la pédagogie sur les mécanismes de marché aux acteurs du système électrique. Le nombre de rencontres/présentations avec des clients ou des territoires a augmenté significativement entre 2017 et 2018 pour atteindre le nombre de 142 (contre 118 en 2017). Les principales thématiques abordées lors de ces réunions d'échanges sont la valorisation des flexibilités, le stockage et le mécanisme de capacité. Ces échanges ont lieu sur l'ensemble du territoire et sont portés par les services commerciaux.</p>	
Délais – pour que les clients puissent accéder plus facilement à leurs données	
<p><i>Fournir, sous 6 semaines, une proposition engageante en matière de planning d'intervention pour l'installation d'un comptage :</i></p> <p>RTE a peu d'affaires comptabilisées sur cet engagement de services et le taux est de 83%.</p>	 <p>Hors délais; 1</p> <p>Respecté; 5</p>
<p><i>Délivrer sous deux semaines un accès au SI de RTE :</i></p> <p>Sur 506 demandes clients prises en compte, 417 l'ont été dans les délais, soit un taux de respect de l'engagement de 82%.</p>	 <p>Hors délais; 18%</p> <p>Respecté; 82%</p>

IV. Transparence et ouverture

La démarche de RTE en matière de transparence était centrée à l'origine sur la mise à disposition d'information à la maille nationale s'agissant du système électrique et des marchés de l'électricité. Si le besoin d'informations nationales n'est pas remis en cause, le cadre des enjeux a évolué fortement :

- Les règlements européens « *Transparence* »⁵⁴ et REMIT se traduisent progressivement par la mise à disposition d'informations de plus en plus complètes concernant les marchés de l'électricité en Europe.
- Le débat français sur la transition énergétique a révélé le besoin d'une information plus riche à la maille de chacune des régions françaises s'agissant de l'évolution du système électrique.
- Les concertations menées autour de la loi pour une République numérique ont montré le besoin d'élargir l'accès aux données publiques et d'en garantir la qualité, dans une dynamique de développement de l'« Open Data » et de transformation numérique.

Ces tendances se sont traduites en 2017 par différentes évolutions des outils et des moyens de la transparence à RTE, qui se sont poursuivies en 2018.

A. Transparence et information sur le système électrique

Dans le cadre des lois TECV et République numérique, RTE continue à produire des outils innovants et des publications attractives permettant de mettre en valeur les données et l'information sur le système électrique, à l'adresse de toutes les parties prenantes.

En 2018, l'accent a continué d'être mis sur les territoires et les régions, en réponse aux attentes des collectivités territoriales. RTE fait de la transparence et de l'accès aux données de l'électricité un levier de performance au bénéfice de la collectivité. RTE est engagé dans l'accompagnement des collectivités territoriales dans l'utilisation des données et leur interprétation.

A.1. éCO2mix

Lancée en 2011, l'application mobile éCO₂mix, qui publie les données relatives à la consommation et à la production d'électricité sur toute la France, connaît un succès croissant, avec 20 millions de consultations sur un an et l'accès direct à 40 millions de données, ce qui témoigne de l'intérêt du public pour les questions énergétiques. Cette application contribue à une meilleure information de l'ensemble des citoyens et à leur sensibilisation aux enjeux des nouvelles politiques énergétiques.

Après la mise à disposition de données temps réel régionales en 2016, d'une version « grand public » fin 2016 avec notamment les données en temps réel de la métropole du Grand Paris, et des données de treize autres métropoles en 2017, 2018 a vu l'arrivée de l'Eurométropole de Strasbourg et du prix spot pour l'Autriche. La prochaine version est en préparation avec de nouvelles data visualisations, de nouvelles données, de nouvelles informations pédagogiques et de nouveaux services pour les territoires.



L'application éCO₂mix sur smartphone a déjà été téléchargée 129 000 fois dont plus de 14 000 en 2018.

⁵⁴ Règlement 2015/2365 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation et modifiant le règlement 648/2012.

B. Plateformes de publication de données

B.1. Bascule de la plateforme « Open Data »

Partant du principe qu'ouvrir les données à tous, c'est donner aux citoyens l'opportunité d'agir sur leur consommation et devenir acteur du système électrique, RTE s'est engagé depuis 2016 dans une démarche « Open Data » en ouvrant une plateforme spécifique permettant de publier de nombreuses données relatives au système électrique.

Pour contribuer à un accès simplifié et unique de ses parties prenantes aux données de l'électricité et du gaz en France, RTE a basculé, en septembre 2018, tous ses jeux de données en « Open Data » vers la plateforme ODRÉ puis a fermé sa propre plateforme « Open Data ».

B.2. Plateforme ODRÉ (Open Data Réseaux Energie)

GRTgaz et RTE ont mis en service en janvier 2017, la plateforme ODRÉ. Ils ont été rejoints au cours de l'année 2017 par Teréga (ex-TIGF), l'AFGNV, Weathernews France, Elengy, Storengy et Dunkerque LNG.

La plateforme ODRÉ met à disposition des parties prenantes, dont les territoires et les régions, des jeux de données d'électricité, de gaz et de stockage, fruits de l'expertise et du savoir-faire conjoints des partenaires. Les jeux de données multi-énergies sont présentés de façon homogène en termes de format et de contenu.

Cette plateforme a vocation à s'enrichir avec de nouvelles données multi-énergies, multi opérateurs et multi-réseaux, mais également à s'élargir avec de nouveaux partenaires souhaitant partager une démarche de transparence et de pédagogie à l'égard des citoyens, des collectivités territoriales et des acteurs économiques, et contribuer ainsi à l'élaboration et l'évaluation des politiques énergétiques.

La plateforme a également vocation à accueillir des données de plus en plus dynamiques et mises à jour en « temps réel ».



A fin d'année 2018, elle propose 82 jeux de données, dont 62 auxquels RTE a contribué (contre 6 à l'ouverture en janvier 2017) autour de sept thèmes : production, consommation, infrastructures, territoires et régions, marchés, météorologie, stockage. De plus, des actions de pédagogie en direction des parties prenantes ont été mises en place pour les accompagner dans l'utilisation de la plateforme et des données (« master class », tableau de bord régional interactif...)

Par cette démarche, les partenaires de l'ODRÉ visent à assurer la qualité, la continuité et l'exhaustivité des données fournies.

B.3. Electricity Market Fundamental Information Platform (plateforme EMFIP)

Depuis le 5 janvier 2015, l'ENTSO-E exploite sa plateforme européenne EMFIP destinée à publier en accès libre les informations fondamentales du marché européen de l'électricité. Les publications portent sur 65 types de données répartis sous 6 catégories : consommation, production, échanges transfrontaliers, ajustement, indisponibilités des unités de production, de consommation et du réseau ainsi que gestion des congestions. RTE alimente quotidiennement la plateforme avec les données françaises pour lesquelles il est fournisseur de données, ce qui représente environ 1000 données par jour.



C. Publications

C.1. Bilans électriques

RTE élabore et publie des bilans électriques annuels, mensuels et régionaux en développant les caractéristiques du système électrique dans les territoires et les régions. Le bilan électrique annuel dresse une vision globale du système électrique et du marché de l'électricité sur l'année écoulée.

Depuis 2017, RTE publie le bilan électrique de l'année écoulée sous un format numérique.

Différents niveaux de lecture sont proposés, pour permettre d'approfondir les sujets, de les connecter entre eux, ou encore de renvoyer vers d'autres analyses produites par RTE. Les données des graphes interactifs sont pour la plupart téléchargeables via la plateforme ODRÉ.

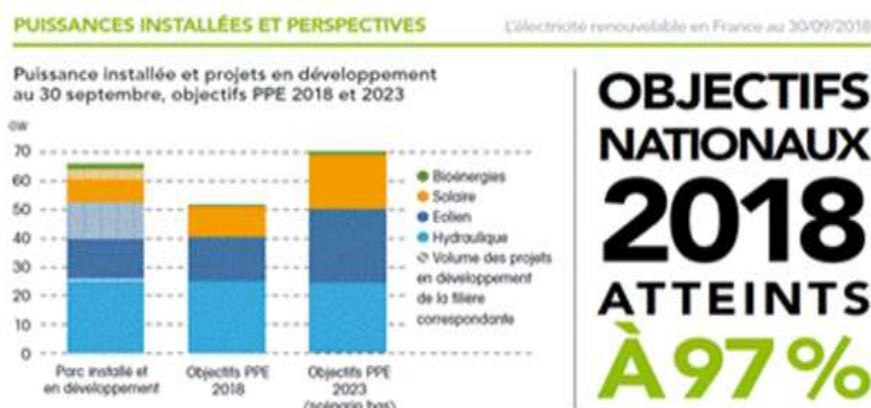


C.2. Panorama de l'énergie renouvelable

Le panorama de l'électricité renouvelable, publié en partenariat avec le SER, Enedis, l'ADEEF et l'agence ORE, permet de suivre au plus près la transition énergétique.

La publication, synthétique et trimestrielle, présente l'ensemble des indicateurs sous forme d'infographie pour chaque filière renouvelable.

Toutes les informations et analyses sont mises en regard des ambitions retenues par la France à l'horizon 2018 et 2023 pour chaque source de production d'électricité renouvelable.



D. Mise en œuvre du règlement REMIT

L'article 15 du règlement européen relatif à l'intégrité et à la transparence des marchés de gros de l'énergie (REMIT) confère à toute personne organisant des transactions sur des produits énergétiques de gros à titre professionnel (PPAT) l'obligation :

- d'avertir sans délai l'autorité de régulation nationale si elle a des raisons de suspecter qu'une transaction pourrait enfreindre les articles 3 ou 5 (interdiction des opérations d'initiés et des manipulations de marché) ;
- d'établir et de conserver des dispositions et des procédures efficaces pour déceler les infractions aux articles 3 ou 5.

La quatrième version des lignes directrices de l'ACER sur l'application de REMIT qualifie de PPAT les GRT et les plateformes d'allocation de la capacité, s'agissant des marchés d'ajustement, ainsi que des mécanismes d'allocation des capacités d'interconnexion.

RTE a souhaité inscrire dans son code de bonne conduite la mise en œuvre de ces dispositions, en :

- précisant les notions d'informations privilégiées, d'opérations d'initiés et de manipulation de marché ;
- explicitant l'activité de RTE en tant que PPAT : mise en place de dispositions et de procédures efficaces pour déceler les abus de marché pour les mécanismes de RTE.

RTE a donc saisi la CRE en décembre 2018, en application de l'article L. 111-22 du code de l'énergie, pour lui proposer d'ajouter au chapitre 3 du code de bonne conduite (« Assurer la transparence vis-à-vis du régulateur, des utilisateurs du réseau et des acteurs du marché de l'électricité ») un troisième paragraphe : « 3.3. La publication d'informations privilégiées dans le cadre du règlement REMIT ».

La mise en œuvre de ces nouvelles dispositions du code de bonne conduite de RTE fera l'objet d'un bilan à partir du rapport annuel 2019 du responsable de la conformité. Le fait que ce rapport soit rendu public permettra à RTE d'exercer ses responsabilités en toute transparence auprès des acteurs de marché.

V. Confidentialité

A. Dispositions générales

S'agissant des obligations faites à RTE et à ses salariés en termes de confidentialité et de leur respect, un audit réalisé en 2012 à la demande du responsable de la conformité de RTE préconisait que « *l'ensemble du dispositif depuis son organisation et son animation jusqu'à la sensibilisation et la formation des différents acteurs de l'entreprise soit revu et réactivé* ».

Dans ce cadre RTE a publié en février 2014 une directive interne prescriptive⁵⁵ s'appuyant sur la nouvelle organisation de RTE bâtie autour de ses métiers aujourd'hui en charge de la définition et du suivi des processus opérationnels comme du dispositif de formation. Conformément au plan d'actions suite à l'audit, ce document a fait l'objet d'une revue d'exigences et a été décliné en 2014 par les directions des métiers concernés.

S'agissant de la sensibilisation des différents acteurs de l'entreprise à leurs obligations en termes de confidentialité, le responsable de la conformité a pu en observer la persistance à l'occasion de contrôles effectués entre mi 2013 et mi 2015 dans les régions de RTE. L'entreprise a mis en place un réseau de correspondants « confidentialité » en région et dans les directions nationales. Le responsable de la conformité s'est assuré depuis 2015 à l'occasion de ses contrôles de conformité en région comme de son suivi de l'activité des directions nationales que ce réseau est actif et participe pleinement à maintenir l'attention du personnel et de hiérarchie sur les obligations en la matière.

Les dispositions en vigueur paraissent donc adaptées pour l'ensemble des agents en charge des différents aspects de la relation avec les clients.

Les contrôles de conformité menés depuis 2016 par le responsable de la conformité ont permis de tirer un bilan globalement satisfaisant sur la maîtrise de la confidentialité des ICS à RTE.

RTE s'est organisé pour mieux gérer les questions de confidentialité (incluant la protection des données au sens large et la cybersécurité) : la direction de la sécurité et du patrimoine de RTE est maintenant en charge du pilotage du sujet au sein de RTE, notamment pour le portage managérial de ces sujets et le déploiement des outils informatiques.

B. Types de données dont RTE doit préserver la confidentialité

A l'occasion de ses contrôles de conformité dans les régions Nord et Ouest⁵⁶, le responsable de la conformité a noté que de façon générale, la Directive confidentialité de RTE est bien mise en œuvre dans les régions Nord et Ouest. Les éléments de maîtrise sont globalement présents et appliqués.

Il note toutefois que les actions de maîtrise des obligations de confidentialité menées par RTE concernent trois types de données : les informations commercialement sensibles (ICS), la protection du patrimoine intellectuel (PPI) et les données à caractère personnel (DCP). La Directive confidentialité de RTE vise les deux premiers types de données et le troisième type fait l'objet d'autres directives internes (« informatique et libertés », RGPD...).

⁵⁵ « Directive confidentialité RTE », document interne du 19 février 2014.

⁵⁶ Voir point VIII.B.1. « Contrôles de conformité en régions Nord et Ouest ».

Deux autres types de données, qui concernent RTE, sont moins évoqués en région :

- Les informations commercialement avantageuses : le code de bonne conduite de RTE, dans sa version approuvée par la CRE le 11 janvier 2018, précise « *Dans le cadre de l'indépendance du gestionnaire de réseau de transport au sein de l'EVI, RTE doit, outre la préservation des informations sensibles comme décrit au chapitre 4 ci-après, empêcher que des informations qui peuvent être commercialement avantageuses sur ses propres activités soient divulguées de manière discriminatoire au sein de l'EVI, et notamment aux représentants des actionnaires.* »
- Les informations relevant du secret des affaires : ce sujet est néanmoins bien intégré par les services concernés de RTE, à commencer par les équipes de la direction des achats.

Le responsable de la conformité recommande à RTE de promouvoir une vision globale de tous les types de données dont RTE doit protéger la confidentialité, notamment les informations dont la diffusion est susceptible d'être commercialement avantageuse pour l'EVI.

C. Sensibilisation à la confidentialité

En 2018, le rythme de sensibilisation autour de la confidentialité a été maintenu auprès des salariés et nouveaux arrivants. RTE a engagé un travail d'uniformisation des supports de présentation. Il a également développé une formation en ligne, qui rappelle les principes et les moyens mis en œuvre pour la confidentialité à RTE et qui sera accessible à tous en 2019.

Dans la continuité des contrôles effectués en 2017, un contrôle interne a été mené sur les moyens de protection pour le partage des données à l'externe. Aucune fuite de données n'a été détectée, mais des écarts sur les moyens de protection ont été constatés, augmentant ainsi les probabilités de pertes de confidentialité. Néanmoins ces écarts ne concernaient pas les ICS.

RTE a créé en 2018 un groupe de travail sur la protection des données pour redéfinir le contour des informations sensibles, ainsi que les moyens et méthodes de protection du patrimoine immatériel. Une série de recommandations fonctionnelles mais aussi organisationnelles ont été proposées et, après analyse de faisabilité, aboutiront à une politique de protection des données.

La création de ce groupe de travail permet de répondre à plusieurs recommandations du rapport annuel 2017 du responsable de la conformité :

- vérifier la mise en œuvre au sein de RTE des dispositions de la Directive confidentialité de RTE relatives à la protection du patrimoine immatériel de RTE ;
- mener des actions de clarification des règles de confidentialité et de sensibilisation des salariés, et porter une attention à la mise à jour des listes de diffusion.

La création de ce groupe de travail apporte également un élément de réponse à une observation faite par le responsable de la conformité à l'occasion de ses contrôles de conformité dans les régions Nord et Ouest⁵⁷ : si la question du patrimoine immatériel de RTE est bien prise en compte en région à travers le sujet de la propriété intellectuelle (dépôts de brevets, marques...), en revanche la question de la protection du patrimoine immatériel reste plus floue, notamment en comparaison avec la politique de protection du patrimoine matériel de RTE.

Le responsable de la conformité suivra l'avancement de ces travaux et fera un point dans son rapport annuel 2019.

⁵⁷ Voir point VIII.B.1. « Contrôles de conformité en régions Nord et Ouest ».

D. Suivi des incidents « confidentialité »

RTE recense l'ensemble des incidents et presque incidents apparus.

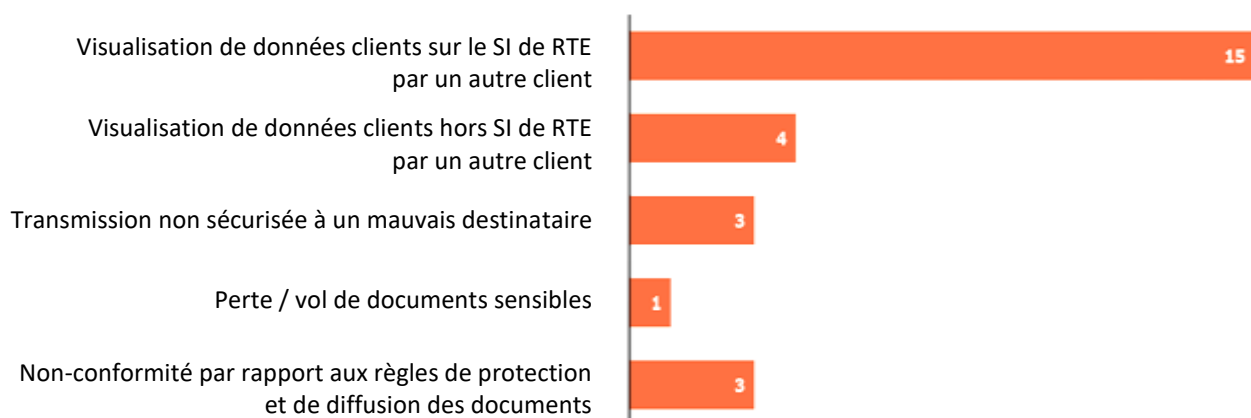
On rappelle que les incidents sont les écarts pouvant avoir une conséquence potentielle pour les clients concernés alors que les presque incidents sont des actions pour lesquelles il est certain qu'ils ont été sans conséquences pour les clients (le plus souvent parce que le risque d'erreur a été repéré avant la réalisation effective de l'écart).

La situation du nombre d'incidents et de presque incidents en 2018 est la suivante :

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Nombre d'incidents	15	9	14	25	13	20	30
Nombre de presque incidents	4	6	9	13	22	5	2

Nombre d'incidents et de presque incidents sur les dernières années

Le nombre d'incidents augmente significativement entre 2017 et 2018 et dépasse le niveau de 2015. Les incidents déclarés en 2018 concernent essentiellement les équipes commerciales et sont liés à la configuration des clients et des responsables d'équilibre dans les outils de gestion clientèle. Bien que les incidents soient en hausse, il faut mettre leur nombre en regard des milliers manipulations effectuées chaque année sur les données clients.



Des actions correctives sont immédiatement apportées dès prise de connaissance d'une erreur, notamment une action de sensibilisation des équipes sur la vigilance à maintenir et sur la nécessité d'accroître l'autocontrôle.

Le nombre de presque incidents, quant à lui, est en baisse. En 2016, il était essentiellement dû aux non-conformités par rapport aux règles de protection et de diffusion des documents sensibles. La vigilance amorcée en 2017 suite au contrôle interne sur les moyens de protections s'est poursuivie en 2018.

Les actions de sensibilisation auprès des salariés se poursuivront tout au long de l'année 2019, notamment la sensibilisation des nouveaux arrivants à RTE et les actions de clarification des règles et de sensibilisation des salariés.

E. Mouvement des salariés

La Commission instituée par l'article L. 111-74 du code de l'énergie⁵⁸, a pour objet de traiter les conditions d'un transfert vers les entreprises du secteur de l'électricité des collaborateurs ayant eu accès à des ICS.

Elle a été mise en place afin que le Président du Directoire de RTE s'appuie sur un avis avant de statuer sur la mobilité de collaborateurs de RTE vers des entreprises du secteur de l'énergie, dès lors que ceux-ci ont eu connaissance d'ICS. Cette commission est amenée à proposer que certaines mobilités soient précédées de périodes de « sas » permettant de rendre obsolètes les informations détenues.

Le risque le plus important, identifié dès 2012, reste que certaines situations qui le justifient ne soient pas soumises à la Commission. Les retours du questionnaire adressé par le responsable de la conformité aux délégués en région⁵⁹ montrent que les actions mises en place permettent de prévenir ce risque :

- La sensibilisation des salariés et du management a été maintenue en 2018.
- Le renforcement du dispositif de détection incluant une attention de certains membres de la fonction RH, à savoir les conseillers carrières en charge du suivi de l'évolution des salariés, en appui de celle attendue du management, est effectif depuis 2016.

A l'occasion de ses contrôles de conformité dans les régions Nord et Ouest⁶⁰, le responsable de la conformité a pu noter que la question de savoir si les situations traitées demandent une présentation de dossier au secrétariat de la Commission de l'article L. 111-74 est portée par les conseillers carrières au sein du Comité Emploi Choix des Hommes (CECH), qui réunit l'ensemble des acteurs régionaux de RTE en matière de mobilité. Le management est bien sensibilisé à la mise en œuvre de l'article L. 111-74.

Il a pu noter une bonne pratique consistant à insérer un onglet sur l'article L. 111-74 dans le fichier tableur de suivi du CECH, ce qui oblige à se poser la question, notamment lors des échanges préparatoires aux réunions entre les conseillers carrière et les managers.

Par ailleurs, les deux régions estiment que les notes relatives à la mise en œuvre de l'article L. 111-74 font preuve d'un certain flou quant à la saisine ou non du secrétariat de la Commission et qu'un besoin de pilotage se fait sentir. Le responsable de la conformité confirme ce flou mais observe que, au regard du faible nombre de cas, les incertitudes peuvent se régler avec un contact par courriel ou par téléphone entre la région et le secrétariat de la commission.

Il observe néanmoins que l'information sur l'article L. 111-74 est peu et difficilement accessible sur l'intranet RTE, ne serait-ce que pour trouver le nom de la personne qui assure à la direction juridique de RTE le secrétariat de la commission. En particulier, la page « *RH en pratique* » ne contient pas d'item relatif aux départs de RTE vers d'autres entreprises du secteur.

Le responsable de la conformité recommande à RTE de :

- ***faciliter l'accès sur l'intranet RTE aux informations sur la mise en œuvre de l'article L. 111-74 tant pour les managers que pour les salariés,***
- ***mettre à jour les notes internes relatives à l'article L. 111-74, ne serait-ce que parce que l'adresse postale du secrétariat de la Commission a changé à l'occasion du changement du siège social de RTE.***

⁵⁸ Initialement introduit par la loi n°2003-8 du 3 janvier 2003, qui avait modifié l'article 13 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000.

⁵⁹ Voir point VIII.A.2 « *Organisation de RTE en région* ».

⁶⁰ Voir point VIII.B.1. « *Contrôles de conformité en régions Nord et Ouest* ».

Le tableau suivant synthétise l'activité de la Commission sur les 10 dernières années. Pour la première fois depuis 2014, la Commission a proposé en 2018 une période de « sas » pour un des dossiers dont elle a été saisie (durée d'un mois).

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Dossiers présentés au secrétariat de la Commission	26	25	29	28	26	22	12	11	6	10
Dossiers ayant donné lieu à saisine de la Commission :	13	10	10	18	8	7	2	6	2	3
- Cas avec des informations considérées comme incompatibles	6	3	7	8	4	1	0	0	0	1
- Cas avec des informations considérées comme compatibles	7	6	3	10	4	6	2	5	2	2
Décision du Président du Directoire de RTE		Toujours conforme à l'avis de la Commission								

Après une baisse continue depuis 2013, le nombre de dossiers présentés au secrétariat de la Commission en 2018 est reparti à la hausse. Cette évolution paraît cohérente avec la tendance observée depuis 2013 dans le nombre de départs vers d'autres entreprises de la Branche des IEG.

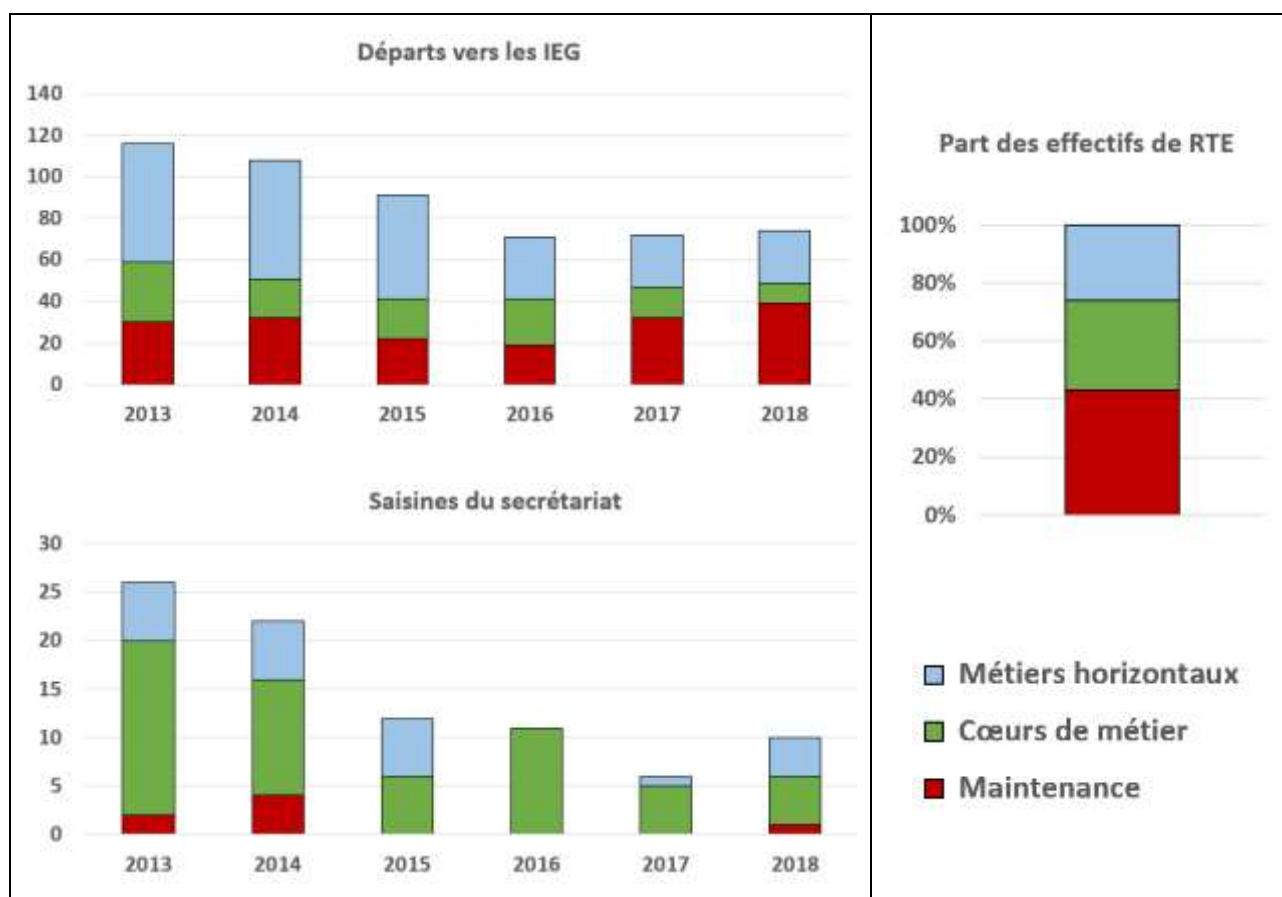
Année	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Départs de RTE vers d'autres entreprises de la Branche des IEG	116	108	91	71	72	74

Comme les évolutions du nombre de dossiers présentés au secrétariat de la Commission depuis 2013 sont très supérieures aux évolutions du nombre des départs vers d'autres entreprises de la Branche, le responsable de la conformité a souhaité mener une analyse plus qualitative de ces départs, en examinant les données par « métiers » de RTE.

A cette fin, les métiers ont été classés en trois grandes catégories :

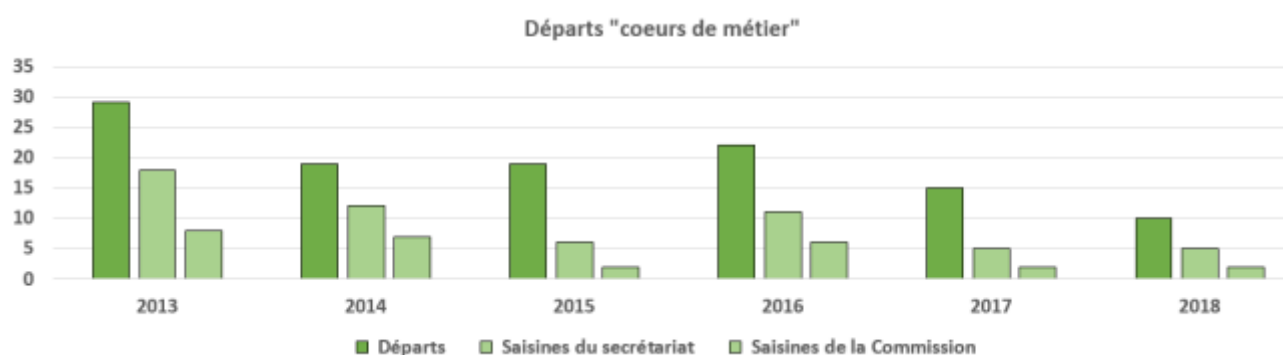
- Les métiers de la maintenance du réseau de transport, qui regroupent environ 45% des effectifs de RTE. En général, les salariés concernés ne sont pas exposés à des ICS, ou de manière plutôt ponctuelle. Une partie peut évoluer vers des métiers similaires, notamment dans les entreprises gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité.
- Les autres métiers « cœur de métier de RTE : exploitation, développement et ingénierie, clients-marchés, économie et prospective, R&D..., qui regroupent environ 30% des effectifs de RTE. Les salariés concernés peuvent être exposés à des ICS. Une partie peut évoluer vers d'autres métiers des industries électriques ou gazières.
- Les métiers « horizontaux » : finances, achats, système d'information, ressources humaines, juridique, communication, immobilier..., qui regroupent environ 25% des effectifs de RTE. Les salariés concernés sont parfois exposés à des ICS. Ils peuvent tout naturellement évoluer vers des métiers similaires dans les autres entreprises de la Branche

L'évolution des départs et les saisines du secrétariat de la Commission sont représentées dans le graphique ci-après.



On peut faire les constants suivants :

- Les départs des salariés des métiers « maintenance » de RTE ont à peu près évolué comme le total des départs de RTE. Les salariés concernés font l'objet de peu de saisines du secrétariat de la Commission et d'aucune saisine de la Commission.
- Les départs des salariés des autres métiers « cœur de métier » de RTE ont continué de baisser en 2017 et 2018. En parallèle, les saisines du secrétariat de la Commission ont baissé davantage que les départs. Ces métiers représentent la plupart des saisines du secrétariat de la Commission et, à l'exception d'un cas en 2018, la totalité des saisines de la Commission.



- Les départs des salariés des métiers « horizontaux » de RTE ont fortement baissé, essentiellement entre 2015 et 2016. La part de ces métiers dans les saisines du secrétariat de la Commission est variable mais, à l'exception d'un cas en 2018, ces métiers n'ont fait l'objet d'aucune saisine de la Commission.

L'analyse se poursuivra en 2019, en mettant l'accent sur les départs des salariés « cœurs de métier », sachant qu'il n'est pas aisé de déterminer des tendances statistiques avec des faibles nombres. D'autres facteurs pourront être examinés, par exemple -et dans la mesure du possible- utiliser des données de départs vers les seules industries électriques, les industries gazières n'étant pas visées par l'article L.111-74.

VI. Le schéma décennal de développement du réseau de transport (SDDR)

A. Programme d'investissement 2018 de RTE

La volonté de RTE en faveur d'investissements soutenus, justifiée par les besoins de ses clients comme par les politiques nationales ou communautaires, répond aux finalités suivantes :

- accompagnement de la transition énergétique (intégration des EnR, que ce soit les éoliennes terrestres, le photovoltaïque ou les parcs éoliens en mer) ;
- sécurité d'alimentation des territoires (grandes agglomérations, territoires dynamiques ou péninsules électriques comme la Bretagne) ;
- intégration du marché européen, avec des interconnexions avec les pays frontaliers ;
- renouvellement du réseau existant (gestion des actifs existants), permettant de maintenir la qualité de services pour les clients de RTE ;
- développement et renouvellement du SI, dans un contexte d'évolution des besoins et en lien avec la stratégie numérique de RTE.

Le Directoire de RTE a donc maintenu en 2018 comme les années précédentes, avec l'approbation de la CRE, une orientation constante qui a permis aux investissements de l'entreprise de passer d'un peu plus de 800 M€ en 2008 à un niveau de l'ordre de 1400-1500 M€ à partir de 2012. Le montant autorisé par la délibération de la CRE n° 2017-272 du 7 décembre 2017⁶¹ s'élève à 1 492 M€ pour le programme 2018.

B. Prochain SDDR

B.1. Articulation avec la PPE

Dans son rapport annuel 2017, le responsable de la conformité avait indiqué que, après avoir échangé avec la CRE et le ministère de la transition écologique et solidaire, RTE n'avait pas rendu public le SDDR 2017, qui était basé sur un jeu d'hypothèses non actualisées dans un contexte d'évolution structurelle des grands fondamentaux⁶² et que RTE devait travailler en 2018 à la réalisation d'un nouveau SDDR conforme aux nouvelles orientations publiques.

La stratégie française pour l'énergie et le climat, reposant sur la SNBC (stratégie nationale bas-carbone) et sur la PPE, a été présentée le 27 novembre 2018 par le président de la République. Outre des objectifs chiffrés aux horizons 2023 et 2028, l'Etat a fixé 5 objectifs pour la PPE :

- faire baisser la consommation d'énergie,
- réduire l'usage des énergies fossiles,
- diversifier le mix énergétique,
- développer l'emploi,
- renforcer le pouvoir d'achat.

⁶¹ <https://www.cre.fr/Documents/Deliberations/Approbation/programme-d-investissements-rte-2018>

⁶² Les quatre scénarios d'évolution structurants rendus publics par RTE fin 2017 à l'occasion de la sortie du bilan prévisionnel 2017 ; la perspective de publication de la PPE avec de nouvelles orientations et décisions prises par les pouvoirs publics ; la nouvelle édition du TYNDP d'ENTSO-E.

Toutefois, la PPE n'a pas été finalisée en 2018 : dans sa décision du 30 novembre 2018 consécutive au débat public sur la révision de la programmation pluriannuelle de l'énergie, le ministre de la transition écologique et solidaire a décidé que la révision de la PPE serait poursuivie et que l'Etat tiendrait compte des enseignements du débat public dans le projet de PPE qui sera mis en consultation.

RTE n'a donc pas été en mesure de publier en 2018 le projet de SDDR 2018.

En janvier 2019, le ministre d'Etat, ministre de la transition écologique et solidaire a publié le projet de PPE et indiqué le calendrier prévisionnel : déroulement en parallèle des consultations obligatoires (Autorité environnementale, Conseils et Comités, Etats voisins) puis consultation du public à l'issue de l'avis rendu par l'Autorité environnementale.

B.2. Concertation amont sur le SDDR 2018

La préparation du SDDR 2018 a fait l'objet d'une concertation en amont au sein de la CPSR du CURTE⁶³, en s'appuyant sur le cadre de discussion avec les parties prenantes mis en place pour le bilan prévisionnel. En plus des éléments « classiques » fournis au sein du SDDR (liste des infrastructures de réseau décidées ou en cours d'études à horizon 3 et 10 ans), le nouvel exercice a pour objet de fournir une vision stratégique de l'évolution du réseau à long terme (jusqu'à 2035). Le calendrier a été le suivant :

- lancement de la concertation à mi-avril 2018 (éléments de cadrage),
- lancement début mai 2018 d'un appel à contributions (hypothèses long terme, méthodologies et indicateurs utilisés dans les analyses prospectives),
- cadrage et premiers résultats début juillet 2018, avec notamment le bilan de l'appel à contributions,
- point d'étape à fin septembre 2018.

Les premiers résultats des travaux ont été présentés à la CPSR à mi-janvier 2019 (besoins d'évolution du réseau en fonction des trajectoires EnR ; variantes sur le développement de l'autoconsommation ; besoins de rénovation du réseau sur la période 2020-2035).

Les analyses montrent que :

- Les choix publics annoncés dans le cadre de la préparation de la PPE ne conduisent pas, en tant que tels, à une évolution non maîtrisée des coûts de réseau si les conditions indiquées sont remplies.
- En revanche, ils nécessitent bien une évolution de l'infrastructure, qui doit être acceptée, anticipée et facilitée :
 - des adaptations du réseau existant, en particulier pour l'accueil des EnR,
 - des nouvelles interconnexions pour faciliter la transition énergétique à l'échelle européenne.

Les analyses devront être complétées avec :

- la déclinaison des résultats pour le scénario de la PPE,
- l'analyse des volets « *énergies marines* » et « *numérisation* » pour obtenir les trajectoires complètes.

⁶³. Voir point III.B.5. « *Commission perspectives système et réseau (CPSR)* ».

C. Analyse des SDDR

C.1. Analyse de l'horizon à 3 ans des SDDR

S'agissant de la tenue des engagements pris dans les SDDR 2011 à 2016 à l'horizon de trois ans, le rapport annuel 2017 du responsable de la conformité avait présenté un bilan à fin 2017.

Faute de nouvelle édition du SDDR, il n'était pas souhaitable d'ajouter de nouvelle ligne à ce bilan. En revanche, celui-ci a été modifié pour tenir compte des projets effectivement mis en service en 2018⁶⁴ et des prévisions de report de mise en service, telles qu'actualisées en interne RTE. Les données mises à jour figurent sur fond jaune.

Projets à mettre en service en (*)	et mis en service en 2012	et mis en service en 2013	et mis en service en 2014	et mis en service en 2015	et mis en service en 2016	et mis en service en 2017	et mis en service en 2018	reportés à 2019	reportés à 2020	reportés à 2021	reportés à 2022	reportés à 2023	Projets arrêtés (évolutions des conso., reprise des études...)	Projets de raccord. abandonnés à la demande des clients concernés	Total	Taux de mise en service l'année prévue (ou auparavant)	Taux de mise en service dans les 3 ans
2012	43	9	3											2	57	75%	96%
2013	1	35	12	8	1	1	2							2	62	58%	90%
2014		1	28	12	11		1	3	1	1	1		2	4	65	45%	80%
2015			1	24	19	5	1	3	4				2		59	42%	83%
2016				2	37	11	9	5	7	2		1	2	2	78	50%	76%
2017				1	2	19	11	9	1	2			4	1	50	44%	84%
Total	44	45	44	47	70	36	24	20	13	5	1	1	10	11	371	52%	84%

(*) tel que cela ressort des SDDR 2011 et suivants où le projet apparaît pour la première fois

Les évolutions sur les taux de mise en service restent marginales par rapport au tableau du rapport annuel 2017 (maximum de 2%). Il n'y a donc pas, à ce stade, de modification à apporter par rapport aux enseignements tirés en 2017, dont le principal est que le taux de projets décalés au-delà de la période de trois ans de l'engagement triennal est relativement faible.

Le rapport annuel 2017 contenait le bilan du SDDR 2014 pour ce qui concerne les projets dont la mise en service était envisagée dans les trois ans. Il est possible de mettre à jour ce second tableau en effectuant le bilan du SDDR 2015, sachant que, là aussi, les prévisions de report de mise en service reposent sur une actualisation interne à RTE.

⁶⁴ Ainsi que, à la marge, des projets qui devaient être mis en service fin 2017 mais qui ont été repoussés à début 2018.

Projets à mettre en service en (*)	et mis en service en 2016	et mis en service en 2017	et mis en service en 2018	reportés à 2019	reportés à 2020	reportés à 2021	reportés à 2022 ou après	Projets arrêtés (évolutions des conso., reprise des études...)	Projets de raccord. abandonnés à la demande des clients concernés	Total	Taux de mise en service l'année prévue	Taux de mise en service dans les 3 ans
2016	35	10	9	5	7		3	3	3	75	47%	72%
2017	2	17	9	9	1	2		4	1	45	42%	82%
2018			10	6	4			3		23	43%	87%
Total	37	27	28	20	12	2	3	10	4	143	45%	78%

(*) tel que cela ressort du SDDR 2014 et non du SDDR où le projet apparaît pour la première fois

On peut noter une dégradation des résultats par rapport au SDDR 2014 : le taux de mise en service dans l'année passée prévue est passé de 62% à 45% et le taux de mise en service dans les 3 ans est passé de 90% à 78%.

Une partie s'explique par l'évolution du taux d'abandons de projets :

- de 1% à 7% pour les projets abandonnés en raison des évolutions du contexte énergétique (évolutions des consommations, reprise des études de réseau...),
- de 2% à 3% pour les projets de raccordement abandonnés à la demande du client.

C.2. Analyse globale des SDDR

Dans son rapport annuel 2017, le responsable de la conformité s'était livré à une analyse de cohérence des projets des SDDR, sur la base d'un tableau consolidé des SDDR 2011 à 2016, ce qui lui avait permis de mettre en évidence quelques d'anomalies, toutes relativement mineures.

Ce tableau consolidé a été complété sur la base des remontées des équipes projets collectées par RTE à fin 2017 et fin 2018, données non rendues publiques. Le responsable de la conformité a procédé à une nouvelle analyse de cohérence des projets, qui a mis en évidence une vingtaine d'anomalies mineures : pour une douzaine de projets, il manquait des explications sur les raisons de l'évolution des dates de mise en service prévisionnelles de projets entre l'édition 2016 du SDDR et le fichier de 2018 ; pour les autres projets, il s'agissait d'anomalies concernant des données internes au fichier de RTE. RTE a corrigé ces anomalies en vue de la prochaine édition du SDDR.

Le responsable de la conformité s'est en outre livré en 2018 à une analyse des causes de décalage et abandons des projets des SDDR entre 2011 et 2018. Cette analyse intègre les remontées internes à RTE de 2017 et 2018.

	Evolution 11-12	Evolution 12-13	Evolution 13-14	Evolution 14-15	Evolution 15-16	Evolution 16-17	Evolution 17-18	Moyenne
Total des projets	170	174	260	277	344	295	284	258
Attente seuils (1)			19	41	56	39	25	26
Seuils atteints (2)			19	10	12	16	14	10
Date in-changée (3)	116	133	138	114	188	143	159	142
Décalage	49	37	83	99	78	89	72	72
Abandon	5	4	1	13	10	8	14	8
Causes des décalages et abandons de projets (4)								
Client	24%	46%	46%	39%	42%	41%	51%	42%
Etudes	20%	12%	17%	30%	39%	39%	19%	27%
Instruction	33%	22%	13%	18%	8%	7%	7%	14%
Travaux	22%	20%	24%	13%	11%	12%	23%	17%

(1) *Attente seuils* : projet d'ouvrage dans le cadre d'un S3REnR dont la date de mise en service n'est pas encore fixée car les seuils de déclenchement ne sont pas encore atteints.

(2) *Seuils atteints* : projet d'ouvrage dans le cadre d'un S3REnR dont la date de mise en service vient d'être fixée car les seuils de déclenchement viennent d'être atteints.

(3) *Date inchangée* : la date de mise en service n'a pas varié par rapport à l'édition précédente du SDDR.

Autrement dit, il s'agit principalement :

- de projets en cours d'étude pour lesquelles les études n'ont pas montré d'évolution de la date de mise en service,
- de projets en cours de procédures administratives ou de travaux, qui se déroulent comme prévu.

Il peut s'agir également :

- pour quelques pourcents des cas, de projets dont la date de mise en service, soit n'est pas fixée, soit est à long terme, dans l'attente d'une confirmation par les études,
- pour 1 à 2% des cas dans les premières éditions du SDDR, de projets dont l'année de mise en service a été légèrement avancée ou anticipée, sans qu'une explication ait été fournie dans le SDDR

(4) Les diverses causes de décalage ou abandon de projets sont détaillées ci-après :

Client : projet de raccordement annulé à la demande du client, ou retardé -parfois avancé- à la demande ou en lien avec le client concerné, souvent au regard de son planning. Dans deux cas, le « client » est respectivement une collectivité locale demandeuse d'une MESIL et un GRT avec lequel existe un projet d'interconnexion.

Etudes : décalage ou abandon lié aux études menées par RTE (études de réseau, études d'ingénierie). Il peut être dû à :

- des évolutions d'éléments externes : évolution des hypothèses ou des prévisions de consommation ou de production, évolution des hypothèses d'étude conduisant à un report du projet, perte de justification du projet du fait des évolutions de consommation...
- des éléments nouveaux mis en évidence par les études de RTE (évolution ou prolongation des études, études complémentaires, résultats des études détaillées) : existence d'une solution alternative, consistance du projet moins importante que prévue, simplification de la solution technique (l'année de mise en service est donc avancée), rentabilité insuffisante pour engager le projet...

Instruction : décalage ou abandon lié à l'instruction des projets. Cela peut être dû à :

- la phase de concertation préalable : décalage ou arrêt du projet suite à la concertation, reprise d'étude technique suite à la concertation, difficultés d'acceptabilité, adaptation du planning en fonction de la concertation...
- les procédures administratives : contraintes liées aux procédures administratives, simplification de la procédure administrative, adaptation du planning en fonction du délai d'instruction, retard dans l'approbation du projet d'exécution, difficulté d'obtention des autorisations de voirie pour réaliser les travaux...

Travaux : décalage lié aux travaux des projets. Cela peut être dû à :

- des éléments externes : difficulté d'acquérir les parcelles nécessaires à l'extension des postes, diagnostic d'archéologie préventive, problème d'approvisionnement de câbles, nécessité de minimiser l'impact environnemental et sociétal, contraintes environnementales...
- des difficultés techniques : contraintes liées aux travaux, aléas de chantier, difficulté technique révélée lors des travaux, difficultés pour obtenir la consignation de l'axe, indisponibilités de monteurs lignes, mobilisés sur d'autres projets, besoin de lissage des travaux de RTE...
- pour moins de 1% des projets, un relâchement du planning sans impact : besoin moins urgent, pas de risque pour l'évolution de la production...

En raison de l'absence de codification précise des causes de décalage, ainsi que du moindre niveau de détail fourni dans les premières éditions du SDDR, il se peut que certains décalages ne soient pas très bien classés. Les données du tableau ci-dessus ne sont donc pas à prendre dans les détails, l'essentiel étant de dégager les grandes tendances.

Pour les prochaines années, les nouvelles dispositions (décret du 28 juin 2018 relatif aux S3REnR et aux raccordements multi-producteurs, mise à jour de la DTR au 1^{er} décembre 2018) s'inscrivent dans la perspective d'un accroissement de la dynamique de développement des EnR, notamment grâce à l'assouplissement des critères liés aux mécanismes d'adaptation et de révision des S3REnR⁶⁵. Ces évolutions seront reflétées dans le SDDR.

⁶⁵. Voir point III.B.5. « *Commission perspectives système et réseau (CPSR)* », notamment la création d'un groupe de travail « Anticipation de l'accueil des EnR ».

On peut noter, en ne comptant pas les projets S3REnR en attente de déclenchement des seuils ou dont les seuils viennent d'être déclenchés, que :

- en moyenne chaque année, un tiers des projets inscrits au SDDR sont décalés,
- en revanche, le nombre de projets abandonnés ne s'établit en moyenne qu'à environ 3,5%

Ces données recouvrent toutefois des réalités différentes :

- La majeure partie des décalages et abandons (plus de 40%) sont liés à des projets impliquant le raccordement d'installations de clients de RTE, installations dont les dates de mise en service sont elles-mêmes soumises à des aléas.
- Un peu plus d'un quart résultent des études de RTE, ce qui prouve l'intérêt de mettre régulièrement à jour les études, la justification d'un projet, ou sa consistance, pouvant évoluer avec le temps, notamment sous l'effet d'évolutions externes.
- Les décalages (ou rares abandons) liés à l'instruction des projets sont limités (moins de 15%), ce qui peut dénoter, d'une part, une certaine maîtrise des procédures par les équipes de RTE et, d'autre part, le fait que la plupart des projets sont d'ampleur limitée quant à leur impact externe (raccordements de faible longueur, réhabilitation ou reconstruction de postes...).
- Les décalages liés aux travaux sont également limités (un peu plus de 15%), ce qui est relativement en phase avec l'analyse de l'horizon à 3 ans des SDDR.

D. Suivi de l'exécution du SDDR

RTE a présenté à la CRE à l'automne 2018 son programme d'investissement 2019, inclut le financement des projets du volet à 3 ans du SDDR. Par délibération du 20 décembre 2017⁶⁶, la CRE l'a approuvé à l'exception de quatre nouveaux projets relatifs au système d'information, qui ne relèvent donc pas du SDDR.

La CRE a notamment approuvé les dépenses relatives au projet RINGO pour 2019 (démonstrateur expérimental de taille industrielle ayant pour objectif de qualifier techniquement l'utilisation de batteries pour gérer des congestions sur le réseau 63-90 kV) mais a indiqué qu'elle « *restera attentive à la bonne exécution des engagements pris par RTE* ».

Comme les années passées, les évolutions dont la CRE a été régulièrement informée au rythme des différents dossiers de suivi des programmes d'investissements au cours de l'année 2018 sont le fruit d'analyses faites en toute indépendance par RTE en s'appuyant sur les seuls critères évoqués plus haut : demande de ses clients et aptitude de l'entreprise à répondre à ces demandes.

A noter que la CRE « *demande à RTE de l'alerter à l'avenir en cas de modification significative de la consistance et des coûts d'un projet figurant dans son programme d'investissements approuvé par la CRE* ».

Le responsable de la conformité participe aux réunions du Comité des engagements de projets de RTE, instance qui examine et valide les dossiers en amont des décisions de RTE relatives aux investissements de réseau.

Au titre de la vérification de la bonne exécution du SDDR par le responsable de la conformité⁶⁷, celui-ci peut donc attester pour 2018, comme il l'avait fait dans le passé, d'une réalisation conforme des engagements de RTE ainsi que de la transparence des informations transmises à la CRE dans ce domaine.

⁶⁶ <https://www.cre.fr/Documents/Deliberations/Approbaton/Programme-d-investissements-2019-RTE>

⁶⁷ 4^{ème} alinéa de l'article L. 111-34 du code de l'énergie.

VII. Les relations entre RTE et les filiales qu'il contrôle

Dans le cadre du paragraphe II de l'article L. 111-46 du code de l'énergie (« *Les réseaux mentionnés au I peuvent, en outre, faire l'objet d'activités de valorisation par l'intermédiaire de filiales ou de participations. Ces activités de valorisation doivent rester accessoires par rapport à l'activité de gestion de réseaux et ne peuvent en recevoir de concours financiers.* ») et de ses statuts, RTE détient cinq sociétés à 100% :

- Arteria : commercialisation de fibres optiques construites par RTE et de points hauts ;
- RTE International : prestations d'ingénierie, de conseils et de services dans tous les domaines d'activité d'un gestionnaire de réseau de transport d'électricité ;
- Airtelis : prestation de services, au moyen d'un ou plusieurs hélicoptères, et fourniture de produits et matériels aux fins de valorisation des actifs et/ou compétences de RTE ;
- RTE Immo : acquisition, gestion, administration et cession de biens et droits immobiliers, réalisation de travaux sur des biens immobiliers en vue de leur valorisation, et fourniture de prestations de service en matière immobilière ;
- Cirtéus : prestations de services, d'études et de conseils relevant du domaine concurrentiel dans les domaines de la maintenance, de l'exploitation et du développement des installations d'électricité à haute et très haute tension, et prestations de formation ;

Par ailleurs, RTE :

- détient conjointement avec Red Eléctrica de España la société INELFE : construction de nouvelles lignes d'interconnexion entre les réseaux de transport français et espagnol ;
- détient conjointement avec National Grid la société IFA2 : construction de la nouvelle ligne d'interconnexion IFA2 entre les réseaux de transport français et anglais ;
- détient des participations dans deux entreprises associées :
 - o HGRT (34%) : détient 49% de la société EPEX SPOT dont l'objet est la gestion des marchés spot de l'électricité en France, en Allemagne, en Autriche et en Suisse ;
 - o Coreso (16%) : analyses de sécurité et proposition de solutions coordonnées, préventives ou correctives, en vue de maîtriser la sécurité du système électrique de l'ouest européen ;
- détient des participations dans deux autres sociétés :
 - o JAO (5%) : mise en œuvre des enchères de capacités transfrontalières d'échange d'électricité dans la zone centre-ouest et centre-sud de l'Europe ;
 - o Declaranet (12%) : contribution à la sécurité des personnes et des biens ainsi qu'à la protection des infrastructures et des ouvrages lors de la réalisation de travaux dans le domaine public en proposant le traitement des déclarations d'intention de travaux.

Ces différentes sociétés ne sont pas visées directement par les obligations figurant aux articles L. 111-9 et suivants du code de l'énergie. Néanmoins, les relations entre RTE et ses filiales doivent obéir aux obligations du code de l'énergie et aux dispositions du code de bonne conduite de RTE, notamment la protection des ICS détenues par RTE. Par ailleurs, ces relations relèvent de principes de régulation ayant fait l'objet d'un échange de courriers entre RTE et la CRE à fin 2010.

La CRE a transmis à RTE en février 2017 un rapport d'audit sur les relations entre RTE et ses filiales. S'appuyant sur ce document, le rapport RCBCI 2015-2016 formule plusieurs demandes, qui sont reprises en annexe au présent rapport avec leur état d'avancement à fin 2018⁶⁸.

En particulier, la CRE a demandé à RTE de mettre en place un dispositif d'accords-cadres pour chacune de ses filiales en vue de leur soumission à la CRE, pour approbation, dans le cadre de l'application de l'article L. 111-17 du code de l'énergie. La première convention cadre pour la filiale Arteria a été approuvée par la CRE le 13 décembre 2018⁶⁹. Le modèle pourra servir de base pour les autres conventions entre RTE et ses différentes filiales.

Par ailleurs, l'occasion de ses contrôles de conformité dans les régions Nord et Ouest⁷⁰, le responsable de la conformité a examiné les relations entre RTE et Cirtéus en ce qui concerne les prestations commercialisées par cette filiale auprès des clients de RTE et réalisées par des salariés de RTE. Il a pu faire les constats suivants :

- Les salariés ont apparemment bien compris le rôle de Cirtéus et l'articulation avec RTE. Ce point a d'ailleurs été confirmé par les remontées des délégués de RTE en région⁷¹.
- Lors d'interventions chez des clients pour le compte de Cirtéus, les véhicules sont, soit des véhicules de RTE où le logo de RTE est recouvert par des plaques magnétiques avec le logo de Cirtéus, soit des véhicules banalisés.
- Les contacts avec Cirtéus pour ces prestations passent par les personnes habilitées dans les GMR.

Les remontées faites par les autres délégués RTE en région montrent que les services commerciaux contribuent souvent à la sensibilisation des salariés, notamment des nouveaux arrivants ou au sein des comités de direction des entités. Les salariés semblent bien avoir compris le rôle de Cirtéus et l'articulation avec RTE mais certains s'interrogent sur l'intérêt d'apposer des plaques magnétiques sur les véhicules.

En 2019, le responsable de la conformité continuera d'examiner les relations entre RTE et ses filiales, sous une forme à définir et dans le respect des attributions qui lui sont confiées⁷².

A noter que le droit d'accès du responsable de la conformité aux informations nécessaires à l'exécution de sa mission s'étend aux informations de RTE « *qui concernent les filiales incluses dans son périmètre de consolidation établies en France* »⁷³. Le périmètre de consolidation comprend les filiales à 100% (consolidées par intégration globale), INELFE et IFA2 (consolidées en tant qu'activités conjointes), HGRT et Coreso (consolidées par mise en équivalence). Toutefois, Coreso est une société de droit belge établie à Bruxelles.

⁶⁸ Voir point X.B. « *RCBCI 2015-2016 : principales évolutions attendues de RTE et évolutions constatées en 2018* ».

⁶⁹ <https://www.cre.fr/Documents/Deliberations/Approbation/Approbation-de-la-convention-cadre-conclue-entre-RTE-et-sa-filiale-Arteria>

⁷⁰ Voir point VIII.C.1. « *Contrôles de conformité en régions Nord et Ouest* ».

⁷¹ Voir point VIII.A.2 « *Organisation de RTE en région* ».

⁷² Articles L. 111-34 et L. 111-35 du code de l'énergie.

⁷³ Article L. 111-35 du code de l'énergie.

VIII. Maintien des engagements de RTE dans la durée

A. Organisation interne de RTE pour le suivi des engagements de RTE et des demandes de la CRE

A.1. Organisation de RTE au niveau central

RTE a positionné le secrétariat général comme point de contact avec les services de la CRE sur l'ensemble des questions relatives à la certification et le secrétariat général réalise et met à jour les tableaux de bord sur les différents sujets liés à la certification (approbation des contrats entre RTE et l'EVI, suivi des demandes de la CRE, suivi des recommandations du responsable de la conformité...).

Cette organisation a montré toute sa pertinence. Le responsable de la conformité estime que les échanges avec la CRE sont désormais fluides et interviennent en tant que de besoin en amont des dossiers.

Par ailleurs, le responsable de la conformité salue l'appui continu de la direction juridique de RTE sur les sujets de l'indépendance de RTE et de la non-discrimination.

A.2. Organisation de RTE en région

RTE a souhaité affirmer le rôle des délégués de RTE en région, rattachés directement au Président du Directoire.

Pour ce qui est du domaine de suivi de la conformité, un courrier du printemps 2015 du Président du Directoire de RTE leur demande « *d'être désormais les garants, au niveau régional et dans chacun de [leurs] rôles, de l'indépendance de RTE telle qu'elle est définie par le code de l'énergie et du respect du code de bonne conduite par l'ensemble des salariés* ».

Dans le cadre de la préparation du présent rapport, le responsable de la conformité a adressé aux délégués à la fin 2018 un questionnaire détaillé pour faire le point sur l'année 2018 en région.

Il a par ailleurs poursuivi son nouveau cycle de contrôles de conformité en région, avec les régions Nord et Ouest. Les résultats de ces contrôles sont synthétisés au point VIII.B.1. ci-après.

Enfin, le responsable de la conformité a noté en 2018 qu'un délégué RTE en région a pris l'entière mesure des missions qui sont les siennes en matière d'indépendance de RTE à travers des échanges avec le responsable de la conformité intervenus plusieurs mois après sa nomination.

Le responsable de la conformité recommande à RTE de l'intégrer dans le programme d'immersion dans les fonctions centrales destiné aux nouveaux délégués RTE et conseillers pour les affaires internes en région.

B. Contrôles de conformité menés en 2018

B.1. Contrôles de conformité en régions Nord et Ouest

Le responsable de la conformité a effectué en novembre 2017 deux contrôles sur la conformité aux engagements du code de bonne conduite en régions Nord et Ouest, qui ont porté plus particulièrement sur l'indépendance de RTE vis-à-vis de l'EVI ainsi que sur la non-discrimination et le respect des obligations de confidentialité.

Dans chaque région, le responsable de la conformité a rencontré une vingtaine de personnes issues de la délégation régionale, des trois centres opérationnels (exploitation, maintenance, développement-ingénierie), du service commercial et des fonctions support (ressources humaines, juridique, achats, immobilier et logistique).

Les éléments issus de ces contrôles sont repris ci-après et les recommandations sont reprises en annexe⁷⁴.

i) Indépendance vis-à-vis du groupe EDF et affichage de cette indépendance

- La situation en termes d'indépendance vis-à-vis du groupe EDF et de son affichage apparaît maîtrisée dans les régions Nord et Ouest. Les délégués et les responsables des entités de RTE sont attentifs aux risques, qui peuvent donc être identifiés et maîtrisés par les actions prévues par les délégations.
- Le responsable de la conformité estime que les obligations du code de l'énergie sont désormais bien intégrées par les délégués d'EDF et par le management opérationnel d'EDF. Les responsables de RTE dans les deux régions n'ont par ailleurs pas de contact particulier avec les équipes de la Caisse des Dépôts en région.
- Il estime en outre que le déploiement des deux modules de formation en ligne sur l'indépendance de RTE et le code de bonne conduite permet aux personnes rencontrées, et vraisemblablement à la plupart des salariés dans les deux régions, de bien intégrer les exigences d'indépendance renforcées de RTE vis-à-vis de l'EVI. Des pistes d'amélioration concernant ces deux modules ont été identifiées et font l'objet de recommandations à la Direction des Ressources Humaines de RTE⁷⁵.

ii) Non-discrimination

- Le responsable de la conformité considère que, au vu des pratiques des régions Nord et Ouest, les éléments de maîtrise des obligations à la maille régionale sont présents et appliqués.
- Il formule toutefois des recommandations pour mieux assurer la sécurité juridique du traitement des réclamations⁷⁶.

iii) Confidentialité

- De façon générale, la Directive confidentialité⁷⁷ de RTE est bien mise en œuvre dans les régions Nord et Ouest. Les éléments de maîtrise sont globalement présents et appliqués.
- Le responsable de la conformité formule néanmoins une recommandation en direction de RTE quant à la prise en compte de tous les types de données dont RTE doit préserver la confidentialité, notamment les informations dont la diffusion est susceptible d'être commercialement avantageuse pour l'EVI⁷⁸.

⁷⁴ Voir point X.A. « *Recommandations générales issues du contrôle de conformité en régions Nord et Ouest* ».

⁷⁵ Voir point VIII.C.2. « *Déploiement d'un outil de formation en ligne (e-learning)* ».

⁷⁶ Voir point III.C.2. « *Réclamations clients* ».

⁷⁷ « *Directive confidentialité RTE* », document interne du 19 février 2014.

⁷⁸ Voir point V.B. « *Types de données dont RTE doit préserver la confidentialité* ».

Globalement, le contexte ne montre aucun risque majeur sur l'ensemble des thèmes abordés lors des deux contrôles. Les recommandations proposées par le responsable de la conformité visent à améliorer des points ponctuels.

B.2. Autres contrôles

i) Examen des différents flux financiers entre RTE et les sociétés de l'EVI

Les détails de ce contrôle sont fournis au point II.E.2. (« Articles L. 111-17 et L. 111-18 – Accords commerciaux et financiers conclus avec l'EVI – Cas particuliers »).

ii) Examen des SDDR pour apprécier plus la situation de la mise en œuvre des investissements prévus

Les détails des différents contrôles portant sur les SDDR sont fournis au point V. (« Le schéma décennal de développement du réseau de transport (SDDR) »).

C. Formation et information

C.1. Communication autour de la décision de la CRE de maintien de la certification de RTE

Dans son rapport annuel 2017, le responsable de la conformité avait dressé le constat d'un certain nombre de manques quant à la connaissance par les salariés des modalités d'indépendance de RTE vis-à-vis de l'EVI, et il avait recommandé à RTE de déployer des actions de communication interne sur l'indépendance de RTE et sur le code de bonne conduite à l'occasion de la sortie de la délibération de la CRE portant décision sur le maintien de la certification de RTE.

Les actions suivantes ont été menées par RTE en 2018 :

- Mise en ligne sur l'intranet RTE début février 2018 d'une actualité « *Maintien de la certification de RTE en tant que GRT indépendant* » avec possibilité de télécharger la délibération de la CRE.
- Diffusion par la direction juridique en mars 2018 d'un « *Juriflash* » dont presque une page est consacrée au maintien de la certification de RTE.
- Envoi à tous les managers en mai 2018 d'une note de quatre pages intitulée « *Obligations de RTE au titre du maintien de sa certification, toujours sur le modèle ITO, suite à l'évolution de son capital* ». Cette note a été transmise pour information à la CRE début juin 2018.
- Diffusion à tous les salariés en mai 2018 d'une brève « *Votre Info RH* » intitulée « *Détention d'actions : rappel des obligations des salariés de RTE* »⁷⁹. Cette brève a été transmise pour information à la CRE début juin 2018.
- Lancement en juin 2018 par la DRH du déploiement des deux modules de formation en ligne sur l'indépendance de RTE et le code de bonne conduite (voir ci-après).

C.2. Déploiement d'un outil de formation en ligne (e-learning)

Comme indiqué dans son rapport annuel 2017, le responsable de la conformité avait travaillé à la réalisation d'un outil de formation en ligne, en lien avec la DRH de RTE, qui a retenu un prestataire spécialiste de l'ancrage mémoriel®.

L'outil informatique a été finalisé au printemps 2018 puis, après une phase de tests, déployé en juin 2018 comme indiqué ci-dessus.

⁷⁹ Voir point K.2. « *Détention d'intérêts dans l'EVI* ».

Cette nouvelle formation contient deux modules :

- Le premier module est relatif aux fondamentaux et est destiné à l'ensemble des salariés.
- Le second module (« *pour aller plus loin* ») est destiné aux salariés que l'activité amène au contact, direct ou indirect, des sociétés des groupes EDF et CDC : managers, chargés de relations clientèle, juristes, chargés de communication, etc.

Ces modules ont vocation à être réalisés au moins une fois tous les 18 à 24 mois. Le module 1 a également vocation à être réalisé par tous les nouveaux arrivants à RTE, qu'il s'agisse de nouveaux embauchés ou de salariés arrivant d'autres sociétés de la branche des IEG ; et le module 2 à être réalisé par les nouveaux arrivants concernés ainsi que par les salariés de RTE qui prennent un nouveau poste rentrant dans ce cadre.



La DRH effectue un suivi périodique de la réalisation des modules pour aider au pilotage de la mise en œuvre selon les objectifs qu'elle a retenus. A la fin décembre 2018, on peut dresser les constats suivants quant au déploiement des deux modules :

- Concernant la participation des salariés aux modules :
 - o Le nombre de salariés qui se connectent pour la première fois aux modules a progressé régulièrement et de façon presque linéaire au fil des mois depuis la fin des congés d'été 2018.
 - o A fin 2018, près de 40% des salariés de RTE se sont connectés au premier module, ce qui est un peu en deçà de l'objectif fixé par la DRH.
 - o A fin 2018, près de 10% des salariés de RTE se sont connectés au second module, ce qui, au regard de l'estimation du nombre de salariés concernés, est certainement proche de l'objectif fixé par la DRH.
- Concernant les résultats, les statistiques sont similaires pour les deux modules et très satisfaisantes :
 - o La quasi-totalité des salariés qui se sont connectés aux modules se sont engagés dans la réalisation des modules (le système permet de réaliser le module en s'interrompant puis en reprenant ; les préconisations de l'ancrage mémoriel® sont de mener des sessions courtes).
 - o La durée moyenne de formation est d'environ une heure, sur la base de sessions courtes, de moins de 17 minutes.
 - o Un peu plus 90% des salariés qui se sont engagés ont achevé la réalisation des modules.
 - o Le score de passage avec succès de l'évaluation finale est le même : les lauréats représentent 98% des salariés ayant réalisé le module.
 - o Le nombre de salariés ayant passé avec succès l'évaluation finale a progressé régulièrement et de façon presque linéaire au fil des mois depuis la fin des congés d'été 2018.

C.3. Constats à fin 2018 concernant le niveau d'information des salariés

A l'occasion de ses contrôles de conformité dans les régions Nord et Ouest⁸⁰, le responsable de la conformité a constaté qu'un certain nombre de questions posées lors des contrôles trouvent désormais leur réponse dans la mise en œuvre des deux modules de formation en ligne. Les managers de ces régions Nord et Ouest ont fait le nécessaire pour que l'outil de formation en ligne soit déployé en lien avec les objectifs fixés par la DRH.

Les échanges avec les personnes rencontrées ont montré que les personnes rencontrées, et vraisemblablement la plupart des salariés dans ces régions, ont ou auront bien intégré les exigences d'indépendance renforcées de RTE vis-à-vis de l'EVI :

- La méthode de l'ancrage mémoriel® a été diversement appréciée. Mais, nonobstant l'agacement qu'elle a pu susciter chez certains, elle semble avoir bien atteint ses objectifs de faciliter la mémorisation des points clés.
- En particulier, les questions liées à la détention d'intérêts dans l'EVI sont désormais beaucoup mieux connues que par le passé, sous le double effet de l'information RH de 25 mai 2018 et du déploiement du premier module.

Toutefois, le premier module ne semble pas adapté aux équipes de terrain ainsi qu'au cas de certaines personnes, comme les salariés en alternance à RTE. Des bonnes pratiques ont été mises en œuvre pour former quand même les personnes concernées.

Par ailleurs, le responsable de la conformité a noté des bonnes pratiques dans le déploiement des modules, ainsi que des suggestions d'amélioration, qu'il a transmises à la DRH de RTE en recommandant d'en examiner la possibilité de mise en œuvre

Le responsable de la conformité rappelle sa recommandation de l'an passé de réaliser une brochure de communication interne sur l'indépendance de RTE et le code de bonne conduite, à l'instar des brochures réalisées par les deux ITO allemands, Amprion et TransnetBW.

⁸⁰ Voir point VIII.B.1. « Contrôles de conformité en régions Nord et Ouest ».

IX. Appréciation générale pour l'année 2018, recommandations et actions 2019

A. Appréciation générale

Le responsable de la conformité a constaté tout au long de l'année 2018 que RTE et l'ensemble de ses salariés ont respecté les engagements du code de bonne conduite, notamment en matière d'indépendance vis-à-vis du groupe EDF, et les obligations de l'entreprise en tant que GRT figurant dans le code de l'énergie. Les contrôles de conformité et les examens réalisés en 2018 confortent cette appréciation.

A la suite des contrôles de conformité réalisés en région ces dernières années, le responsable de la conformité a noté que la culture et les comportements de l'ensemble du personnel et en particulier de l'encadrement sont toujours naturellement et profondément imprégnés de ces obligations et de ces engagements.

La décision de la CRE sur le maintien de la certification de RTE a été l'occasion pour RTE de déployer des mesures d'information et de formation des salariés et du management sur les sujets de l'indépendance de RTE et du code de bonne conduite. Le déploiement de l'outil de formation en ligne (e-learning)⁸¹ a contribué à une meilleure appropriation de ces sujets par les salariés et le management, et notamment à une meilleure connaissance des modalités précises de ces obligations et engagements.

Par ailleurs la plupart des évolutions attendues par la CRE au titre de son rapport RCBCI 2015-2016 et des recommandations du responsable de la conformité au titre de son rapport annuel 2017 ont donné lieu à des actions de RTE en 2018. Evoquées au fil de ce rapport, ces actions sont résumées en annexe. Toutefois, certaines évolutions attendues par la CRE sont prolongées ou complétées dans son rapport RCBCI 2017-2018 et certaines recommandations du responsable de la conformité sont rappelées et reconduites dans le présent rapport.

Compte tenu de l'ensemble de ses contrôles, examens et observations en 2018, le responsable de la conformité présente dans ce rapport un certain nombre de recommandations nouvelles en direction de RTE. Ces recommandations, pour certaines de portée générale et pour d'autres plus ponctuelles, sont reprises au point B. ci-après. Elles visent, d'une part, à rendre plus efficaces les dispositions existantes et, d'autre part, à tirer les enseignements d'écarts mineurs observés dans l'application concrète des mesures d'indépendance vis-à-vis de l'EVI, de non-discrimination ou de protection de la confidentialité.

Une attention particulière devra être apportée pour donner aux salariés de RTE une vision claire des différentes des obligations en matière de conformité qui s'imposent à l'entreprise ou à eux-mêmes, compte tenu notamment des évolutions législatives récentes (loi « Sapin 2 », RGPD...).

⁸¹ Voir point VIII.C.2. « Déploiement d'un outil de formation en ligne (e-learning) ».

B. Recommandations du responsable de la conformité

C.1. Reconstitution de recommandations antérieures

- Examiner l'opportunité d'un document récapitulatif des différentes obligations s'imposant aux salariés en matière de conformité (code de conduite anticorruption, déontologie des achats, code de bonne conduite, protection des données...).
- Réaliser une brochure de communication interne sur l'indépendance de RTE et le code de bonne conduite.
- Mettre à jour la procédure sur le circuit de traitement des dossiers CRE engageant des relations commerciales et financières entre RTE et le groupe EDF pour intégrer le maintien de la certification de RTE et les évolutions ressortant des recommandations antérieures.
- Clarifier la situation de RTE vis-à-vis du CINDEK (sortie de RTE du périmètre couvert par EDF et, le cas échéant, adhésion en propre).
- Pousser à l'ouverture du CFA des métiers de l'énergie d'Ile-de-France vers des acteurs du secteur de l'énergie externes au groupe EDF.
- Limiter les incohérences observées entre les listes de membres figurant sur l'espace dédié par RTE à la concertation et les invitations aux réunions des commissions du CURTE.

C.2. Nouvelles recommandations

Les recommandations issues du contrôle de conformité en régions Nord et Ouest sont détaillées à l'annexe X.A. Les principales de ces recommandations sont intégrées dans la liste ci-après.

i) Indépendance de RTE

- Intégrer le responsable de la conformité dans le programme d'immersion dans les fonctions centrales destiné aux nouveaux délégués RTE et conseillers pour les affaires internes en région.
- Examiner la situation des indemnités versées à Enedis (dossiers d'un montant inférieur au seuil de franchise de la police de responsabilité civile souscrite par RTE) au regard de l'article L. 111-17 du code de l'énergie, en prenant notamment en compte les dispositions réglementaires régissant l'indemnisation par RTE des GRD.
- Se rapprocher du secrétariat général de RTE avant d'envisager tout partenariat avec la Banque des Territoires.

ii) Non-discrimination

- S'assurer que tous les acteurs intéressés par les travaux du CURTE puissent avoir accès aux informations utiles.
- Demander systématiquement aux clients d'accuser réception des réponses apportées par RTE à leurs réclamations.

iii) Confidentialité

- Promouvoir une vision globale de tous les types de données dont RTE doit protéger la confidentialité, notamment les informations dont la diffusion est susceptible d'être commercialement avantageuse pour l'EVI.
- Faciliter l'accès sur l'intranet RTE aux informations sur la mise en œuvre de l'article L. 111-74 tant pour les managers que pour les salariés et mettre à jour les notes internes relatives à l'article L. 111-74, ne serait-ce que parce que l'adresse postale du secrétariat de la Commission a changé.

C. Actions 2019 du responsable de la conformité

Pour observer et contrôler l'action de RTE en matière d'indépendance et de respect du code de bonne conduite, le responsable de la conformité se propose donc, de poursuivre en 2019 :

- le cycle de contrôles engagé en 2015 pour vérifier le respect du code de bonne conduite et des obligations d'indépendance de RTE par les directions métiers les plus directement concernées ;
- le nouveau cycle de contrôles de conformité en région engagé en 2017, sur la base d'un document préparatoire mis à jour pour intégrer la décision de maintien de la certification de RTE et les enseignements tirés des dernières années d'exercice du contrôle de la conformité.

En particulier, le responsable de la conformité prévoit de poursuivre en 2019 les analyses approfondies et contrôles suivants :

- examen des différents flux financiers entre RTE et les sociétés de l'EVI, sur la base de l'extraction comptable de 2018 ;
- surveillance sur l'affichage de la dénomination sociale de RTE ;
- examen du tableau consolidé des SDDR ;
- examen qualitatif des départs vers d'autres entreprises de la Branche des IEG, au regard des cas de saisine du secrétariat de la Commission de l'article L. 111-74 ;
- examen des relations entre RTE et ses filiales.

Par ailleurs, le responsable de la conformité envisage d'examiner les questions de confidentialité au regard des constats et recommandations passés, des actions menées par RTE pour clarifier les règles de confidentialité et sensibiliser des salariés, des nouveaux sièges de RTE au niveau national et en région. En particulier, il recherchera, en lien avec les services concernés de RTE, à mieux préciser la notion d'information dont la diffusion est susceptible d'être commercialement avantageuse pour l'EVI.

Enfin, le responsable de la conformité poursuivra ses échanges avec ses homologues français (GRTgaz, Enedis et GRDF) et étrangers (ITO d'électricité européens).

X. Annexes

A. Recommandations générales issues du contrôle de conformité en régions Nord et Ouest

i) Indépendance de RTE

Ressources humaines :

- Modules de formation en ligne sur l'indépendance de RTE et le code de bonne conduite : quelques recommandations pratiques pour mieux adapter cette formation aux équipes de terrain et aux alternants ; quelques suggestions d'amélioration au profit des salariés ayant terminé les modules.
- Intégrer le responsable de la conformité dans le programme d'immersion dans les fonctions centrales destiné aux nouveaux délégués RTE et conseillers pour les affaires internes en région.

Commercial :

- Rappeler régulièrement aux salariés concernés qu'Enedis est un client de RTE, en faisant le lien avec ce qu'ils ont appris lors du déploiement de l'outil de formation en ligne.

Délégations en région :

- Se rapprocher du secrétariat général de RTE avant d'envisager tout partenariat avec la Banque des Territoires.

ii) Non-discrimination

Commercial

- Demander systématiquement aux clients d'accuser réception des réponses apportées par RTE à leurs réclamations.
- Recourir en tant que besoin à la lettre recommandée électronique.

iii) Confidentialité

Documentation

- Promouvoir une vision globale de tous les types de données dont RTE doit protéger la confidentialité, notamment les informations dont la diffusion est susceptible d'être commercialement avantageuse pour l'EVI.
- Réaliser des documents de synthèse en valorisant ce que certaines régions ont produit, pour éviter que chaque région ne soit contrainte de réaliser ses propres documents de synthèse.

Article L. 111-74

- Faciliter l'accès sur l'intranet RTE aux informations sur la mise en œuvre de l'article L. 111-74 tant pour les managers que pour les salariés.
- Mettre à jour les notes internes relatives à l'article L. 111-74, ne serait-ce que parce que l'adresse postale du secrétariat de la Commission a changé.

Patrimoine immatériel

- Bien assurer la prise en compte par les managers et les salariés de la protection du patrimoine immatériel de RTE.

B. RCBCI 2015-2016 : principales évolutions attendues par la CRE et évolutions constatées en 2018

Pour mémoire, le RCBCI 2015-2016 a été publié au début de 2017. Le rapport annuel 2016 du responsable de la conformité faisait état de premières constatations, qui ont été complétées dans le rapport annuel 2017.

Principales évolutions attendues par la CRE exprimées dans son rapport RCBCI 2015-2016	Evolutions constatées en 2018 par le responsable de la conformité
Partie 2 : « Les gestionnaires de réseaux de transport » / Point 1 : « RTE »	
Soumettre à l'avenir à la CRE toute nouvelle liste des emplois de dirigeants ou de la majorité des dirigeants au plus tard trois semaines avant leur entrée en vigueur, sauf dans des cas dûment justifiés qui ne permettraient pas un tel préavis.	L'organisation de RTE est propre à assurer le respect de cette demande : <ul style="list-style-type: none"> - le secrétaire général, qui suit les sujets de certification de RTE, siège au comité des carrières, - la note d'organisation de la gouvernance de RTE, mise à jour en mai 2018, intègre ce point.
Mettre fin à la participation des cadres dirigeants de RTE aux événements internes organisés par EDF.	Il n'y a plus depuis longtemps aucune participation. Cette obligation a été rappelée en Comité exécutif et figure dans les lignes directrices mentionnées au point ci-après.
Formaliser des lignes directrices permettant aux agents de RTE de savoir s'ils peuvent ou non participer aux différents événements internes organisés par le groupe et aux réunions organisées par le groupe au sein d'une filière ou d'un métier. Mettre en place un suivi de la participation des agents de RTE à de tels événements ou réunions et en transmettre un bilan annuel à la CRE.	Les lignes directrices ont été diffusées en mai 2018 aux directeurs métiers et délégués de RTE ⁸² . Un suivi de la participation aux réunions est mis en œuvre et un bilan annuel sera envoyé à la CRE. Au vu des lignes directrices, il ne s'agit que des interventions de RTE devant des sociétés de l'EVI, RTE étant alors considéré comme un intervenant externe. Par ailleurs un outil de formation en ligne (e-learning) a été élaboré ⁸³ .
A l'occasion d'une prochaine évolution des trames types relatives, d'une part, au traitement des accords en amont du J-1 et, d'autre part, à la gestion prévisionnelle de la production et du réseau, soumettre à la concertation certaines modalités de ces trames types. Présenter les résultats de cette concertation à la CRE dans un calendrier permettant de rendre effectives les évolutions envisagées le 1 ^{er} janvier 2019 au plus tard. Mener les travaux nécessaires pour préciser l'articulation entre les contrats de gestion prévisionnelle, d'une part, et de traitement des accords en amont du J-1, d'autre part, d'ici le 1 ^{er} janvier 2019 au plus tard.	Dans son rapport RCBCI 2017-2018, la CRE note que RTE n'a pas respecté les délais qu'elle lui avait fixés dans le rapport RCBCI 2015-2016 s'agissant de la finalisation de la concertation sur les trames types, d'une part, du contrat de gestion prévisionnelle de la production et du réseau et, d'autre part, du contrat de traitement des accords en amont du J-1. Elle demande à RTE de finaliser les travaux de concertation et de mise à jour des trames type avant le 1 ^{er} septembre 2019 et de proposer d'ici fin 2019 un cadre et des modalités d'appel de capacités en amont du J-1 pour des raisons autres que les congestions qui soient transparentes et ouvertes au maximum d'acteurs.
Notifier à la CRE les avenants conclus en vue de prolonger la durée de contrats déjà approuvés dans le cadre du suivi de la certification. Tenir la CRE informée en temps utile en cas de retard dans la reconduction de contrats.	Les procédures internes de RTE intègrent ce point, en visant « <i>tout avenant modifiant substantiellement un contrat déjà approuvé par la CRE</i> ». RTE a notifié à la CRE, par courriers des 31 janvier 2018 et 6 février 2019, qu'il n'a identifié aucun avenant.

⁸² Voir point II.A.1. « Article L. 111-11 – Événements rassemblant RTE et d'autres sociétés de l'EVI ».

⁸³ Voir point VIII.C.2. « Déploiement d'un outil de formation en ligne (e-learning) ».

Transmettre à la CRE les conventions sur les moyens de protection et de surveillance de site qui seront signées avec EDF pour les trois postes d'évacuation dans les meilleurs délais suivant leur conclusion.	Les actions engagées par RTE ont été achevées à fin 2018, à l'exception des conventions relatives à l'exploitation et à la maintenance des systèmes de protection et de surveillance concernant deux postes, en voie de finalisation. Ces actions sont détaillées dans le présent rapport ⁸⁴ .
Élaborer et mettre en œuvre un plan d'actions visant à améliorer, dans des délais à préciser, l'information des utilisateurs quant à l'existence du CURTE ainsi que la qualité et l'accessibilité de l'information délivrée et, de manière générale, à mieux répondre aux attentes des utilisateurs.	Les actions engagées par RTE en 2016 se sont poursuivies en 2018. Elles sont détaillées dans le présent rapport ⁸⁵ .
Ne soumettre à l'avenir à la CRE que des propositions de nomination ou de reconduction de son responsable de la conformité pour une durée d'au moins 3 ans.	L'organisation de RTE est propre à assurer le respect de cette demande : - ce point a été rappelé au cours d'une réunion du comité des carrières, - la note d'organisation de la gouvernance de RTE, mise à jour en mai 2018, intègre ce point.
Notifier à la CRE, avant le 31 janvier de chaque année, tous les contrats passés au cours de l'année écoulée en vue d'intervenir sur les systèmes de traitement automatisé des informations de RTE et conclu avec des entreprises qui effectuent également des prestations de même nature pour le compte de sociétés faisant partie de l'EVI.	Les procédure interne « <i>Achats de RTE soumis à approbation ou information de la CRE</i> » a été refondue en 2017 et comporte désormais un article relatif à cette notification ⁸⁶ . RTE a notifié à la CRE les bilans 2017 et 2018 des contrats éligibles à l'article L. 111-16 par courriers des 31 janvier 2018 et 18 février 2018 respectivement.
Partie 3 : « Les dossiers thématiques » / Point 3 : « Relations contractuelles entre les gestionnaires de réseaux RTE et Enedis et leurs filiales »	
Prendre en compte dans le prochain plan d'actions les recommandations définies à l'issue de l'audit réalisé par la CRE en 2014.	Les recommandations issues de cet audit font l'objet d'un plan d'actions, dont l'avancement a été présenté aux services de la CRE en octobre 2017.
Veiller au respect du principe de non-discrimination dans le choix des partenaires de RTE International issus du système électrique européen (producteurs, fournisseurs, opérateurs d'effacement, bourses, etc.).	Une méthode d'analyse de risques, incluant le risque de discrimination, a été élaborée et présentée à toutes les filiales. Elle donne lieu à un reporting annuel sur les risques pour chaque filiale.
Transmettre annuellement à la CRE un bilan des accords commerciaux et financiers relatifs à la valorisation des actifs de réseaux conclus entre Arteria et des tiers mentionnant les prestations concernées et les montants.	Ces éléments ont été intégrés aux rapports annuels relatifs aux filiales de valorisation de RTE pour les années 2016 et 2017, qui ont été transmis à la CRE aux deuxièmes trimestres 2017 et 2018 respectivement.
Veiller à la justesse du prix du transfert des actifs entre RTE et RTE Immo et transmettre annuellement à la CRE un bilan des apports d'actifs par RTE à RTE Immo et des ventes d'actifs appartenant à RTE Immo mentionnant notamment les montants.	Suite à l'analyse du portefeuille d'activités, le Comité de gouvernance de RTE Immo a acté qu'il n'y aurait pas, à court terme, de nouvelles opérations de valorisation à mener par la filiale. Si une nouvelle opération était décidée, les éléments seraient transmis à la CRE.
Mettre en place un dispositif d'accords-cadres pour chacune de ses filiales en vue de leur soumission à la CRE, pour approbation, dans le cadre de l'application de l'article L. 111-17 du code de l'énergie.	La première convention cadre pour la filiale Arteria a été approuvée par la CRE le 13 décembre 2018. Le modèle pourra servir de base pour les autres conventions entre RTE et ses différentes filiales.

⁸⁴ Voir point II.F.5. « Article L. 111-21 – Non-confusion d'image entre RTE et l'EVI – Séparation des locaux ».

⁸⁵ Voir point III.B.6. « Amélioration de la concertation avec les clients ».

⁸⁶ Voir point II.D.2. « Article L. 111-16 – Prestataires informatiques communs entre RTE et l'EVI ».

C. RCBCI 2017-2018 : principales évolutions attendues par la CRE et évolutions constatées en 2018

Le rapport 2017-2018 ayant été publié au début de 2019, les évolutions constatées en 2018 figurant dans le tableau qui suit sont basées soit sur des demandes de la CRE exprimées au cours des années 2017 et 2018, soit sur des initiatives prises par RTE.

La CRE a demandé à RTE de lui transmettre pour fin avril 2019 un plan d'actions en réponse à ses demandes.

Principales évolutions attendues par la CRE exprimées dans son rapport RCBCI 2017-2018	Evolutions constatées en 2018 par le responsable de la conformité
Partie 1 : « Les dossiers thématiques » / Point 2 : « Facturation et pratiques commerciales »	
Prévoir explicitement la possibilité de s'écarter de l'échéancier de paiement standard ainsi que les conditions à remplir pour l'activation de cette clause lors de la prochaine évolution des modèles de proposition technique et financière et des modèles de conventions de raccordement.	La CRE observe que, si les trames-types des PTF et des conventions de raccordement prévoient un échéancier de facturation standard, la possibilité de s'en écarter dans certains cas pour coller au plus près de la réalité des dépenses n'est bien précisée que dans les trames-types de PTF applicables aux producteurs, aux consommateurs et aux nouvelles interconnexions exemptées, mais pas dans la trame-type de PTF applicable aux GRD, ni dans les trames-types de convention de raccordement..
Poursuivre l'élaboration du document explicatif de la facturation du TURPE qui apporte de la lisibilité et de la compréhension aux clients.	La mise à jour de la brochure « TURPE 5 – Tarification des réseaux – Comprendre la facture » a été réalisée et mise en ligne sur le portail clients de RTE en novembre 2018 ⁸⁷ .
Modifier le modèle de CART GRD afin de prévoir que les conditions générales des nouveaux modèles publiés par RTE se substituent de plein droit aux conditions générales du contrat en cours.	La CRE observe que le CART n'est pas mis à jour de façon systématique compte tenu des difficultés opérationnelles que cela pourrait représenter mais que les nouveaux modèles de CART applicables aux clients consommateurs et producteurs incluent des dispositions permettant de pallier ce type de situation. En particulier, lorsque les conditions générales du CART font l'objet d'une modification approuvée par la CRE, ces conditions générales modifiées se substituent de plein droit aux conditions générales du contrat en cours. Or, le modèle de CART applicable aux GRD ne prévoit pas ce type de disposition, ce qui peut conduire à des situations non satisfaisantes.
Améliorer le niveau de détail donné aux utilisateurs de réseau lors de l'élaboration d'un devis et de la facturation des prestations annexes sur devis.	La CRE considère que ni les devis ni les factures adressés au client n'incluent de détails quant aux estimations de main d'œuvre, de matériels et autres charges nécessaires à la réalisation de la prestation concernée.
Procéder à l'élaboration de lignes directrices formalisées pour le traitement des réclamations.	La CRE indique que l'instruction de ces dossiers semble se faire sur une base non-discriminatoire mais qu'aucun document ne peut en attester.

⁸⁷ http://clients.rte-france.com/lang/fr/clients_consommateurs/services_clients/Comprendre_facture.jsp

Cette brochure n'est disponible qu'en français. Néanmoins, le responsable de la conformité recommande à RTE que la page en anglais du portail permette le téléchargement de la version de la brochure de novembre 2018 (TURPE 5) et non de la version d'octobre 2009 (TURPE 3).

http://clients.rte-france.com/lang/an/clients_consommateurs/services_clients/Comprendre_facture.jsp

Partie 3 : « Les gestionnaires de réseaux de transport » / Point 1 : « RTE »	
Finaliser la mise en place de conventions-cadres entre RTE et ses filiales.	La première convention cadre pour la filiale Arteria a été approuvée par la CRE le 13 décembre 2018. Le modèle pourra servir de base pour les autres conventions entre RTE et ses différentes filiales.
Finaliser les travaux de concertation et de mise à jour des trames type du contrat cadre de gestion prévisionnelle de la production et du réseau et du contrat cadre de traitement des accords en amont du J-1 avant le 1 ^{er} septembre 2019.	La CRE a indiqué dans le rapport RCBCI 2017-2018 que RTE n'a pas respecté les délais qu'elle lui avait fixés dans le rapport RCBCI 2015-2016 (finalisation de la concertation pour rendre les évolutions effectives au 1 ^{er} janvier 2019).
Veiller à transmettre à la CRE l'ensemble des contrats encadrés par les articles L. 111-17 et L. 111-18. Porter une attention particulière à des contrats historiquement conclus avec l'EVI ou des filiales de l'EVI qui n'auraient pas fait l'objet d'une saisine de la CRE.	Les contrôles menés par le responsable de la conformité ont effectivement montré que certains contrats et avenants n'avaient pas fait l'objet d'une saisine de la CRE. RTE a commencé en 2018 à procéder à leur régularisation.
Ouvrir à la concurrence l'ensemble des contrats de fourniture de RTE et notamment les sites bénéficiant des tarifs réglementés de vente d'électricité « bleus ».	Nouvelle évolution attendue par la CRE, motivée par la décision du 18 mars du Conseil d'Etat relative à la mise en extinction des TRV pour les « grandes entreprises ».

D. Recommandations du rapport annuel 2017 et évolutions constatées en 2018

Recommandations du rapport annuel 2017 du responsable de la conformité de RTE	Evolutions constatées en 2018 par le responsable de la conformité
A l'occasion de la mise en œuvre de la décision de la CRE sur le maintien de la certification de RTE	
<p>Mettre à jour la procédure sur le circuit de traitement des dossiers CRE engageant des relations commerciales et financières entre RTE et le groupe EDF pour intégrer</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nouveau périmètre de l'EVI ; - dans le processus d'élaboration des contrats : <ul style="list-style-type: none"> o la relance régulière des interlocuteurs externes de RTE et le tracé de ces relances ; o la rédaction des dossiers de saisine en anticipant de façon circonstanciée les questions que pourrait poser la CRE ; o l'organisation d'échanges ou réunions en amont avec les services de la CRE ; o une meilleure prise en compte des aspects régionaux, notamment dans le chapitre sur le rôle et les responsabilités de la direction juridique. - des dispositions relatives aux cas de sous-traitance. 	<p>La procédure « <i>Achats de RTE soumis à approbation ou information de la CRE</i> », qui précise les moyens de contrôle dans le processus achat pour s'assurer du respect des règles issues du code de l'énergie, a été mise à jour, pour ce qui la concerne, le 29 août 2018.</p> <p>En revanche, la « <i>procédure de suivi de la certification 2012 de RTE en tant que GRT indépendant et circuit de traitement des dossiers CRE engageant des relations commerciales et financières entre RTE et EDF SA</i> », qui présente l'organisation mise en place par RTE pour répondre à ses obligations légales, n'a pas été mise à jour.</p> <p>(voir point II.E.1. « <i>Articles L. 111-17 et L. 111-18 – Généralités – procédure d'approbation des accords par la CRE</i> »)</p>
<p>Lancer des actions de communication interne sur l'indépendance de RTE et sur le code de bonne conduite, et notamment</p> <ul style="list-style-type: none"> - la poursuite des actions de communication interne destinées à rappeler le rôle du secrétariat général sur l'ensemble des sujets liés au suivi de la certification ; - la réalisation d'une brochure sur ces thèmes ; - l'envoi d'une information circonstanciée à tous ses salariés pour leur rappeler leurs obligations en matière de détention d'intérêts dans l'EVI. 	<p>Ces actions ont été menées en 2018, à l'exception de la réalisation d'une brochure.</p> <p>(voir point VIII.C.1. « <i>Communication autour de la décision de la CRE de maintien de la certification de RTE</i> »)</p>
Déployer l'outil de formation en ligne (e-learning)	<p>L'outil a été déployé en juin 2018.</p> <p>(voir point VIII.C.2 « <i>Déploiement d'un outil de formation en ligne (e-learning)</i> »)</p>

Autres recommandations – indépendance de RTE	
Revisiter la participation de RTE aux comités régionaux « fluidité groupe EDF », quitte à promouvoir l'idée de comités régionaux au niveau de la branche des IEG.	RTE ne participe plus à ces comités. (voir point II.A.1. « Article L. 111-11 – Evénements rassemblant RTE et d'autres sociétés de l'EVI »)
Examiner les possibilités de mise en place d'un dispositif d'information en amont du secrétariat général <ul style="list-style-type: none"> - en cas de commande de prestations relevant de l'approbation préalable de la CRE requise à l'article L. 111-17 du code de l'énergie ; - en cas d'accord de partenariat lorsqu'un des partenaires est une société de l'EVI ou contrôlée par l'EVI. 	Le déploiement de l'outil de formation en ligne (e-learning) permet de sensibiliser les salariés concernés sur les dispositions à respecter sur ces deux sujets ainsi que sur le rôle du secrétariat général. Les dossiers concernés font actuellement l'objet d'un processus d'information et de suivi au cas par cas. Ils ne font pas l'objet d'un processus dédié, lequel ne semble pas, à ce stade, nécessaire.
Cas particulier 1 : se rapprocher du CINDEX pour clarifier la situation (sortie de RTE du périmètre couvert par EDF et, le cas échéant, adhésion en propre au CINDEX).	Recommandation reconduite en 2019.
Cas particulier 2 : Pousser à l'ouverture du CFA des métiers de l'énergie d'Ile-de-France vers des acteurs du secteur de l'énergie externes au groupe EDF.	Recommandation reconduite en 2019.
Cas particulier 3 : Tirer les conclusions de ses constats au regard des obligations applicables à RTE au titre du code de l'énergie suite à l'examen des contrats passés par RTE en matière sociale.	Un contrat qui n'avait pas été soumis à l'approbation préalable de la CRE lui a été transmis pour régularisation en novembre 2018. Pour d'autres sujets, la DRH de RTE a la volonté de recourir à une contractualisation indépendante du groupe EDF (par exemple, le dispositif d'accès des salariés de RTE à la propriété).
S'assurer que les entreprises prestataires ne se présentent pas comme mandatées par « EDF RTE ».	Le renouvellement des deux principaux marchés concernés (peinture et élagage) aura lieu en 2019. Les responsables régionaux seront sensibilisés à cette occasion.
Autres recommandations – non-discrimination	
Pour les audits internes de RTE, rebaptiser la question générique « conformité aux lois et règlements » en « conformité aux lois, aux règlements et au code de bonne conduite de RTE ».	Les audits réalisés en 2018 ont été axés sur des processus internes ou des sujets techniques, ce qui n'a pas nécessité de faire apparaître ces thèmes. (voir point II.K.3. « Articles L. 111-34 et L. 111-35 – analyse des risques, audit et contrôle interne »)
Limiter les incohérences entre les listes de membres figurant sur l'espace dédié par RTE à la concertation et les invitations aux réunions des commissions du CURTE.	Recommandation reconduite en 2019.
Proscrire l'envoi de devis de Cirtéus par des salariés de RTE, Cirtéus devant être l'unique interlocuteur des clients dans cette phase.	Un logigramme indique aux équipes la procédure à suivre. Cette procédure est rappelée chaque année lors des réunions régionales.

Autres recommandations – Confidentialité	
Introduire dans le référentiel confidentialité du métier commercial l'interdiction de faire suivre un courriel à un client depuis un smartphone.	Cette interdiction a été intégrée en septembre 2018 dans la dernière version de ce référentiel confidentialité.
Examiner l'opportunité de réaliser un dépliant national sur la sécurité du SI.	La page pratique de l'intranet RTE « <i>Les bons réflexes sécurité et environnement</i> », facilement accessible, fournit des liens vers des supports didactiques sur la sécurité du SI.
Vérifier la mise en œuvre au sein de RTE des dispositions de la Directive confidentialité de RTE relatives à la protection du patrimoine immatériel de RTE.	RTE a créé en 2018 un groupe de travail sur la protection des données pour redéfinir le contour des informations sensibles, ainsi que les moyens et méthodes de protection du patrimoine immatériel.
Mener des actions de clarification des règles de confidentialité et de sensibilisation des salariés, et porter une attention à la mise à jour des listes de diffusion.	Il a entamé un travail d'uniformisation des supports de communication. Il a développé une formation en ligne sur la confidentialité et ses enjeux, qui sera déployée en 2019.
Autres recommandations – Ressources humaines	
Mettre en œuvre, au niveau national et au niveau régional, les recommandations issues du contrôle de conformité en région Ile-de-France Normandie et relatives à l'accueil des nouveaux arrivants à RTE.	Le déploiement de l'outil de formation en ligne (e-learning) auprès des nouveaux arrivants est un des éléments répondant à cette recommandation. (voir point VIII.C.2. « <i>Déploiement d'un outil de formation en ligne (e-learning)</i> ») En région Ile-de-France Normandie, le module d'accueil des nouveaux arrivants a été remanié en 2018 et, pour les sessions à venir en 2019, comporte désormais une formation aux items du code de bonne conduite.
Examiner l'opportunité d'un document récapitulatif des textes s'imposant aux salariés (règlement intérieur et annexes, notamment code de conduite « Sapin 2 » et déontologie des achats ; code de bonne conduite...).	Recommandation reconduite en 2019.
Mener une campagne de communication interne destinée à remplacer la mention « <i>article 13</i> », connue du management et des salariés mais obsolète, par la mention « <i>article L. 111-74</i> » (ou par un acronyme à partager avec les membres de la Commission).	Cette recommandation s'intègre dans la nouvelle recommandation « <i>faciliter l'accès sur l'intranet RTE aux informations sur la mise en œuvre de l'article L. 111-74 tant pour les managers que pour les salariés ; mettre à jour les notes internes relatives à l'article L. 111-74, ne serait-ce que parce que l'adresse postale du secrétariat de la Commission a changé</i> ». (voir point V.E. « <i>Mouvement des salariés</i> »)

E. Glossaire des sigles

ACDC	Pôle Accueil Contrats et Données Clients
ADEeF	Association des distributeurs d'électricité en France
ADEME	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
AFGNV	Association française du gaz naturel pour véhicules
API	Application Programming Interface (interface de programmation applicative)
ASN	Autorité de sûreté nucléaire
BEI	Banque européenne d'investissement
CACM	Code de réseau « Capacity Allocation and Congestion Management »
CAM	Commission d'accès au marché (CURTE)
CAR	Commission d'accès au réseau (CURTE)
CART	Contrat d'accès au réseau de transport d'électricité
CDC	Caisse des dépôts et consignations
CET	Compte épargne temps
CFAI	Commission de fonctionnement de l'accès aux interconnexions (CURTE)
CGDD	Commissariat général au développement durable
CINDEX	Centre Inter-entreprises de l'Expatriation
CPSR	Commission perspectives système et réseau (CURTE)
CRE	Commission de régulation de l'énergie
CSEA	Comité de Supervision Economique et d'Audit du Conseil de surveillance de RTE
CTE	Co-entreprise de Transport d'Electricité (holding qui détient 100% du capital de RTE)
CURTE	Comité des utilisateurs du réseau de transport d'électricité
CWE	Central Western Europe
DCC	Code de réseau « Demand Connection Code »
DGEC	Direction générale de l'énergie et du climat
DRH	Direction des ressources humaines
DTR	Documentation technique de référence de RTE
EDA	Entité d'ajustement
EDF	Électricité de France
EMFIP	Electricity Market Fundamental Information Platform
EnR	Énergies renouvelables
ENTSO-E	European Network of Transmission System Operators for Electricity

EOD	Équilibre offre-demande
ESSOC	Loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance
EVI	Entreprise verticalement intégrée (définie à l'article L. 111-10 du code de l'énergie)
FEE	France Énergie Éolienne
FNE	France Nature Environnement
FNH	Fondation pour la nature et l'homme
GRD	Gestionnaire de réseau de distribution
GRDF	Gaz Réseau Distribution France
GRT	Gestionnaire de réseau de transport
HVDC	High Voltage Direct Current (courant continu haute tension)
ICS	Information commercialement sensible
IEG	Industries électriques et gazières
IFA2	Interconnexion France-Angleterre 2
INB	Installation nucléaire de base
INELFE	Interconnexion électrique France-Espagne
INPI	Institut national de la propriété industrielle
IP	Internet Protocol
ISO	Independent System Operator ⁸⁸
ITO	Independent Transmission Operator ⁸⁹
JAO	Joint Allocation Office
MA	Mécanisme d'ajustement
MESIL	Mise en souterrain d'initiative locale
NEB	Dispositif de notification d'échanges de blocs
ODRÉ	Plateforme « Open Data Réseaux Energies »
PEG	Plan d'épargne groupe
PKI	Public Key Infrastructure (infrastructure à clé publique)
PPAT	Persons Professionally Arranging Transactions (personnes organisant des transactions sur des produits énergétiques de gros à titre professionnel)

⁸⁸ Gestionnaire de réseau indépendant) au sens du chapitre IV de la directive 2009/72/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 2003/54/CE.

⁸⁹ Gestionnaire de réseau de transport indépendant au sens du chapitre V de la directive 2009/72/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 2003/54/CE.

PPE	Programmation pluriannuelle de l'énergie
PTF	Proposition technique et financière
QdE	Qualité de l'électricité
RCBCI	Rapport de la CRE sur le respect des codes de bonne conduite et l'indépendance des gestionnaires de réseaux d'électricité et de gaz naturel
RE	Dispositif de responsable d'équilibre
REX	Retour d'expérience
REMIT	Regulation (EU) 1227/2011 on wholesale Energy Market Integrity and Transparency
RfG	Code de réseau « Requirements for Generators »
RGPD	Règlement (UE) 2016/679 dit règlement général pour la protection des données
RPT	Réseau public de transport
RTE	Réseau de transport d'électricité
S3REnR	Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables
SDDR	Schéma décennal de développement du réseau de transport d'électricité
SER	Syndicat des énergies renouvelables
SI	Système d'information
SNBC	Stratégie nationale bas-carbone
TECV	Loi n°2015-992 relative à la transition énergétique pour la croissance verte
TERRE	Trans European Replacement Reserves Exchange
TIGF	Transport Infrastructures Gaz France (devenu Teréga)
TURPE	Tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité
TYNDP	Ten Year Network Development Plan d'ENTSO-E
UFE	Union française de l'électricité
XBID	Cross-Border Intraday Market

F. Liens internet utiles

F.1. Textes législatifs et réglementaires

i) Premier paquet « énergie » européen

Directive 96/92/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 1996 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex:31996L0092>

Loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000750321>

ii) Second paquet « énergie » européen

Directive 2003/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 96/92/CE

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:32003L0054>

Loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000787077>

iii) Troisième paquet « énergie » européen

Directive 2009/72/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 2003/54/CE

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex:32009L0072>

Ordonnance n° 2011-504 du 9 mai 2011 portant codification de la partie législative du code de l'énergie

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023974937>

Code de l'énergie

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?cidTexte=LEGITEXT000023983208>

iv) Projet de paquet « énergie propre » européen

Projet de paquet législatif « Une énergie propre pour tous les Européens »

<https://ec.europa.eu/energy/en/topics/energy-strategy-and-energy-union/clean-energy-all-europeans>

v) Autres textes législatifs européens

Orientations-cadres et codes de réseau

https://acer.europa.eu/en/Electricity/FG_and_network_codes/Pages/default.aspx

Règlement (UE) n° 1227/2011 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 concernant l'intégrité et la transparence du marché de gros de l'énergie (REMIT)

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex:32011R1227>

vi) Autres textes législatifs français

Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV)

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031044385>

Loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000033202746>

Loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance (ESSOC)

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037307624>

F.2. Régulation

i) CRE

Liste des délibérations

https://www.cre.fr/recherche?search_form%5BcontentType%5D=/1/2/16997/120/16998/

Délibération du 26 janvier 2012 portant décision de certification de la société RTE

<https://www.cre.fr/Documents/Deliberations/Decision/decisions-de-certification>

Délibération n° 2018-005 du 11 janvier 2018 portant décision sur le maintien de la certification de RTE

<https://www.cre.fr/Documents/Deliberations/Decision/certification-rte>

RCBCI 2013-2014

<https://www.cre.fr/Documents/Publications/Rapports-thematiques/Respect-des-codes-de-bonne-conduite-Rapport-2013-2014>

RCBCI 2015-2016

<https://www.cre.fr/Documents/Publications/Rapports-thematiques/Respect-des-codes-de-bonne-conduite-et-independance-2015-et-2016>

RCBCI 2017-2018

<https://www.cre.fr/Documents/Publications/Rapports-thematiques/Rapport-2017-2018-sur-le-respect-des-codes-de-bonne-conduite-et-l-independance-des-gestionnaires-de-reseaux-d-electricite-et-de-gaz-naturel>

ii) Autres

Commission européenne – Market legislation

<https://ec.europa.eu/energy/en/topics/markets-and-consumers/market-legislation>

Agence de coopération des régulateurs de l'énergie

<https://acer.europa.eu/fr/Pages/default.aspx>

Conseil des régulateurs européens de l'énergie

<https://www.ceer.eu/>

Autorités de régulation nationales

<https://ec.europa.eu/energy/en/national-regulatory-authorities>

F.3. RTE

i) Code de bonne conduite et rapport annuel du responsable de la conformité

Original en français	http://clients.rte-france.com/lang/fr/visiteurs/accueil/code_conduite.jsp
Traduction en anglais	http://clients.rte-france.com/lang/an/visiteurs/accueil/code_conduite.jsp

ii) Non-discrimination – concertation

Portail clients de RTE	http://clients.rte-france.com/
Portail services de RTE	https://www.services-rte.com/
Espace CURTE – le site de la concertation des clients de RTE	https://concerte.fr/
Cataliz, guide de l’offre de services de RTE	http://www.rte-cataliz.com/fr/
Documentation Technique de Référence (DTR)	http://bit.ly/DTR_RTE
Charte d’engagements de services	http://bit.ly/RTE_ecoute

iii) Transparence – mise à disposition de données

éCO ₂ mix	http://www.rte-france.com/fr/eco2mix/eco2mix/
Bilans électriques nationaux	http://www.rte-france.com/fr/article/bilans-electriques-nationaux
Bilan électrique 2017	http://bilan-electrique-2017.rte-france.com/
Aperçus électriques mensuels	http://www.rte-france.com/fr/article/apercus-electriques-mensuels
Rapport annuel sur la QdE 2017	http://bit.ly/QdE2017
Plateforme ODRÉ	https://opendata.reseaux-energies.fr/pages/accueil/
Panorama de l’électricité renouvelable	http://bit.ly/PanoramaEnR

iv) Bilan prévisionnel et SDDR

Bilan prévisionnel	https://www.rte-france.com/fr/article/bilan-previsionnel
SDDR	http://bit.ly/SDDR_RTE
S3REnR	http://bit.ly/S3REnR_RTE

v) Actionnariat de RTE

Co-entreprise de Transport d’Electricité (CTE)	https://ctelectricite.com/
Electricité de France (EDF)	https://www.edf.fr/
Caisse des dépôts et consignations (CDC)	https://www.caissedesdepots.fr/
CNP Assurances	http://www.cnp.fr/

vi) Filiales et participations de RTE

<i>Filiales à 100%</i>	
Airtelis	http://www.airtelis.com/
Arteria	http://www.arteria.fr/
Cirtéus	https://www.cirteus.com/
RTE International	http://www.rte-international.com/
<i>Sociétés conjointes</i>	
Interconnexion électrique France-Espagne (INELFE)	http://www.inelfe.eu/
Interconnexion France-Angleterre 2	http://www.ifa2interconnector.com/
<i>Participations</i>	
Coreso	http://www.coreso.eu/
Declaranet	http://www.protys.fr/
EPEX SPOT	https://www.epexspot.com/
Joint Allocation Office (JAO)	http://www.jao.eu/

F.4. ENTSO-E et GRT européens

i) ENTSO-E

ENTSO-E	https://www.entsoe.eu/
TYNDP	http://tyndp.entsoe.eu/
EMFIP	https://transparency.entsoe.eu/
Projet TERRE	https://www.entsoe.eu/network_codes/eb/terre/ https://clients.rte-france.com/lang/fr/clients_producteurs/services_clients/terre.jsp https://clients.rte-france.com/lang/an/clients_producteurs/services_clients/terre.jsp

ii) ITO européens d'électricité autres que RTE

Allemagne	Amprion GmbH	https://www.amprion.net/
Allemagne	TransnetBW GmbH	https://www.transnetbw.de/
Autriche	Austrian Power Grid AG (APG)	http://www.apg.at/
Bulgarie	Electroenergien Sistemen Operator EAD (ESO)	http://www.eso.bg/
Croatie	HOPS d.o.o.	http://www.hops.hr/
Hongrie	MAVIR ZRt	http://www.mavir.hu/

F.5. Autres liens

i) Gestionnaires de réseaux et leurs groupements

Agence ORE	https://www.agenceore.fr/
Association des Distributeurs d'Électricité en France (ADEeF)	http://www.adeef.fr/
Enedis	https://www.enedis.fr/
Gaz Réseau Distribution France (GRDF)	https://www.grdf.fr/
GRTgaz	http://www.grtgaz.com/
Teréga (ex-TIGF)	https://www.terega.fr/

ii) Parties prenantes de Commissions du CURTE autres que les utilisateurs du réseau

ADEME	http://www.ademe.fr/
Autorité de sûreté nucléaire (ASN)	https://www.asn.fr/
Avere-France	http://www.avere-france.org/
Fondation pour la nature et l'homme (FNH)	http://www.fondation-nature-homme.org/
France énergie éolienne (FEE)	http://fee.asso.fr/
France Nature Environnement (FNE)	http://www.fne.asso.fr/
Syndicat des Énergies Renouvelables (SER)	http://www.enr.fr/
Union française de l'électricité (UFE)	http://ufe-electricite.fr/

iii) Partenaires de la plateforme ODRÉ autres que les GRT

AFGNV	https://www.afgnv.info/
Weathernews France	http://climipact-metnext.com/
Elengy	https://www.elengy.com/
Storengy	https://www.storengy.com/
Dunkerque LNG	https://www.newsletterdunkerquelng.com/

iv) Autres acteurs – hors énergie

Institut National de la Propriété Industrielle (INPI)	https://www.inpi.fr/
---	---